



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – octobre 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 4 novembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Octobre 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le onzième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 5 octobre et le 27 octobre 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – October 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

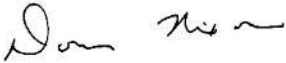
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 4 novembre 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé.....	4
Introduction	4
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	8
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	8
L'économie (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans).....	11
Le tourisme (résidents de Toronto, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	14
La connectivité Internet (résidents de Toronto, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	15
Secteur pétrolier et gazier (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents du Bas-Saint-Laurent).....	15
Soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton).....	16
Logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	20
Changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	22
Agriculture et engrais (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta).....	23
Enjeux énergétiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	24
Armes à feu (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton).....	25
Garde d'enfants et Allocation canadienne pour enfants (parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans).....	27
ArriveCAN (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)	28

Résultats détaillés.....	29
Chronologie des annonces en octobre.....	30
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	33
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux).....	34
Direction du pays (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans).....	38
Canadiens de la classe moyenne (Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec)	39
Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété).....	40
L'économie (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans).....	41
Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de Toronto, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans).....	41
L'emploi (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois).....	44
La terminologie économique (résidents du Bas-Saint-Laurent).....	46
Le tourisme (résidents de Toronto, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	48
La connectivité Internet (résidents de Toronto, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	49

Secteur pétrolier et gazier (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents du Bas-Saint-Laurent)	51
Soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton).....	52
Priorités en matière de soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)	53
Santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton).....	55
Logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	58
Initiatives en matière de logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété).....	58
Logement dans le Nord (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	61
Changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	62
Initiatives en matière de changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété).....	62
Impacts sur les collectivités et adaptation aux changements climatiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	64
Agriculture et engrais (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta).....	65
Enjeux énergétiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie).....	67
Armes à feu (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)	69
Garde d'enfants et Allocation canadienne pour enfants (parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)	71
ArriveCAN (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)	73
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	74
Questionnaire de recrutement, version anglaise	75
Questionnaire de recrutement, version française.....	87
Annexe B – Guides de discussion	96
Guide du modérateur, version anglaise.....	97
Guide du modérateur, version française	125

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 5 octobre et le 27 octobre 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Les priorités et la performance du gouvernement du Canada de même que ses initiatives et ses annonces récentes ont été au cœur de ce cycle de l'étude. Les discussions au sujet des priorités et des réalisations fédérales ont eu lieu dans douze groupes couvrant un large éventail de segments de population et de régions. Ces groupes comprenaient des membres de la population générale de Toronto et de la région du Bas-Saint-Laurent, au Québec, des travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, des Canadiens de la classe moyenne de la ville de Québec, des habitants de l'île de Vancouver éprouvant de l'écoanxiété, des intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, des travailleurs cumulant deux emplois dans des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis, des résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, des milléniaux (âgés de 25 à 40 ans) de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, des premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), des parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans et habitant dans l'intérieur de la Colombie-Britannique, et des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie. Il a été question de la perception des participants quant à la direction du pays, des enjeux touchant les Canadiens de la classe moyenne, de l'environnement et des changements climatiques.

L'étude a également permis d'explorer en détail l'économie canadienne et une foule d'enjeux connexes, y compris les mesures du gouvernement fédéral visant à rendre la vie plus abordable et à créer des emplois. Le groupe de résidents du Bas-Saint-Laurent a aussi évalué différents termes et concepts économiques en cours d'élaboration par le gouvernement fédéral. Plusieurs groupes ont discuté du prix, de l'accessibilité et de la connectivité des services Internet ainsi que de l'état du tourisme dans leur région respective. Quatre groupes ont eu une discussion approfondie sur le secteur pétrolier et gazier du Canada et dit ce qu'ils pensaient du plan fédéral visant à plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par cette industrie.

D'autres sujets ont été abordés, soit les connaissances et les opinions des participants relativement à l'application ArriveCAN, le plan fédéral de réduction des émissions dans le secteur agricole, les initiatives fédérales actuelles et futures pour lutter contre les changements climatiques, les priorités en matière de soins de santé et les services de santé mentale, les mesures visant à rendre le logement plus abordable, les armes à feu, et les initiatives récentes liées aux services de garde d'enfants.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les travailleurs du secteur agricole, les Canadiens de la classe moyenne, les personnes éprouvant de l'écoanxiété, les intervenants en santé mentale, les personnes occupant deux emplois, les personnes souhaitant acheter une propriété, les milléniaux (âgés de 25 à 40 ans), les premiers répondants, les parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans, et les personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale vivant à Toronto et dans la région du Bas-Saint-Laurent, au Québec.
- Les dix autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta;
 - Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec;
 - Personnes éprouvant de l'écoanxiété, établies sur l'île de Vancouver;
 - Intervenants en santé mentale habitant de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba;
 - Personnes ayant deux emplois et résidant dans des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis;
 - Personnes souhaitant acheter une propriété et vivant au Canada atlantique;
 - Milléniaux de 25 à 40 ans vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec;
 - Premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH);
 - Parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans et résidant dans l'intérieur de la Colombie-Britannique;
 - Personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie, établies dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.
- Trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.

- Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Toronto	1	Anglais	5 octobre	18 h-20 h	Population générale	8
Sud de l'Alberta	2	Anglais	6 octobre	20 h-22 h	Travailleurs du secteur agricole	6
Ville de Québec	3	Français	11 octobre	18 h-20 h	Canadiens de la classe moyenne	7
Île de Vancouver	4	Anglais	12 octobre	21 h-23 h	Personnes vivant de l'écoanxiété	8
Grandes villes et villes de taille moyenne du Manitoba	5	Anglais	13 octobre	19 h-21 h	Intervenants en santé mentale	5
Villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis	6	Anglais	17 octobre	18 h-20 h	Personnes ayant deux emplois	8
Région du Bas-Saint-Laurent – Québec	7	Français	18 octobre	18 h-20 h	Population générale	7
Canada atlantique	8	Anglais	20 octobre	17 h-19 h	Personnes souhaitant acheter une propriété	6
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	9	Français	25 octobre	18 h-20 h	Milléniaux âgés de 25 à 40 ans	7
Région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH)	10	Anglais	26 octobre	18 h-20 h	Premiers intervenants	8
Intérieur de la Colombie-Britannique	11	Anglais	26 octobre	21 h-23 h	Parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans	7
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	12	Anglais	27 octobre	20 h-22 h	Personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie	6
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de huit groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives fédérales leur sont revenues à l'esprit, notamment liées à l'économie. Plusieurs ont mentionné les efforts menés par le gouvernement fédéral pour juguler l'inflation, y compris la décision récente de la Banque du Canada de relever son taux directeur, ainsi que l'annonce de nouvelles mesures de soutien pour aider les Canadiens à faible revenu à faire face à la hausse du coût de la vie. Il a aussi été question du soutien que le gouvernement fédéral continuait de fournir à l'Ukraine, du retrait des dernières exigences de voyage liées à la COVID-19, de l'encouragement de la part de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada à se procurer une dose de rappel du nouveau vaccin bivalent contre la COVID-19, et de la réponse à l'ouragan Fiona qui a touché terre au Canada atlantique le 24 septembre 2022. Enfin, quelques participants ont dit avoir entendu parler de l'enquête menée par le Comité permanent du patrimoine canadien sur Hockey Canada et sa gestion de cas allégués d'agression sexuelle, et de l'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022 lors des manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en octobre ont pris part à des discussions sur la façon dont le gouvernement fédéral gérait les enjeux et les priorités qui comptent aux yeux des Canadiens. Ont été passés en revue aussi bien les domaines où il avait obtenu de bons résultats que ceux susceptibles d'améliorations.

Invités à dire dans quels domaines le gouvernement du Canada avait fait du bon travail ces derniers mois, les participants ont donné des réponses variées. Celles-ci comprenaient l'adoption de mesures visant à rendre la vie plus abordable aux Canadiens, la gestion de la pandémie de COVID-19, les initiatives touchant l'environnement et les changements climatiques, la mise en place de normes de sécurité élevées pour les biens et les produits consommés par les Canadiens, l'attention soutenue portée aux questions sociales, y compris à la promotion de la diversité au Canada, et l'aide suivie offerte à l'Ukraine.

Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont aussi formulé diverses réponses. Parmi les enjeux cités figuraient l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, l'accessibilité des soins de santé, l'abordabilité du logement, les retards dans la prestation de services tels que les renouvellements de passeports et le traitement des demandes d'immigration, la nécessité d'accroître la production nationale de pétrole et de gaz, les nouvelles mesures à prendre pour atténuer les effets des changements climatiques, et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Direction du pays (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont brièvement discuté de la direction prise par le pays à l'heure actuelle. La plupart des participants s'entendaient pour dire que cette direction n'était pas la bonne, tandis qu'un petit nombre ne savaient trop ce qu'ils en pensaient. Parmi les participants qui estimaient que le Canada était sur la mauvaise voie, beaucoup ont mentionné l'inflation et la hausse du coût de la vie, notamment le coût des dépenses de première nécessité comme l'alimentation, l'essence et le logement. Bon nombre ont aussi évoqué des problèmes d'itinérance, de santé mentale et de toxicomanie, et les clivages plus profonds qui leur semblaient toucher le pays depuis la pandémie. Plusieurs se sont dits préoccupés par les changements climatiques et par la guerre menée en Ukraine, dont certains craignaient qu'elle dégénère au point que le Canada finisse par s'y impliquer directement.

Parmi les participants qui étaient moins sûrs de la direction dans laquelle avançait le pays, plusieurs ont fait remarquer que le gouvernement fédéral avait adopté une série de mesures en réponse aux problèmes économiques et sociaux des Canadiens, mais sans grand résultat. Certains pensaient qu'à côté des progrès considérables accomplis sur le plan social, dans des dossiers comme la diversité et la réconciliation avec les peuples autochtones, la situation financière de bien des gens s'était détériorée au cours des derniers mois.

Le petit nombre de participants qui croyaient que le Canada allait dans la bonne direction ont mentionné les efforts menés par le gouvernement fédéral en faveur de l'inclusivité ainsi que sa promotion des droits de la personne au Canada et à l'étranger. Tout en reconnaissant que le pays était confronté à de nombreux défis, ces participants estimaient généralement que le gouvernement du Canada avait mis en œuvre plusieurs mesures pour les surmonter et qu'il faisait de son mieux.

Canadiens de la classe moyenne (Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec)

Les enjeux touchant les Canadiens de la classe moyenne ont fait l'objet d'une courte discussion dans le groupe de Québec. Abordant leur situation financière, plusieurs participants ont confié leur difficulté croissante à boucler leur budget depuis quelques années, et beaucoup ont fait allusion à la hausse de leurs dépenses ménagères, que ce soit l'épicerie, les coûts énergétiques, le logement ou la garde des enfants. Questionnés sur les moyens que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour mieux soutenir la classe moyenne, plusieurs ont répondu qu'il pourrait en faire davantage pour rendre le

logement plus abordable. Beaucoup ont fait remarquer que même avec un salaire de la classe moyenne, le coût d'achat ou de location d'une propriété devenait exorbitant. D'autres préconisaient d'accroître les prestations et les soutiens financiers offerts aux Canadiens de la classe moyenne. Les participants avaient souvent l'impression que les mesures en place ciblaient surtout les personnes à faible revenu, tandis que celles qui touchaient des revenus plus élevés, mais qui peinaient tout de même à suivre le coût de la vie, recevaient peu d'aide.

À la question de savoir si le travail du gouvernement fédéral visant à soutenir la classe moyenne s'était amélioré ou détérioré dernièrement, la plupart des participants ont répondu que sa performance à cet égard avait peu changé. Même si certains soutiens avaient été fournis (en particulier durant la pandémie, à l'aide de programmes tels que la Prestation canadienne d'urgence), la hausse rapide du coût de la vie dans la dernière année en avait largement neutralisé les bienfaits. Outre les efforts axés sur l'abordabilité du logement et les services de garde d'enfants, les participants pensaient qu'il faudrait tâcher de renforcer les systèmes de soins de santé des provinces et des territoires ainsi qu'introduire des mesures supplémentaires pour combattre les changements climatiques.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Un groupe composé de résidents de l'île de Vancouver qui se disaient anxieux en raison des changements climatiques a abordé des questions touchant l'environnement, y compris les initiatives fédérales récentes prises en la matière. Tous ces participants croyaient que la lutte contre les changements climatiques devait figurer au sommet des priorités du gouvernement, mais beaucoup convenaient qu'il aurait sans doute à la mettre en équilibre avec d'autres enjeux pressants tels que l'inflation et le conflit en Ukraine. Il a été souligné que les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations catastrophiques survenues dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique à l'automne de 2021, montraient on ne peut plus clairement la nécessité d'adopter de nouvelles mesures contre les changements climatiques. Certains participants s'attendaient d'ailleurs à ce que ce genre d'événements deviennent plus fréquents. Invités à préciser les aspects des changements climatiques qui les préoccupaient le plus, beaucoup ont mentionné la production alimentaire. Selon eux, des efforts accrus s'imposaient pour mettre au point des pratiques agricoles plus durables pour l'avenir.

Les participants se sont remémoré plusieurs mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement fédéral dans le dossier des changements climatiques. Ils ont mentionné la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (sans toutefois la nommer), l'engagement à ce que toutes les voitures neuves vendues au pays soient des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035, et la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone. En dépit de ces mesures, la plupart des participants estimaient que la gestion par le gouvernement du Canada des questions liées aux changements climatiques et à l'environnement s'était détériorée ces derniers temps. Certaines initiatives telles que la tarification du carbone leur semblaient imposer un fardeau financier excessif aux particuliers sans s'attacher suffisamment à réduire les émissions des grandes entreprises et sociétés. Dans l'optique des plus rares participants selon qui le bilan du gouvernement du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques s'était amélioré ces dernières années, l'arsenal de programmes et

d'initiatives récemment mis en place constituait un pas dans la bonne direction, même si leurs effets restaient pour l'instant discrets.

L'économie (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Neuf groupes ont discuté de questions liées à l'économie canadienne. Ils se sont prononcés sur les mesures lancées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable, la création d'emplois et le marché du travail actuel ainsi que sur des termes économiques et des expressions que le gouvernement du Canada était en train d'élaborer.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de Toronto, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont pris part à des conversations portant sur différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées dernièrement afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Augmenter de 10 % la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les personnes âgées de 75 ans et plus, mettre en place des initiatives en matière de services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants, indexer des prestations en fonction de l'inflation, lancer un programme national de soins dentaires, doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois, bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs et verser un paiement unique de 500 \$ aux Canadiens à faible revenu qui ont de la difficulté à payer leur loyer figuraient au nombre de ces mesures.

Les premières réactions des participants ont été surtout favorables, plusieurs s'attendant à ce que ces mesures soient utiles, en particulier pour les jeunes Canadiens, qui, en ce moment, sont susceptibles de ressentir de manière disproportionnée les effets du coût élevé de la vie. Même s'ils pensaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction, beaucoup trouvaient qu'elles n'allaient pas assez loin et doutaient qu'elles puissent régler ce qu'ils percevaient comme des problèmes d'abordabilité généraux touchant pratiquement toutes les régions du pays à l'heure actuelle. Selon eux, le gouvernement du Canada devait faire preuve de plus d'empressement pour ce qui est de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Ils ont ajouté qu'il fallait aussi en faire plus pour les ménages à revenu moyen qui ne sont pas admissibles aux programmes d'aide destinés aux Canadiens à faible revenu.

Invités à choisir les mesures qui leur semblaient les plus importantes, un grand nombre de participants ont sélectionné les initiatives se rapportant aux services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables, au lancement d'un programme national de soins dentaires et à l'indexation des

prestations en fonction de l'inflation. L'appui des participants aux autres initiatives, dont celles visant à bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT), à doubler le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) et à augmenter de 10 % la pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus, était quant à lui plus modéré. De nombreux participants se sont montrés critiques à propos du paiement unique de 500 \$ destiné aux Canadiens à faible revenu pour les aider à payer leur loyer. Plusieurs jugeaient ce montant nettement insuffisant pour avoir un impact, et certains trouvaient qu'offrir 500 \$ était pour ainsi dire insultant, compte tenu des importants problèmes d'abordabilité auxquels faisaient face les Canadiens à faible revenu. Bon nombre estimaient par ailleurs que les sommes allouées à cette initiative devraient servir à d'autres fins.

Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour s'attaquer au coût de la vie, certains participants proposaient un allègement fiscal pour les Canadiens à faible et moyen revenu sous forme de réduction d'impôt sur le revenu. En ce qui a trait à l'abordabilité du logement, quelques-uns souhaitaient qu'on mette davantage l'accent sur les initiatives qui permettraient d'augmenter l'offre de logements au Canada et les mesures visant à interdire aux sociétés et aux entreprises d'acheter des propriétés résidentielles. D'autres croyaient en outre que des actions s'imposaient pour stabiliser le prix de biens essentiels, comme l'épicerie et l'essence. De rares participants recommandaient au gouvernement du Canada de viser une plus grande autosuffisance énergétique en augmentant la production intérieure de pétrole et de gaz. Selon eux, cela aiderait grandement à rendre les prix du carburant plus abordables pour les Canadiens.

L'emploi (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Cinq groupes ont discuté du marché du travail canadien et des efforts entrepris par le gouvernement du Canada pour favoriser la création d'emplois. Concernant l'économie de façon plus générale, tous étaient d'avis qu'elle devait figurer en tête de liste des priorités du gouvernement fédéral et de nombreux participants la considéraient comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens étaient confrontés à l'heure actuelle. La plupart croyaient qu'une économie forte était la base d'un pays qui tourne rondement et que la qualité de vie des Canadiens dépendait directement de leur bien-être économique. Cela étant dit, divers participants se disaient préoccupés par la forte probabilité que le Canada tombe en récession dans la prochaine année. Interrogés à propos des priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait désormais se concentrer, plusieurs lui recommandaient d'accroître son autosuffisance économique et de réduire sa dépendance au commerce international, tout en diminuant les dépenses fédérales et en maintenant un budget équilibré.

Au sujet de la création d'emplois, les participants de tous les groupes avaient nettement l'impression qu'il y avait beaucoup d'emplois disponibles dans leurs collectivités respectives et que de nombreux secteurs devaient composer avec un manque de personnel, non de postes vacants. Plusieurs ont tenu à nuancer leurs commentaires en ajoutant que même s'il y avait un grand nombre d'emplois disponibles, ceux-ci n'étaient pas nécessairement assez bien rémunérés pour assurer un salaire vital aux travailleurs. Certains ont avancé que, souvent, ces postes n'offraient pas d'avantages sociaux et étaient saisonniers ou à temps partiel plutôt qu'à temps plein. Bien des participants trouvaient que les

salaires offerts par les employeurs étaient trop bas et dissuadaient beaucoup de Canadiens de travailler. Discutant des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre, le cas échéant, pour créer des emplois, les participants lui recommandaient de privilégier la création d'emplois payants qui contribuent à l'épanouissement personnel des salariés. Ces éléments étaient nécessaires d'après eux au bonheur et à la satisfaction à long terme des travailleurs canadiens.

La terminologie économique (résidents du Bas-Saint-Laurent)

Les participants du Bas-Saint-Laurent au Québec ont donné leurs points de vue sur la terminologie économique et les messages que le gouvernement fédéral était en train d'élaborer en la matière. Nous leur avons d'abord montré une liste d'expressions, après quoi ils devaient dire si celles-ci véhiculaient toutes le même message ou en quoi elles différaient, le cas échéant. Voici les formulations évaluées :

- *Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens;*
- *Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens;*
- *Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui comprend tous les Canadiens.*

Si la plupart étaient d'avis qu'elles avaient un sens très similaire, beaucoup percevaient de subtiles différences entre elles. Invités à choisir l'expression qu'ils préféreraient, de nombreux participants avaient un faible pour *une économie centrée sur le bien-être des Canadiens*. Plusieurs saluaient l'intégration du concept de bien-être au message, qui évoquait selon eux une qualité de vie plus globale reposant à la fois sur des facteurs économiques et personnels. Peu de participants ont manifesté une préférence pour d'autres expressions, dont *une économie qui rapporte pour tous les Canadiens* et *une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens*.

Dans le cadre d'un autre exercice, nous avons présenté aux participants les deux énoncés suivants relatifs à l'économie, qui devaient ensuite choisir celui qu'ils préféreraient :

- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie;*
- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.*

Si un plus grand nombre de participants aimaient davantage le deuxième énoncé, plusieurs ont émis des réserves à propos des deux formulations. Par exemple, selon divers participants, « *on continue notre travail* » laissait sous-entendre que le statu quo serait maintenu et que peu de changements seraient apportés au fonctionnement de l'économie canadienne. De l'avis général, les deux énoncés gagneraient à inclure des éléments axés sur l'amélioration du niveau de vie des Canadiens ainsi que sur l'innovation et l'élaboration de nouvelles stratégies économiques.

Le tourisme (résidents de Toronto, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur le tourisme et l'importance de ce secteur pour leur économie locale. À l'échelle régionale, pratiquement tous les participants des groupes de Toronto et du Canada atlantique et des deux groupes du Québec considéraient le tourisme comme un secteur très important dans leurs collectivités, tandis que ceux du groupe formé de résidents des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis avaient des opinions plus partagées. À la question de savoir s'ils avaient remarqué des changements dans leur région en ce qui a trait au tourisme au cours de l'été, tous les participants du groupe de Toronto pensaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de touristes dans la ville par rapport aux dernières années. La plupart des participants de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec avaient aussi constaté une augmentation du tourisme, en particulier à Montréal et dans d'autres villes importantes. En comparaison, les réponses des participants des groupes du Bas-Saint-Laurent au Québec et du Canada atlantique étaient plus variées quant à savoir si le tourisme avait augmenté ou non. Certains croyaient qu'il y avait eu plus de touristes durant l'été comparativement à l'année précédente, mais d'autres estimaient que le nombre de visiteurs avait été inférieur aux attentes, surtout si l'on tient compte de l'assouplissement des exigences en matière de santé publique et de voyage liées à la pandémie de COVID-19. Quelques-uns ont émis l'hypothèse que le nombre de touristes n'était pas aussi élevé que prévu à cause de la hausse des frais de transport et de l'inflation. Dans le groupe formé de résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis, peu de participants estimaient que le tourisme avait gagné en importance l'été dernier.

La quasi-majorité des participants croyaient que le secteur des services, y compris l'industrie du tourisme, faisait actuellement face à une pénurie de main-d'œuvre. Décrivant ce qui expliquait cette pénurie selon eux, un grand nombre de participants ont cité comme principaux facteurs la faiblesse perçue des salaires, les environnements de travail stressants et le caractère saisonnier de nombreux emplois dans le secteur du tourisme. De l'avis général, les employeurs devaient en faire plus afin de rendre ces postes intéressants pour les employés, notamment en leur offrant de meilleurs salaires ainsi que des horaires à temps plein et des avantages sociaux. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour réduire les pénuries de main-d'œuvre, plusieurs proposaient de créer des soutiens financiers, comme des subventions salariales ou des allègements fiscaux ciblés pour aider les employeurs à hausser les salaires. Ces initiatives leur semblaient particulièrement importantes pour les petites entreprises, qui, touchées par la forte inflation qui prévaut en ce moment, risquaient d'avoir de la difficulté à proposer des salaires plus élevés. Il était aussi possible d'après eux d'en faire plus pour recruter des travailleurs de l'extérieur du Canada, par exemple, en accélérant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs essentiels du tourisme, comme le transport aérien.

La connectivité Internet (résidents de Toronto, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont abordé la question de la connectivité Internet dans leurs régions respectives. Invités à évaluer la qualité et la fiabilité du service Internet dans leurs collectivités, les participants ont formulé des réponses variées. Si la plupart des participants des groupes formés de résidents de Toronto ainsi que de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec considéraient leur service Internet comme étant très fiable et de grande qualité, ceux du Canada atlantique et du Bas-Saint-Laurent se sont montrés plus critiques. Ces derniers ont fait état de l'irrégularité du service Internet dans leur région, surtout pour ceux vivant en milieu rural ou loin d'une agglomération urbaine.

Pratiquement tous les participants trouvaient que le choix de fournisseurs Internet dans leur région respective était limité et jugeaient ce manque de concurrence désavantageux pour les clients, en particulier pour ceux qui n'avaient accès qu'à un ou deux fournisseurs dans leur coin. Tous les participants ont dit que le coût avait été un critère important au moment de choisir leur fournisseur Internet, mais beaucoup s'étaient aussi grandement appuyés sur des facteurs tels que la fiabilité et la vitesse pour prendre leur décision. Certains disaient être prêts à payer plus pour un service Internet dont la vitesse et la fiabilité sont garanties. Cela dit, très peu de participants pensaient que l'Internet était offert à un prix juste dans leur région. En fait, bon nombre croyaient que les Canadiens payaient en général beaucoup plus pour ces services que les citoyens d'autres pays, et ce, tant pour les services Internet résidentiels que pour les forfaits de données mobiles. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour assurer l'accès à des services Internet fiables et abordables à toute la population canadienne. Estimant que les Canadiens avaient besoin de l'Internet haute vitesse pour travailler, étudier et communiquer efficacement, les participants croyaient fermement que ce service allait devoir être considéré comme un droit fondamental à l'avenir.

Secteur pétrolier et gazier (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents du Bas-Saint-Laurent)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le secteur pétrolier et gazier canadien, y compris la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les entreprises pétrolières et gazières. À la question de savoir s'ils étaient favorables ou non à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour plafonner ou faire diminuer les émissions du secteur du pétrole et du gaz, les participants ont exprimé différents points de vue. Ceux des groupes du Québec appuyaient vivement ces mesures, les jugeant probablement nécessaires pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir des pratiques plus durables. Les avis des participants du groupe de Vancouver étaient plus variés. Si la plupart reconnaissaient l'importance des initiatives visant à réduire les émissions, plusieurs craignaient que les entreprises pétrolières et gazières ne refilent aux consommateurs les coûts financiers liés à l'application de ces mesures. De rares participants du sud de l'Alberta étaient en faveur d'interventions de la sorte de la part du gouvernement du Canada. La lutte contre les changements climatiques constituait une priorité

importante aux yeux d'une majorité de participants, mais plusieurs se demandaient si les mesures envisagées auraient un impact, compte tenu des niveaux élevés d'émissions produites par de vastes pays comme la Chine et l'Inde.

Presque tous les participants s'attendaient à ce que ces initiatives, y compris celles visant à réglementer davantage le secteur pétrolier et gazier, fassent augmenter le prix de l'essence. À cet effet, beaucoup ont réitéré qu'au bout du compte, les coûts supplémentaires engagés par les entreprises pétrolières et gazières se répercuteraient sur les consommateurs. Plusieurs avaient l'impression que les prix élevés du carburant deviendraient désormais la norme et ne prévoient aucune baisse dans un avenir rapproché. Nous avons ensuite demandé aux participants si la situation en Ukraine devrait être prise en compte dans la décision du gouvernement du Canada de plafonner et réglementer les émissions dans le secteur pétrolier et gazier. Ces derniers ont une fois de plus formulé des avis partagés. Certains pensaient que la situation en Europe de l'Est n'aurait vraisemblablement aucun impact sur l'offre canadienne de pétrole et de gaz et ne devrait donc pas influencer sur les mesures du gouvernement du Canada visant ce secteur. De nombreux autres estimaient plutôt que le gouvernement du Canada devait jouer de prudence et envisager d'augmenter sa production de pétrole et de gaz, car les alliés européens risquaient d'avoir cruellement besoin des ressources énergétiques canadiennes en hiver. Ce faisant, le Canada pourrait saisir des débouchés économiques et jouer un rôle humanitaire.

Soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes, l'un composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba et l'autre, de premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), se sont livrés à discussion sur les soins de santé. Ils ont passé en revue les priorités en ce domaine récemment établies par le gouvernement du Canada et donné leurs perspectives sur la santé mentale en qualité d'intervenants dans le secteur de la santé.

Presque tous les participants ont affirmé que les soins de santé étaient un motif de préoccupation important dans leur collectivité. Beaucoup croyaient que le système de santé dans son ensemble se heurtait à d'énormes difficultés et que le secteur nécessitait une réforme en profondeur. Même si la plupart des participants estimaient que le personnel et les services de santé au Canada comptaient parmi les meilleurs au monde, certains pensaient que l'accessibilité des services posait problème. Invités à recenser les difficultés précises rencontrées dans les soins de santé à l'heure actuelle, les participants ont cité le manque de médecins de famille, l'accès restreint aux spécialistes, les longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, ainsi que la prévalence croissante des problèmes de santé mentale et de dépendance.

Priorités en matière de soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes annonces ou initiatives du gouvernement du Canada liées aux soins de santé, peu de participants se sont rappelés quoi que ce soit, si ce n'est l'annonce d'un programme national de soins dentaires. Pour faciliter la discussion, nous leur avons précisé que le gouvernement fédéral avait récemment désigné cinq domaines d'action prioritaires pour les services de santé au Canada, soit : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Les réactions à cette liste ont surtout été favorables; de nombreux participants croyaient qu'elle couvrait les problèmes les plus urgents vécus par les Canadiens dans le domaine des soins de santé, en particulier les problèmes d'accès. À la question de savoir si l'une de ces priorités l'emportait sur les autres, il a généralement été jugé que toutes étaient importantes et valaient d'être poursuivies par le gouvernement fédéral.

Dans le groupe du Manitoba, les participants ont prolongé quelque peu la discussion et fait part de leurs attentes relatives à ces priorités ainsi qu'aux mesures précises que le gouvernement du Canada mettrait en œuvre pour les concrétiser. En ce qui concerne l'objectif de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, nombre d'entre eux pensaient qu'il faudrait prévoir des fonds supplémentaires pour mieux rémunérer les professionnels de la santé, ce qui les encouragerait à continuer de pratiquer au Canada au lieu de se réinstaller ailleurs, aux États-Unis par exemple, pour toucher des salaires plus élevés. Il a aussi été suggéré d'en faire davantage pour inciter les jeunes Canadiens à envisager une carrière dans le secteur de la santé, y compris en leur offrant des bourses d'études ou un allègement des frais de scolarité associés au permis et à l'accréditation nécessaires pour pratiquer au Canada.

Pour ce qui est d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale, certains participants ont recommandé qu'en plus de recruter davantage de médecins de famille, le gouvernement du Canada privilégie une approche proactive de la médecine. Selon eux, de nombreuses blessures ou maladies chroniques se présentaient d'abord comme des problèmes sans gravité; or en élargissant l'accès aux médecins de famille, ces problèmes pourraient être décelés avant qu'ils ne s'aggravent. Cela permettrait, à long terme, d'alléger le fardeau pesant sur le système de soins de santé, puisqu'il y aurait moins de patients atteints de problèmes chroniques nécessitant des traitements réguliers.

Tous les participants considéraient que l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile devait être une grande priorité pour le gouvernement fédéral. En plus de combler les pénuries de personnel, il a été suggéré que le gouvernement du Canada s'emploie à définir des normes nationales de soins et à mettre en œuvre des règlements assurant le respect de ces normes dans tous les établissements de soins de longue durée.

Plusieurs participants ont noté que le manque de ressources était le problème le plus urgent des services de santé mentale et de traitement des dépendances à l'heure actuelle et qu'un financement

fédéral beaucoup plus important devait être consacré à ce secteur. Il a été suggéré que pour s'attaquer à cette priorité, le gouvernement fédéral renforce son soutien aux fournisseurs et aux centres de traitement existants au lieu de concentrer tous les efforts sur la création de nouveaux programmes.

Certains participants avaient l'impression que la numérisation des dossiers médicaux était déjà en cours chez des fournisseurs de soins de santé et que ce mouvement s'accroîtrait. Malgré les gains d'efficacité susceptibles d'en résulter dans la prestation des soins, certains s'inquiétaient à la perspective d'une transition vers un modèle avant tout numérique, qui risquait d'être vulnérable en cas de vol de données ou d'interruption du service Internet. Plusieurs ont souligné le potentiel des soins virtuels, en affirmant qu'ils pourraient faire une énorme différence pour les résidents des collectivités rurales ou éloignées qui n'ont pas de médecin à proximité.

Santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes de participants ont abordé le sujet des soins de santé mentale au Canada. Les participants du groupe composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba ont partagé leurs expériences de travail et leurs impressions concernant les récentes initiatives en santé mentale annoncées par le gouvernement fédéral. Ceux du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont exploré la question sous un angle un peu différent, soit celui de leur santé mentale personnelle, des stratégies qu'ils utilisent pour surmonter leurs difficultés et, plus généralement, de la santé mentale des premiers répondants.

Initiatives en santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer les défis les plus pressants en matière de santé mentale dans leurs collectivités respectives, les intervenants en santé mentale du Manitoba ont soulevé un éventail de préoccupations. Celles-ci comprenaient l'accessibilité des services de santé mentale, la prévalence croissante de la consommation de substances et des dépendances chez les personnes souffrant de problèmes de santé mentale et les préjugés dont sont victimes celles qui entreprennent un traitement.

Les participants de ce groupe ont été unanimes à affirmer que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans l'amélioration des soins de santé mentale. Certains ont recommandé qu'en plus d'accroître le financement remis aux provinces et aux territoires pour s'attaquer à ces problèmes, le gouvernement fédéral accentue les efforts pour établir des normes nationales relatives aux services de santé mentale. Ce faisant, il pourrait demander des comptes aux provinces et aux territoires et faire en sorte que tous les Canadiens aient accès aux soins de santé mentale dont ils ont besoin.

Invités à dire s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être Canada, les participants ont répondu par la négative. Après avoir reçu des informations à son sujet, plusieurs ont noté que cette initiative serait très utile, surtout pour les gens qui n'ont pas les moyens de consulter. Tout en supposant que le portail aurait une incidence positive, quelques-uns s'inquiétaient qu'il serve de remplacement, et non de complément, aux consultations individuelles. S'appuyant sur leur expérience d'intervenants en santé mentale, ces participants ont souligné qu'aucune application ou plateforme

numérique ne pouvait susciter le niveau de confiance et de franchise qui se développe dans le cadre d'une relation suivie avec un thérapeute ou un conseiller.

Nous avons ensuite soumis aux participants de l'information sur le service Parlons suicide Canada, une autre initiative en santé mentale en cours de mise en œuvre par le gouvernement fédéral. Presque tous les participants l'ont jugée fort prometteuse et susceptible de sauver la vie de personnes en situation de crise. Le fait de pouvoir composer un numéro à trois chiffres, comme le 911, pour recevoir une aide immédiate en cas d'urgence de santé mentale paraissait une mesure importante pour prévenir de graves conséquences comme les surdoses et les suicides.

Le groupe a ensuite lu les renseignements suivants portant sur une troisième initiative, à savoir la création de normes nationales pour les services de santé mentale fournis au Canada. La plupart des participants reconnaissaient l'importance de cette initiative, mais beaucoup trouvaient difficile de l'évaluer sans mieux comprendre ses implications et les mesures qui seraient prises pour la concrétiser. De l'avis de certains, même s'il était important d'assurer un niveau de soins uniforme, les traitements de santé mentale devaient tout de même être hautement personnalisés et une formule unique ne conviendrait sans doute pas à tout le monde.

Perspectives sur la santé mentale (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont eu une discussion sur la santé mentale au sein de leur profession. Tous croyaient que les premiers répondants avaient subi une pression et un stress psychologique énormes durant la pandémie de COVID-19 et que la santé mentale d'une proportion importante d'entre eux en avait pâti. Au sujet des soutiens disponibles, beaucoup ont reconnu qu'un arsenal de ressources était désormais proposé aux premiers répondants et que leur utilisation était moins stigmatisée que par le passé. Malgré tout, les participants estimaient que cela ne suffisait pas vu l'ampleur des défis qui interpellaient les membres de leur profession.

Invités à décrire les signes ou les symptômes que pourrait présenter une personne de leur profession aux prises avec des troubles de santé mentale, les participants ont cité le fait d'éviter les collègues et les proches, un désintérêt pour le travail, des changements de comportement ou de personnalité, et l'automédication avec de l'alcool ou d'autres substances. Lorsque nous leur avons demandé vers qui ils se tourneraient s'ils étaient eux-mêmes dans cette situation, beaucoup ont dit qu'ils consultaient déjà un thérapeute ou un conseiller pour parler de leurs difficultés. Plusieurs ont ajouté qu'ils s'adresseraient aussi à des collègues ou à des superviseurs de confiance qui ont une compréhension intime de ce que vivent les premiers répondants.

Personne n'a mentionné le gouvernement du Canada à titre de source d'aide dans ce domaine. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être, le nom du programme était vaguement familier à quelques-uns, qui n'ont cependant pas pu donner de détails. Peu de participants se croyaient susceptibles de chercher en ligne de l'information et des conseils en matière de santé mentale. La plupart ont indiqué qu'ils préféreraient parler à des proches, à des collègues ou à des professionnels qui les connaissent bien.

Logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Deux groupes ont discuté de questions liées au logement au Canada. Celui du Canada atlantique était composé de résidents désirant acheter une propriété qui ont partagé leurs points de vue sur plusieurs initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement fédéral alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont abordé plusieurs questions concernant le logement dans le Nord canadien.

Initiatives en matière de logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété)

Ce groupe composé de résidents désirant acheter une propriété a discuté de plusieurs initiatives en matière de logement annoncées récemment dans le cadre du budget fédéral de 2022. Un grand nombre d'entre eux étaient pessimistes quant à leurs possibilités de devenir propriétaires, croyant qu'ils n'auraient probablement pas les moyens d'acheter une propriété dans un avenir prévisible en raison notamment des prix élevés, des récentes hausses des taux d'intérêt par la Banque du Canada et d'autres dépenses, comme la nourriture et l'essence.

Les participants ont par la suite été invités à évaluer une série d'initiatives récemment annoncée par le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables et protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Aucun n'était au courant des initiatives du gouvernement fédéral dans ces domaines. Partageant leurs réactions à la première série d'initiatives en matière d'abordabilité du logement, les participants étaient particulièrement favorables aux propositions visant à aider les acheteurs d'une première maison, comme la création du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libérés d'impôt pour faire l'acquisition. Selon eux, cette initiative encouragerait les gens à épargner davantage pour l'achat d'une propriété. D'autres initiatives destinées aux acheteurs d'une première maison, y compris l'engagement à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, et l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété ont aussi suscité de l'enthousiasme.

Le versement d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également obtenu un appui considérable de la part des participants. Même si ceux-ci étaient d'avis que les logements locatifs avec option d'achat seraient avantageux pour de nombreux Canadiens, plusieurs avaient l'impression que ces logements étaient difficiles à trouver sur le marché de l'habitation à l'heure actuelle. Quelques participants étaient favorables à l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. Ceux qui croyaient à l'importance de cette initiative s'entendaient pour dire qu'au Canada, l'itinérance est un problème de plus en plus urgent qui nécessite une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Aucun participant n'était en faveur d'un versement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable. Plusieurs ont réagi négativement en entendant parler de cette initiative. Selon eux, le montant est nettement insuffisant pour aider concrètement les Canadiens qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable.

Nous avons ensuite présenté aux participants une deuxième série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Parmi ces initiatives, celle qui consiste à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des réno-évictions a reçu le plus grand appui des participants. L'engagement de mettre fin aux offres à l'aveugle a également été bien accueilli. Les participants s'entendaient pour dire que cette pratique avait grandement contribué à faire exploser les prix de vente des propriétés, désavantageant nettement les acheteurs potentiels.

L'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier) et celle qui interdit aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu un appui modéré. Durant la discussion sur les nouvelles règles fiscales visant à décourager les flips immobiliers, les participants ont exprimé l'avis que ceux qui se livraient à cette pratique effectuaient souvent des rénovations de piètre qualité et augmentaient au maximum les prix de ces propriétés. En ce qui concerne l'interdiction temporaire pour les non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles, un certain nombre de participants ont jugé que c'était nécessaire puisque selon eux, les investissements étrangers avaient limité le nombre de logements disponibles pour ceux qui résident au pays.

Logement dans le Nord (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Dans le groupe des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, les participants ont discuté brièvement de la situation du logement dans le Nord canadien et ont identifié trois secteurs prioritaires : l'offre de logements, la qualité et la sécurité des logements disponibles, et le prix de plus en plus inabordable du logement dans le Nord.

Les participants ont ensuite été questionnés à savoir quels étaient selon eux les paliers de gouvernement responsables du logement dans le Nord. Même s'ils étaient généralement d'avis que cette responsabilité relevait des gouvernements territoriaux, ils s'accordaient également pour dire que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer et que des mesures additionnelles pourraient être prises pour accroître les subventions et le financement aux gouvernements territoriaux afin d'augmenter l'offre de logements et améliorer l'état de ceux-ci. Certains ont ajouté que les gouvernements municipaux devraient jouer un rôle dans la planification des projets de logements. D'autres étaient d'avis que cela pourrait avoir un impact négatif étant donné ce qu'ils considèrent comme une bureaucratie excessive à l'échelon municipal qui a pour effet de nuire à la construction de nouvelles habitations. La plupart des participants n'étaient pas au courant des récentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes de logement dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour améliorer la situation du logement, plusieurs ont continué d'affirmer qu'un financement accru pour le logement aurait le plus grand impact.

Changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de deux groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées aux changements climatiques. Les membres du groupe de l'île de Vancouver qui se sont dits préoccupés par les changements climatiques ont discuté de certaines mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada pour faire face à ce problème, alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) et du Nunavut se sont concentrés sur les effets que les changements climatiques pourraient entraîner sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises, le cas échéant, pour s'y préparer.

Initiatives en matière de changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Pour commencer, les participants de ce groupe ont été invités à faire part de leur réaction spontanée lorsqu'ils entendent l'expression « changements climatiques ». Dans une large mesure, la plupart ont exprimé des sentiments d'inquiétude et de pessimisme, notamment en ce qui concerne les effets attendus de ce problème sur les générations futures. Certains ont indiqué qu'ils nourrissaient moins d'espoir pour l'avenir en raison de leurs préoccupations au sujet des changements climatiques.

Lorsque nous leur avons présenté des informations sur un certain nombre de mesures que le gouvernement du Canada avait récemment prises ou qu'il prévoyait mettre en place dans l'avenir pour faire face à la menace des changements climatiques, beaucoup ont exprimé leur scepticisme quant à leur faisabilité. Un certain nombre de participants se sont tout particulièrement demandé s'il était réellement possible de respecter les mesures dont les échéances approchent rapidement, comme les objectifs de 2030 liés aux engagements du Canada dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que les priorités mises de l'avant dans le Plan de réduction des émissions pour 2030.

Invités à indiquer laquelle de ces initiatives leur semblait la plus déterminante pour faire face à la menace des changements climatiques, presque tous les participants ont indiqué que la Stratégie nationale d'adaptation du Canada leur semblait particulièrement prometteuse. Plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme l'approche collective de cette initiative, estimant que les Canadiens seraient probablement plus disposés à participer à des programmes de durabilité ayant un impact direct sur leurs collectivités et dont ils pourraient observer directement les avantages éventuels. Beaucoup ont également réagi positivement à la création du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC), en se concentrant plus particulièrement sur son objectif de favoriser la pensée novatrice et l'intégration de voix et d'idées diverses dans les efforts de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs participants étaient également optimistes quant à la création du Plan de réduction des émissions pour 2030 ainsi qu'à l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre ou à dépasser les objectifs de réduction des émissions prévus dans l'Accord de Paris, d'ici 2030. En ce qui concerne ce dernier point, un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé que la lutte contre les changements climatiques devait faire l'objet d'un effort mondial et qu'il était important que le Canada fasse figure de chef de file dans ce domaine.

Interrogés pour savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada prenait des mesures suffisantes pour lutter contre les changements climatiques, la plupart des participants ont répondu par la négative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que de plus grands efforts devaient être déployés pour limiter les activités industrielles des grandes entreprises, estimant que celles-ci sont les principales responsables des émissions de GES. On pensait également que le gouvernement fédéral pourrait faire plus pour s'assurer que ses différents organismes et ministères travaillent de concert sur cette question, plutôt que de poursuivre chacun ses propres activités de lutte contre les changements climatiques.

Impacts sur les collectivités et adaptation aux changements climatiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur l'impact des changements climatiques sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises ou prévoient prendre pour s'adapter à ces répercussions. Pour commencer, ils ont été invités à évaluer les effets actuels des changements climatiques sur leur région respective. Tous les participants ont déclaré que les changements climatiques avaient un certain impact sur leur collectivité, le nombre de ceux qui estimaient que ces répercussions étaient mineures étant à peu près égal à celui des participants qui pensaient qu'ils avaient entraîné des changements majeurs. Plusieurs ont illustré l'impact des changements climatiques sur la vie quotidienne des habitants de leur région en mentionnant des événements météorologiques extrêmes et des conditions climatiques imprévisibles, un certain nombre rappelant plus particulièrement les graves inondations survenues à Hay River (T. N.-O.), en avril 2022. En ce qui concerne les conséquences éventuelles des changements climatiques, plusieurs ont exprimé des inquiétudes liées à la fonte ou à la disparition du pergélisol dans la région. Si cela se produisait, les participants s'attendaient à ce que l'intégrité structurelle de nombreuses résidences de leur collectivité soit gravement compromise.

En ce qui concerne le niveau de préparation personnelle aux effets des changements climatiques, aucun participant ne pensait s'être suffisamment préparé pour affronter ce problème. Beaucoup ne savaient pas comment se prémunir personnellement contre les changements climatiques et ont indiqué que les responsables locaux et ceux du gouvernement fédéral devaient mieux communiquer les mesures à prendre. Peu d'entre eux se souvenaient d'initiatives récentes mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour atténuer les répercussions des changements climatiques dans leur région. Parmi les suggestions de mesures supplémentaires pouvant être prises, mentionnons l'élaboration d'un plan d'adaptation et de préparation aux changements climatiques pour le Nord canadien, la communication de renseignements supplémentaires sur ce qui attend les habitants de la région dans les années à venir et la meilleure façon de préparer leur foyer.

Agriculture et engrais (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta)

Les participants résidant dans le sud de l'Alberta et travaillant dans le secteur agricole ont engagé une conversation liée à l'agriculture et à l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes. Pour commencer, les participants se sont vu demander s'ils étaient au courant de récentes activités

entreprises par le gouvernement fédéral dans le secteur agricole. Les participants ont rappelé un certain nombre d'initiatives fédérales, notamment les subventions visant à réduire l'utilisation d'engrais azotés en agriculture, la mise en œuvre de programmes de cultures de couverture et les engagements liés au Fonds d'action à la ferme pour le climat.

Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard du plan du gouvernement du Canada visant à encourager les agriculteurs à réduire volontairement les quantités d'engrais qu'ils utilisent d'ici 2030. Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard du plan du gouvernement du Canada visant à encourager les agriculteurs à réduire volontairement, d'ici 2030, les quantités d'engrais qu'ils utilisent. Les motifs justifiant ce manque de soutien comprenaient le fait que, pour certains, ces objectifs étaient irréalistes, compte tenu de la nécessité de maintenir, voire d'augmenter, les niveaux actuels de rendement des cultures et la production alimentaire pour la population croissante du Canada. Tous les participants étaient conscients que le plan de réduction des émissions provenant des engrais était volontaire, mais plusieurs ont exprimé des préoccupations quant au fait que les objectifs pourraient devenir obligatoires dans l'avenir, si le gouvernement fédéral jugeait que trop peu de progrès avaient été réalisés. Certains ont déclaré que le coût des engrais était l'une des dépenses les plus importantes de leur entreprise agricole et que cela les incitait déjà à mettre tout en œuvre pour réduire leur utilisation de ce produit.

Interrogés à savoir s'ils croyaient que l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes avait augmenté ou diminué au cours des 15 dernières années, la plupart étaient d'avis qu'elle avait diminué au cours de cette période, les agriculteurs ayant développé des pratiques plus efficaces. Cette réduction a été jugée particulièrement marquée au cours des dernières années, en raison de la hausse des coûts et des limites de l'offre. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que l'utilisation accrue des engrais entraînait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, beaucoup ont reconnu qu'elle y contribuait probablement. Les participants étaient toutefois d'avis que les émissions provenant d'autres industries et l'utilisation de l'énergie par les ménages devaient être visées par des réductions avant les engrais, étant donné l'importance fondamentale perçue de ces derniers pour l'approvisionnement alimentaire du Canada.

De l'avis général, le gouvernement fédéral devait fournir davantage d'informations sur la stratégie qu'il prévoyait mettre en œuvre pour trouver un équilibre entre la réduction de l'utilisation des engrais et le maintien ou l'augmentation des niveaux actuels de la production alimentaire. Certains ont exprimé des inquiétudes quant aux répercussions négatives de ce plan sur les Canadiens à faible et moyen revenu, prévoyant qu'une réduction de l'utilisation des engrais pourrait entraîner des pénuries alimentaires et une hausse des prix des denrées à l'épicerie.

Enjeux énergétiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Le groupe composé de résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie a discuté des enjeux liés à l'énergie dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les sources d'énergie qu'ils utilisaient pour produire de l'électricité, la plupart ont mentionné le pétrole, en particulier le diésel, comme source première dans les deux

territoires. Certains participants des Territoires du Nord-Ouest ont ajouté que leurs collectivités avaient souvent recours au gaz naturel liquéfié (GNL) et à l'hydroélectricité, entre autres. Discutant des sources d'énergie utilisées pour chauffer leurs habitations, plusieurs ont de nouveau mentionné le diesel et le gaz naturel, en plus du bois et des granulés de chauffage. Bien que conscients des répercussions environnementales potentielles des sources comme le diesel et le GNL, la plupart étaient d'avis que celles-ci étaient généralement fiables et adaptées aux exigences du climat froid et à l'éloignement de nombreuses collectivités du Nord.

Au sujet de l'énergie nucléaire, plusieurs participants ont avoué leur méconnaissance de ce type d'énergie. En entendant parler de cette source et compte tenu de son utilisation dans le Nord, plusieurs se sont immédiatement rappelés certaines préoccupations quant au risque d'un accident nucléaire dans leur collectivité ou à proximité et qui pourrait potentiellement causer un rayonnement nucléaire et une contamination radioactive de l'environnement. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral devrait augmenter son utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, aucun participant n'était à l'aise avec cette notion et plusieurs ont réitéré leurs craintes à l'égard d'une contamination de l'environnement et des impacts de la radiation sur les membres de leur collectivité. Quelques-uns s'attendaient à ce que les coûts initiaux pour la construction d'une centrale nucléaire dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut soient trop élevés puisque ces régions sont relativement éloignées du reste du Canada.

Les participants étaient très peu nombreux à avoir entendu parler des petits réacteurs modulaires (PRM). Pour faciliter la discussion, nous les avons informés qu'il s'agissait de réacteurs nucléaires avancés plus compacts et avec un environ un tiers de la capacité de production des réacteurs nucléaires traditionnels. Après avoir reçu cette information, ceux-ci ont eu des réactions plutôt favorables. Plusieurs croyaient que les PRM représentaient une source d'énergie compacte, sécuritaire et fiable susceptible de répondre aux besoins des résidents du Nord canadien. Ils étaient très nombreux à dire que les PRM pourraient constituer une alternative moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement que le diesel et le GNL. Certains ont également indiqué que les PRM étaient moins intimidants qu'un réacteur pleine dimension. Même si plusieurs s'entendaient pour dire que la description des PRM semblait prometteuse, un certain nombre de participants ont mentionné qu'ils aimeraient voir un PRM en personne et en apprendre davantage sur son fonctionnement avant d'appuyer pleinement l'adoption de cette technologie dans leurs collectivités.

Armes à feu (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe de la région du Grand Toronto et de Hamilton (GTH) ont engagé une discussion sur les problèmes locaux qui affectent leur collectivité, en mettant l'accent sur les armes à feu et les crimes à main armée. Invités à déterminer les problèmes les plus importants qui touchent actuellement leur collectivité, ils ont formulé un large éventail de réponses, mentionnant notamment l'augmentation du coût de la vie, le manque de logements abordables, les défis liés à l'accessibilité des soins de santé et des services pour les personnes âgées, le manque de soutien pour les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale et l'augmentation des crimes violents et de l'utilisation d'armes à feu. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada

réagissait à ces problèmes, beaucoup ont répondu que celui-ci en était conscient et qu'il cherchait à les régler, mais que la pandémie de COVID-19 avait considérablement compliqué ces efforts en accaparant la majeure partie de son attention au cours des dernières années.

Nombreux étaient ceux qui estimaient que la sécurité devenait un sujet de préoccupation important au sein de leur collectivité. La hausse des crimes violents était considérée comme un problème dans toute la région du GTH, y compris dans les banlieues et les petites collectivités situées à l'extérieur des grands centres urbains, lesquelles avaient traditionnellement connu une activité criminelle minimale. Plusieurs croyaient que leur collectivité était beaucoup moins sûre qu'au cours des décennies précédentes. Interrogés sur le niveau de violence armée dans leur propre milieu, beaucoup ont estimé qu'il était en hausse. En se concentrant sur les causes possibles de la prévalence accrue des crimes par armes à feu, les participants ont relevé un large éventail de facteurs potentiels. Plusieurs d'entre eux pensaient que la capacité des forces de l'ordre à mettre un terme aux crimes commis avec des armes à feu avait été entravée par l'adoption d'une approche plus passive ces dernières années, notamment par le fait de ne plus effectuer un contrôle physique des personnes soupçonnées de posséder illégalement des armes à feu. Certains pensaient que les politiques « d'arrestation-remise en liberté » avaient permis aux récidivistes de commettre des crimes à main armée dans une relative impunité. La pauvreté, l'activité des gangs, l'itinérance, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale ont également été cités comme des facteurs qui contribuent aux crimes à main armée.

Invités à dire s'ils étaient au courant de ce que le gouvernement du Canada avait entrepris pour lutter contre les crimes par arme à feu, les participants ont mentionné diverses initiatives passées, comme le Registre canadien des armes à feu, l'interdiction des armes d'assaut de type militaire et un récent gel national de l'achat, de la vente ou du transfert des armes de poing. Beaucoup pensaient cependant que ces mesures touchaient principalement des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et qu'elles avaient peu de pouvoir dissuasif auprès de ceux qui obtiennent leurs armes illégalement. Dans le même ordre d'idées, certains étaient d'avis que la majorité des armes à feu utilisées pour commettre des crimes au Canada provenaient illégalement des États-Unis et que l'élimination de ce trafic devait être un élément clé de la politique du gouvernement fédéral en matière de contrôle des armes à feu.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice visant à évaluer un certain nombre de mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada concernant les armes à feu. Celles-ci comprenaient notamment un gel national de l'achat et de la vente des armes de poing, le retrait des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, la lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, l'introduction d'une loi « drapeau rouge » pour lutter contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation potentielle, et l'obligation de limiter la capacité des chargeurs des armes d'épaule à cinq cartouches.

Tous les participants ont exprimé des opinions négatives à l'égard du gel national des armes de poing. Ceux-ci ont réitéré le point de vue selon lequel la grande majorité des crimes impliquant des armes de poing au Canada sont perpétrés au moyen d'armes illégales et que cette mesure aurait peu d'impact sur le problème de la violence armée. En ce qui concerne la saisie des permis d'armes à feu des personnes ayant commis des actes de violence familiale ou des actes criminels, beaucoup ont

également exprimé des préoccupations. Dans une large proportion, les participants ont convenu que la mesure relevait d'une bonne intention, mais souligné qu'une personne déterminée à commettre des actes de violence familiale avec une arme à feu serait en mesure de s'en procurer une par des moyens illégaux si nécessaire et que cette mesure n'aurait par conséquent qu'un faible impact. Pour ce qui est de la mise en œuvre d'une loi « drapeau rouge », les participants ont eu des réactions mitigées. Bien que les efforts déployés pour prévenir la violence aient été salués, ils ont réitéré leur perception de la facilité d'accès aux armes à feu illégales et suggéré que ces lois pourraient être contournées aisément.

Invités à évaluer l'initiative sur la prévention de la contrebande et du trafic d'armes à feu, beaucoup ont estimé qu'elle semblait prometteuse et qu'elle contribuerait à lutter contre le nombre d'armes à feu illégales en circulation au Canada. Certains pensaient que, pour appliquer efficacement cette initiative, il faudrait donner aux agents de la paix la possibilité d'effectuer une fouille des criminels présumés plus exhaustive que celle qui est actuellement autorisée. En ce qui concerne l'interdiction des chargeurs d'armes d'épaule d'une capacité supérieure à cinq cartouches, les participants ont exprimé des opinions majoritairement négatives. Ils estimaient que les armes d'épaule n'étaient généralement pas utilisées par les criminels et que cette mesure aurait peu de succès dans la prévention des crimes commis avec des armes à feu.

Garde d'enfants et Allocation canadienne pour enfants (parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Dans le groupe des parents de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, les participants ont discuté de garde d'enfants et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux concernant la garde d'enfants dans leur province, ceux-ci ont fourni des réponses variées, notamment le manque de places en garderie, le coût élevé de ces services, la nécessité de faire confiance aux fournisseurs de services de garde, et les inquiétudes par rapport à l'accessibilité pour les enfants présentant un handicap intellectuel. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de garde d'enfants, quelques-uns seulement avaient entendu parler de récentes ententes conclues entre le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux et territoriaux pour offrir des services de garde d'enfants abordables à 10 \$ par jour en moyenne par enfant. Après que nous leur ayons fourni de l'information supplémentaire sur ces ententes, les participants ont réagi favorablement. Ils s'attendaient à ce que ce plan offre aux familles une plus grande flexibilité en permettant aux deux parents de travailler à temps plein. Plusieurs ont indiqué qu'ils n'occupaient aucun emploi à l'heure actuelle en raison des coûts élevés des services de garde d'enfants et que cette initiative les aiderait à réintégrer le marché du travail. Lorsque nous leur avons demandé si la réduction des frais de garde d'enfants était un aspect important de la diminution du coût de la vie, tous ont répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne les services et les programmes destinés aux parents en général, plusieurs participants ont mentionné l'ACE comme étant un soutien important pour les parents et presque tous ont indiqué qu'ils en étaient bénéficiaires. Questionnés sur ce qui leur plaisait de l'ACE, les participants se sont dits satisfaits de la régularité des versements, du fait que les prestations étaient recalculées

chaque année pour tenir compte de la variation des revenus, et de son utilité pour couvrir les dépenses de base. Quant aux aspects de l'ACE qui leur déplaisent, les participants ont mentionné la diminution des versements au fur et à mesure que leurs enfants vieillissent. Ils étaient d'avis que les enfants coûtent de plus en plus cher au fur et à mesure qu'ils avancent en âge et que les prestations devraient augmenter selon l'âge plutôt que de diminuer. Même si plusieurs appréciaient l'ACE, les participants étaient généralement d'avis que les versements qu'ils recevaient étaient nettement insuffisants pour avoir un réel impact sur le coût de la vie, surtout compte tenu du niveau d'inflation actuel. Questionnés à savoir comment ils utilisaient l'argent de l'ACE, les participants ont mentionné qu'ils l'utilisaient pour couvrir les dépenses de base, dont le loyer, les factures mensuelles, l'essence, les fournitures scolaires, les programmes de loisirs pour les jeunes, et les cotisations au Régime enregistré d'épargne-études (REEE).

ArriveCAN (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Les résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ont brièvement discuté de l'application ArriveCAN. Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient cette application, plusieurs ont dit avoir entendu parler d'une application mobile d'information sur les voyages conçue par le gouvernement du Canada, mais peu d'entre eux ont pu la nommer. Quelques-uns ont expliqué qu'ils n'avaient pas encore utilisé l'application ArriveCAN, bien qu'ils en aient entendu parler principalement dans les médias ou de bouche à oreille en discutant avec leurs proches.

Après leur avoir fourni de l'information supplémentaire sur l'application, nous avons demandé aux participants si le nom représentait bien l'utilisation qui en était faite. La plupart étaient d'avis que ArriveCAN était un nom approprié qui décrivait précisément et concisément son utilisation pour les voyageurs. Certains s'entendaient aussi pour dire que le nom ArriveCAN était suffisamment distinctif pour éviter toute confusion avec d'autres programmes de voyages offerts par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) comme NEXUS.

Questionnés à savoir s'ils utiliseraient l'application ArriveCAN pour remplir et soumettre des formulaires de déclaration de l'ASFC la prochaine fois qu'ils rentreront au Canada après un voyage à l'étranger, tous les participants ont répondu qu'ils ne le feraient probablement pas. La principale raison invoquée par plusieurs était leur manque d'intérêt à l'égard d'ArriveCAN et le fait qu'ils ne voyageaient pas suffisamment pour que cela vaille la peine de télécharger l'application et de la conserver sur leurs téléphones, étant donné l'espace limité dont ils disposent sur ceux-ci. Lorsque nous leur avons demandé s'ils changeraient d'idée si on leur prouvait que l'application ArriveCAN leur permettrait de gagner du temps aux douanes, presque tous croyaient que ce serait un facteur important qui les inciterait davantage à utiliser l'application.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en octobre

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements clés qui ont eu lieu au cours du mois d'octobre 2022.

- Du 1^{er} au 7 octobre
 - Le 1^{er} octobre : Le gouvernement du Canada approuve les demandes d'aide fédérale présentées par les gouvernements de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador. Ces provinces recevront le soutien des Forces armées canadiennes, de la Garde côtière canadienne et de Transports Canada à la suite des dommages causés par l'ouragan Fiona au Canada atlantique et dans l'est du Québec.
 - [Groupes de discussion des résidents de Toronto \(5 octobre\) et des travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta \(6 octobre\)](#).
 - Le 3 octobre : La ministre des Affaires étrangères annonce la prise de nouvelles sanctions au titre du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran* en réponse aux violations des droits de la personne et à la persécution systématique des femmes par le régime iranien.
 - Le 3 octobre : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de 25,6 millions de dollars dans le cadre de l'initiative Financement de l'efficacité communautaire afin d'aider quatre municipalités de l'Alberta à se doter de nouveaux programmes de financement d'améliorations énergétiques résidentielles.
 - Le 4 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,2 million de dollars pour permettre à la Canadian Association for Long Term Care (CALTC) de collaborer avec la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) à une version adaptée du programme *L'esprit au travail* pour les gestionnaires, les superviseurs et le personnel de première ligne des foyers de soins de longue durée.
 - Le 6 octobre : Le gouvernement du Canada et l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) annoncent une enveloppe de 11 millions de dollars pour renforcer la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les Inuits.
 - Le 6 octobre : Le gouvernement du Canada annonce que les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) financeront à hauteur de 3,1 millions de dollars une étude examinant l'incidence des mesures prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19 sur les enfants et les jeunes au Canada.
 - Le 7 octobre : Santé Canada autorise l'utilisation d'un second vaccin bivalent contre la COVID-19 ciblant les sous-variants BA.4 et BA.5 d'Omicron comme dose de rappel chez les personnes âgées de 12 ans et plus.
 - Le 7 octobre : Le gouvernement du Canada annonce l'apport de 3 millions de dollars au service Jeunesse, *J'écoute* pour favoriser le mieux-être mental des jeunes autochtones, des jeunes noirs, des jeunes nouveaux arrivants et des jeunes de collectivités mal desservies, y compris dans des régions rurales et éloignées.

- Le 7 octobre : Le gouvernement du Canada dévoile son Plan d'action pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, qui comprend des programmes, des politiques et des investissements visant à améliorer la vie des personnes handicapées au Canada.
- Du 8 au 15 octobre
 - Le 11 octobre : Le gouvernement du Canada annonce des contributions financières remboursables de 1 575 000 \$ à sept entreprises de la région de Québec actives dans différents secteurs.
 - **Groupes de discussion des Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec (11 octobre) et des résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété (12 octobre).**
 - Le 13 octobre : La ministre des Affaires étrangères annonce des sanctions supplémentaires au titre du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran* contre 17 personnes et 3 entités qui ont participé ou permis des violations graves des droits de la personne et fait de la désinformation concernant la répression et la persécution de citoyens par le régime iranien.
 - Le 13 octobre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 3,7 millions de dollars à la Clean Foundation pour développer son réseau pour l'énergie propre et l'équité, qui vise à soutenir les partenaires issus des communautés néo-écossaises autochtones et africaines dans le cadre de plusieurs initiatives relevant de l'économie verte.
 - **Groupe de discussion des intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba (13 octobre).**
 - Le 14 octobre : Le gouvernement du Canada annonce une contribution non remboursable de 150 000 \$ à AgroBoréal, provenant de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC), afin de stimuler la compétitivité des PME agroalimentaires du Saguenay–Lac-Saint-Jean.
 - Le 14 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement d'environ 1,2 million de dollars provenant de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) en vue de soutenir le tourisme et d'améliorer les expériences des visiteurs dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique.
- Du 16 au 22 octobre
 - Le 17 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un financement immédiat et continu de plus de 6,9 millions de dollars en appui à Ka Ni Kanichihk et Velma's House ainsi que 1,53 million de dollars destinés à des organismes de soutien aux femmes autochtones du Manitoba.
 - **Groupes de discussion des résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois (17 octobre) et de la population générale du Bas-Saint-Laurent, au Québec (18 octobre).**
 - Le 18 octobre : Le gouvernement du Canada annonce près de 2 millions de dollars de financement sur quatre ans pour soutenir des projets de l'Université Carleton et de l'organisation HabiMédiAs visant à promouvoir le bien-être mental et physique des femmes qui sont victimes de violence familiale et de violence fondée sur le sexe, ou qui risquent de l'être.
 - Le 18 octobre : Le projet de loi C-30, *Loi n° 1 sur l'allègement du coût de la vie (allègement fiscal ciblé)*, reçoit la sanction royale, doublant le crédit pour la taxe sur les produits et

services pendant six mois. Cela signifie que dès l'automne 2022, les Canadiens sans enfant recevront jusqu'à 234 \$ supplémentaires, les couples avec deux enfants, jusqu'à 467 \$, et les aînés, 225 \$ de plus en moyenne.

- Le 18 octobre : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de FedNor de plus de 8,1 millions de dollars pour soutenir les petites entreprises du Nord de l'Ontario, assurer la continuité de leurs opérations et les faire croître.
- Le 19 octobre : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de quelque 3,5 millions de dollars sur quatre ans à l'appui de quatre initiatives visant à prévenir et contrer la violence familiale dans la région du Grand Toronto (RGT).
- [Groupe de discussion des résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété \(20 octobre\)](#).
- Le 20 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement pouvant atteindre 3,7 milliards de dollars sur 20 ans pour la fourniture de vêtements et de chaussures opérationnels aux Forces armées canadiennes (FAC).
- Du 23 au 31 octobre
 - Le 24 octobre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 10 millions de dollars à Science World par le truchement du Fonds d'aide au tourisme, pour la modernisation des bâtiments et la création de nouvelles expositions.
 - Le 25 octobre : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de FedNor de l'ordre de 5,7 millions de dollars pour 13 initiatives axées sur la croissance des collectivités et des entreprises dans la région de Parry Sound–Muskoka, en Ontario.
 - [Groupe de discussion des milléniaux âgés de 25 à 40 ans de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec \(25 octobre\)](#).
 - Le 26 octobre : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent un investissement conjoint de plus de 56 millions de dollars afin de fournir l'accès à Internet haute vitesse à quelque 16 000 foyers ruraux de l'est de l'Ontario.
 - Le 26 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral de 30 millions de dollars, prévu dans le budget de 2022, en soutien au Réseau de santé coordonné, accessible, national (Réseau de santé CAN).
 - [Groupes de discussion des premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton \(RGTH\) \(26 octobre\), des parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans \(26 octobre\), et des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie \(27 octobre\)](#).
 - Le 31 octobre : Le gouvernement du Canada annonce l'imposition de sanctions supplémentaires au titre du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*. Il s'agit de la quatrième série de sanctions prises par le Canada contre le régime iranien en réponse à ses violations constantes des droits de la personne.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de huit groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives fédérales leur sont venues à l'esprit, que nous résumons ci-après :

- Les efforts menés par le gouvernement fédéral pour maîtriser le fort taux d'inflation actuel, y compris la décision prise par la Banque du Canada le 26 octobre 2022 de relever son taux directeur d'un autre demi-point de pourcentage. Quelques participants ont émis l'opinion que cette poussée inflationniste résultait en partie du surcroît de dépenses fédérales engagées durant la pandémie de COVID-19, notamment dans le cadre de programmes d'aide financière de grande envergure comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU);
- L'annonce de nouvelles mesures de soutien pour aider les Canadiens à faible revenu à faire face à la hausse du coût de la vie. Celles-ci comprenaient le doublement du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) pendant six mois, les paiements de la Prestation dentaire canadienne aux familles ayant des enfants de moins de 12 ans non couverts par une assurance dentaire, et le supplément unique de 500 \$ au programme d'Allocation canadienne pour le logement (ACL) destiné aux locataires ayant de la difficulté à payer leur loyer;
- Le soutien continu à l'Ukraine, notamment l'aide financière et militaire fournie au gouvernement ukrainien, et les démarches visant à faciliter l'arrivée et l'installation au Canada des Ukrainiens qui cherchent une terre d'asile;
- Le retrait des dernières exigences de voyage liées à la COVID-19, soit les obligations d'être vacciné pour entrer au Canada, d'utiliser l'application ArriveCAN, et de porter le masque dans les aéroports et durant les déplacements en avion et en train;

- La recommandation donnée par l'administratrice en chef de la santé publique du Canada de se procurer une dose de rappel du vaccin bivalent contre la COVID-19 nouvellement approuvé. Certains participants croyaient que c'était un geste important pour protéger les Canadiens et limiter la propagation du virus au cours de l'automne-hiver;
- La réponse à l'ouragan Fiona, qui a touché terre au Canada atlantique le 24 septembre 2022 et causé des ravages dans toute la région. Certains participants se rappelaient avoir entendu dire qu'une série de programmes et de soutiens financiers fédéraux avaient été mis sur pied pour aider les sinistrés à rebâtir ou remplacer les biens perdus. Tout en saluant l'intervention du gouvernement du Canada après la tempête, quelques personnes ont signalé qu'il faudrait prioriser davantage les préparatifs nécessaires en cas d'autres événements météorologiques de cette ampleur;
- L'enquête menée par le Comité permanent du patrimoine canadien sur Hockey Canada et sa gestion d'une affaire de viol allégué mettant en cause des joueurs associés à l'organisation;
- L'enquête menée par la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022, durant les manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays. Plusieurs participants ont dit qu'ils suivaient de près les nouvelles à ce sujet.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en octobre ont pris part à des discussions sur la façon dont le gouvernement fédéral gérait les enjeux et les priorités qui comptent aux yeux des Canadiens. Ont été passés en revue aussi bien les domaines où il avait obtenu de bons résultats que ceux susceptibles d'améliorations. Lorsque nous leur avons posé la question, les participants ont répondu que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail sur plusieurs plans dernièrement, notamment ceux qui suivent :

- Les mesures axées sur l'abordabilité – Plusieurs ont salué les initiatives fédérales récentes visant à rendre la vie plus abordable aux Canadiens. Celles-ci comprenaient les accords sur les services de garde d'enfants à dix dollars par jour (en moyenne) conclus avec chaque province et territoire, la mise sur pied d'un programme national de soins dentaires, et l'annonce d'une série de mesures d'aide destinées aux Canadiens à faible revenu, comme le doublement du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) pendant six mois, la création de la Prestation dentaire canadienne, et le supplément unique de 500 \$ au programme d'Allocation canadienne pour le logement;
- La gestion de la pandémie de COVID-19 – Nombre de participants considéraient la gestion de la pandémie de COVID-19 comme un domaine où le gouvernement du Canada avait fait particulièrement bonne figure. Ils ont loué la grande souplesse dont il avait fait preuve et sa capacité à moduler sa réponse à la situation, citant en exemple la mise en œuvre et le retrait de certaines exigences de santé publique en fonction de l'évolution des connaissances sur le virus. Plusieurs ont aussi mentionné les soutiens fédéraux comme la Prestation canadienne

d'urgence (PCU), qui leur semblaient avoir aidé de nombreux Canadiens à tenir le coup financièrement durant cette période difficile;

- L'environnement et les changements climatiques – Plusieurs participants pensaient que l'environnement était un dossier prioritaire pour le gouvernement fédéral et que ce dernier avait lancé plusieurs initiatives visant à réduire les émissions et atténuer les effets des changements climatiques. Quelques-uns ont mentionné de récents investissements dans la production alimentaire durable, notamment l'octroi de 8,5 millions de dollars à l'entreprise Aspire Food Group pour la construction d'une installation de production de pointe à London, en Ontario. Quelques autres, tout en reconnaissant qu'il y avait eu des progrès dans la lutte contre les changements climatiques, estimaient néanmoins que la taille de l'enjeu et son importance pour les prochaines générations appelaient de plus amples efforts;
- Les normes de sécurité élevées – Les normes de sécurité et d'inspection fédérales rigoureuses visant les biens et les produits importés au Canada en provenance d'autres marchés ont été citées à quelques reprises. Il a été noté que le gouvernement fédéral avait agi avec diligence pour assurer la sécurité des Canadiens sur ce plan;
- La diversité et les questions sociales – De nombreux participants trouvaient que le gouvernement fédéral avait su promouvoir une citoyenneté diversifiée, encourager l'immigration et assurer aux Canadiens de tous horizons une égalité des chances et une protection contre la discrimination. Au chapitre de la réconciliation avec les Autochtones, plusieurs ont dit de bonnes choses au sujet de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, commémorée le 30 septembre 2022. Selon ces participants, le gouvernement du Canada avait fait du bon travail en donnant aux peuples autochtones une tribune pour communiquer la signification culturelle et historique de cette journée. Quelques participants du groupe des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont aussi formulé des commentaires positifs concernant Services aux Autochtones Canada (SAC), en soulignant l'utilité d'avoir un guichet unique pour accéder à différents programmes, prestations et soutiens;
- L'aide internationale – Un certain nombre de participants ont évoqué l'aide que le gouvernement du Canada continuait d'apporter à l'Ukraine. Ils ont mentionné l'aide financière et militaire fournie à ce pays ainsi que les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour faire venir un grand nombre de ressortissants ukrainiens en quête d'un lieu sûr à l'abri de la guerre. Les participants approuvaient ces mesures et croyaient que le Canada avait montré la voie à ses alliés sur ce plan.

Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont émis une foule de suggestions, notamment celles-ci :

- L'inflation et le coût de la vie – Un grand nombre de participants ont désigné l'inflation et la hausse du coût de la vie comme l'un des principaux domaines où des améliorations étaient nécessaires. De l'avis général, les mesures prises par le gouvernement fédéral jusqu'à présent, y compris le relèvement des taux d'intérêt de la Banque du Canada, n'avaient pas permis de régler le problème et il fallait donc faire plus. Pour compenser la cherté de la vie, quelques-uns ont suggéré que le gouvernement fédéral envisage d'instaurer un gel des prix des biens essentiels comme la nourriture et l'essence, qui leur semblaient de moins en moins abordables

depuis quelques mois. Certains participants pensaient également que le gouvernement fédéral devait s'astreindre à diminuer ses dépenses, un pas jugé important pour réduire l'inflation;

- Les soins de santé – Plusieurs participants considéraient les soins de santé comme une préoccupation majeure à l'heure actuelle. Beaucoup avaient l'impression que les systèmes de santé provinciaux et territoriaux étaient soumis à des pressions considérables, ce qui entraînait de longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous partout au pays. La pénurie de personnel de la santé passait pour le principal facteur à l'origine du problème, d'où la nécessité d'en faire plus à l'échelon fédéral pour former et recruter de nouveaux effectifs, y compris à l'étranger. Par ailleurs, certains ont indiqué que la santé mentale était une préoccupation croissante et qu'il fallait trouver des ressources supplémentaires pour s'assurer que les Canadiens reçoivent les traitements dont ils ont besoin;
- Le logement abordable – Certains participants pensaient que les efforts fournis pour assurer à tous les Canadiens l'accès à un logement sûr et abordable avaient été insuffisants, et plusieurs ont noté que l'itinérance et la précarité du logement s'aggravaient dans leur collectivité. De l'avis de la majorité, il fallait s'appliquer davantage à augmenter l'offre de logements au Canada et à freiner la hausse du coût du logement, tant pour les futurs acheteurs que pour les locataires. Tout en étant conscients du problème, quelques participants s'opposaient à ce que le gouvernement du Canada essaie de réduire le prix des propriétés. Selon eux, une baisse trop marquée du marché immobilier risquait de pénaliser les particuliers dont le plan de retraite repose pour une large part sur cet actif;
- Les services offerts aux Canadiens – Les retards de traitement touchant plusieurs services fédéraux passaient pour un problème important à l'heure actuelle. Les renouvellements de passeports, les demandes d'immigration et le traitement des permis de travail ou d'études ont été cités parmi les services nécessitant des ressources accrues. Plusieurs participants avaient eux-mêmes vécu ces problèmes, et certains ont raconté que le renouvellement de leur passeport, de leur permis de travail ou d'autres documents essentiels avait pris énormément de temps ou était toujours en cours. En ce qui concerne l'immigration, les participants conseillaient de mettre davantage l'accent sur la réunification des familles et de veiller à ce que les nouveaux immigrants s'installent de manière uniforme dans l'ensemble du pays plutôt que de se concentrer dans les grandes villes;
- La production pétrolière et gazière – Certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait envisager d'exploiter davantage les réserves pétrolières et gazières du pays. Cette option leur semblait tout particulièrement indiquée vu le coût élevé de l'essence et la perturbation des marchés énergétiques mondiaux provoquée par la guerre en Ukraine. Nombre de participants trouvaient important que le gouvernement fédéral développe l'autonomie du pays pour ce qui est de répondre aux besoins énergétiques de la population canadienne et qu'il veille à ce que les prix du carburant restent abordables. Certains ont aussi fait valoir qu'en augmentant la production de pétrole et de gaz, le gouvernement du Canada serait mieux placé pour aider ses alliés européens en cas de pénurie de carburant cet hiver;
- L'environnement et les changements climatiques – D'après certains participants, la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles du Canada méritaient plus d'attention. Quelques-uns ont notamment fait allusion à ce qui leur paraissait être une

surabondance de projets forestiers et miniers, en faisant remarquer qu'il faudrait plutôt s'attacher à conserver ces ressources;

- La législation sur les armes à feu – Quelques participants se sont dits déçus des mesures récemment entrées en vigueur relativement aux armes à feu, y compris le gel national de l'achat et de la vente des armes de poing. Ils estimaient que ces nouvelles mesures n'empêcheraient pas l'entrée au Canada d'armes à feu illégales et pénaliseraient indûment les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois;
- Le soutien des collectivités rurales – Bon nombre de participants, dont plusieurs du sud de l'Alberta, pensaient que les collectivités rurales avaient besoin de plus de soutien. Quelques-uns ont fait remarquer que les résidents ruraux étaient plus durement touchés par des problèmes comme la hausse du prix de l'essence, compte tenu des grandes distances à couvrir dans ces régions pour vaquer à ses activités quotidiennes. D'autres souhaitaient que plus d'attention soit accordée aux travailleurs du secteur agricole (en particulier aux petites fermes familiales) et que les habitants des collectivités rurales aient accès à des services Internet fiables et abordables;
- La réconciliation – Certains participants trouvaient également que le gouvernement du Canada devait poursuivre son travail de réconciliation avec les peuples autochtones; ils estimaient que malgré les progrès réalisés sur ce plan, des problèmes de taille subsistaient. Ont ainsi été évoqués le manque d'eau potable dans certaines communautés autochtones et les problèmes croissants de pauvreté, de santé mentale et de dépendance, en particulier dans les communautés éloignées et nordiques. Quelques participants du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest ont soulevé la question des forces policières, en recommandant que les agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui servent leurs communautés fassent plus d'effort pour aller à la rencontre des résidents autochtones.

Nous avons demandé aux participants des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut s'ils se souvenaient de mesures récentes du gouvernement fédéral ayant pour but précis d'améliorer les conditions de vie dans leurs communautés. Plusieurs avaient l'impression que peu de choses avaient été faites ces dernières années, mais d'autres se sont vaguement rappelé que des projets liés au logement, à la modernisation des infrastructures et à l'amélioration des traitements en santé mentale avaient reçu des fonds fédéraux. La plupart pensaient que le gouvernement du Canada n'était pas sur la bonne voie pour comprendre les résidents des communautés nordiques et répondre à leurs besoins. Ils ont signalé que des problèmes comme le coût élevé de la vie, le manque de logements sécuritaires et abordables et les troubles de santé mentale et de dépendance semblaient de plus en plus répandus depuis quelques années et que la gravité de la situation n'était pas pleinement mesurée à l'échelon fédéral. De nombreux participants croyaient également que les représentants gouvernementaux devraient faire des séjours plus fréquents et plus longs dans leurs communautés, afin d'établir une présence fédérale dans le Nord et de se familiariser directement avec les difficultés des résidents. En se plaçant dans cette perspective, ils pourraient mieux comprendre ces difficultés et concevoir des stratégies sur mesure pour y remédier.

Nous avons posé une question supplémentaire aux participants de Toronto, de la région du Bas-Saint-Laurent, et des grandes villes et villes de taille moyenne du Québec pour savoir si leur opinion du gouvernement fédéral avait changé dernièrement. La plupart ont répondu qu'elle s'était détériorée et

un petit nombre, qu'elle était restée stable. Très peu ont dit que leur opinion s'était améliorée durant cette période. Les nombreux participants qui se sentaient moins bien disposés envers le gouvernement du Canada ont avancé comme explication que les Canadiens à revenu faible ou moyen avaient beaucoup plus de difficulté à joindre les deux bouts qu'auparavant. Beaucoup ont cité la hausse du coût de la vie, le manque d'abordabilité des biens et des services essentiels et la difficulté de pourvoir à des besoins fondamentaux comme le logement. Quelques-uns ont ajouté que le gouvernement fédéral avait baissé dans leur estime à la suite des règles de santé publique « injustes » qu'il avait mises en œuvre durant la pandémie de COVID-19, dont l'obligation de présenter une preuve vaccinale et celle de porter le masque à bord d'un train ou d'un avion. Pour leur part, les participants dont l'opinion n'avait pas beaucoup changé trouvaient que le gouvernement fédéral avait introduit plusieurs mesures pour mieux soutenir les Canadiens, mais qu'elles ne donnaient pas les résultats voulus ou agissaient trop lentement pour produire des changements perceptibles. Quelques-uns ont avancé que des mesures et des initiatives plus musclées seraient peut-être nécessaires à l'avenir pour suivre le rythme auquel les problèmes économiques et environnementaux semblaient s'aggraver.

Direction du pays (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont brièvement discuté de la direction prise par le pays à l'heure actuelle. La plupart des participants s'entendaient pour dire que cette direction n'était pas la bonne, tandis qu'un petit nombre ne savaient trop ce qu'ils en pensaient. Sur le plan régional, tous les participants de l'intérieur de la Colombie-Britannique et des grandes villes et villes de taille moyenne du Québec, et la majorité de ceux du Canada atlantique et de la région du Bas-Saint-Laurent croyaient que le pays allait dans la mauvaise direction. Les premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) ont plutôt fait valoir que des tendances tantôt positives, tantôt négatives étaient à l'œuvre selon l'enjeu. Enfin, les participants des petites villes ontariennes proches de la frontière américaine étaient légèrement plus enclins à l'optimisme, affirmant dans des proportions comparables que le pays allait dans la bonne direction ou qu'il n'avait pas changé ces dernières années. Parmi les participants qui estimaient que le Canada était sur la mauvaise voie, beaucoup ont mentionné l'inflation et la hausse du coût de la vie, notamment le coût des dépenses de première nécessité comme l'alimentation, l'essence et le logement. Plusieurs résidents de l'intérieur de la Colombie-Britannique se sont montrés très critiques à l'égard des soutiens versés durant la pandémie (p. ex. la Prestation canadienne d'urgence), qu'ils tenaient pour une grande partie responsables de la poussée inflationniste. Bon nombre de participants ont aussi évoqué des problèmes d'itinérance, de santé mentale et de toxicomanie, et les clivages plus profonds qui leur semblaient toucher le pays depuis la pandémie. Plusieurs se sont dits préoccupés par les changements climatiques et par la guerre en Ukraine, dont certains craignaient qu'elle dégénère au point que le Canada finisse par s'y impliquer directement.

Parmi les participants qui étaient moins sûrs de la direction du pays, plusieurs ont fait remarquer que le gouvernement fédéral avait adopté une série de mesures en réponse aux problèmes économiques

et sociaux du pays, mais qu'elles avaient eu peu d'effets. D'autres pensaient qu'à côté des progrès considérables accomplis sur le plan social – dans des dossiers comme la diversité et la réconciliation avec les peuples autochtones –, la situation financière de bien des Canadiens se détériorait. Selon quelques-uns, le Canada se heurtait effectivement à des problèmes d'une ampleur croissante, tels que l'itinérance et la saturation du système de santé, mais il s'en tirait mieux sur ces plans que d'autres pays. Le petit nombre de participants qui croyaient que le Canada avançait dans la bonne direction ont mentionné les efforts menés par le gouvernement fédéral en faveur de l'inclusivité ainsi que sa promotion des droits de la personne au Canada et à l'étranger. Tout en reconnaissant que le pays était confronté à de nombreux défis, ces participants estimaient généralement que le gouvernement du Canada avait mis en œuvre plusieurs moyens pour y remédier et qu'il faisait de son mieux.

Dans le cadre d'une discussion un peu plus longue à ce sujet, nous avons demandé aux milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec ainsi qu'aux parents à faible revenu de l'intérieur de la Colombie-Britannique à quoi ils souhaitaient que leur vie ressemble dans les prochaines années. La plupart ont insisté sur les aspects économiques, disant espérer que d'ici cinq à dix ans ils auraient une carrière satisfaisante, pourraient se payer le nécessaire et seraient propriétaires d'un logement (pour ceux qui ne l'étaient pas encore). Les parents, pour leur part, espéraient se trouver dans une situation où les possibilités offertes à leurs enfants ne seraient pas limitées par des considérations économiques et où ils pourraient librement suivre le parcours qui les intéresse. Plusieurs ont également exprimé l'espoir que plus d'attention soit portée à la durabilité et aux ressources renouvelables dans l'avenir, ce facteur leur paraissant important pour assurer une bonne qualité de vie aux prochaines générations.

Canadiens de la classe moyenne (Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec)

Les enjeux touchant la classe moyenne ont fait l'objet d'une courte discussion dans le groupe de Québec. Tous les participants se reconnaissaient dans cette catégorie socioéconomique, qui englobait selon eux les particuliers ayant un revenu annuel de 50 000 \$ à 100 000 \$. Lorsque nous leur avons demandé s'ils associaient d'autres caractéristiques à la notion de « classe moyenne » hormis le salaire, les réponses ont été négatives. Abordant leur situation financière, plusieurs participants ont confié leur difficulté croissante à boucler leur budget depuis quelques années, et beaucoup ont fait allusion à la hausse de leurs dépenses ménagères, que ce soit l'épicerie, les coûts énergétiques, le logement ou la garde des enfants. Questionnés sur les façons dont le gouvernement fédéral pourrait mieux soutenir la classe moyenne, les participants ont fourni diverses réponses. Plusieurs croyaient qu'il pourrait en faire davantage pour rendre le logement plus abordable. Beaucoup ont fait remarquer que même avec un salaire de la classe moyenne, les coûts d'achat ou de location d'une propriété devenaient de plus en plus onéreux. D'autres préconisaient d'accroître les prestations et les soutiens financiers destinés aux Canadiens de la classe moyenne. Les participants avaient souvent l'impression que la plupart des mesures de soutien en place ciblaient surtout les Canadiens à faible revenu, alors que peu d'aide était apportée à ceux qui touchent des revenus plus élevés, mais ont tout de même du mal à composer avec le coût de la vie. Quelques autres croyaient que le gouvernement du Canada pourrait aussi mieux promouvoir les programmes et les initiatives conçus pour la classe moyenne, car selon eux beaucoup de gens n'étaient pas au courant des soutiens offerts.

À la question de savoir si le travail du gouvernement fédéral visant à soutenir la classe moyenne s'était amélioré ou détérioré dernièrement, la plupart des participants ont répondu que sa performance à cet égard avait peu changé. Même si certains soutiens avaient été fournis (en particulier durant la pandémie, à l'aide de programmes tels que la PCU), la hausse rapide du coût de la vie dans la dernière année en avait largement neutralisé les bienfaits. Outre les efforts axés sur l'abordabilité du logement et les services de garde d'enfants, les participants pensaient qu'il faudrait tâcher de renforcer les systèmes de soins de santé des provinces et des territoires ainsi qu'introduire des mesures supplémentaires pour combattre les changements climatiques. De l'avis général, ces enjeux affectaient tous les Canadiens, y compris ceux de la classe moyenne. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ces enjeux, quelques-uns se sont souvenus de mesures liées au logement et au coût de la vie, y compris l'annonce récente d'une initiative visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans et la décision de la Banque du Canada d'augmenter son taux directeur afin de maîtriser l'inflation.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Un groupe composé de résidents de l'île de Vancouver qui avaient dit ressentir de l'anxiété en raison des changements climatiques a abordé des questions relatives à l'environnement, notamment les mesures fédérales récentes prises en la matière. Tous les participants croyaient que la lutte contre les changements climatiques devait figurer au sommet des priorités du gouvernement, mais beaucoup reconnaissaient qu'il aurait sans doute à la mettre en équilibre avec d'autres enjeux urgents tels l'inflation et le conflit en Ukraine. Il a été ajouté que les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations catastrophiques survenues dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique à l'automne de 2021, montraient on ne peut plus clairement la nécessité d'adopter de nouvelles mesures contre les changements climatiques. Certains participants s'attendaient à ce que ce genre d'événements deviennent plus fréquents. Invités à préciser les aspects des changements climatiques qui les préoccupaient le plus, beaucoup ont mentionné la production alimentaire. Il leur semblait qu'à mesure que le climat devenait moins prévisible, des efforts supplémentaires seraient requis pour mettre au point des pratiques de production plus durables ainsi que pour protéger les sources d'alimentation essentielles, par exemple les stocks de saumon. Quelques-uns ont aussi recommandé d'accroître les activités de sensibilisation à l'environnement et aux changements climatiques, jugeant qu'une grande partie de la population ne comprenait pas suffisamment l'ampleur du problème.

Les participants étaient au courant de plusieurs mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement fédéral dans le dossier des changements climatiques. Ils ont mentionné la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (sans toutefois la nommer), l'engagement à ce que toutes les voitures neuves vendues au pays soient des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035, et la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone. Quelques-uns ont aussi évoqué la volonté du gouvernement fédéral de poursuivre le développement de sources d'énergie propre, comme l'hydrogène, par exemple dans le cadre de sa déclaration d'intention conjointe signée avec l'Allemagne à ce sujet. En dépit de ces mesures, la plupart des participants estimaient que sa gestion des questions liées aux

changements climatiques et à l'environnement s'était détériorée ces derniers temps. De nombreuses initiatives fédérales, notamment la tarification du carbone, leur semblaient imposer un fardeau financier excessif aux particuliers sans s'attacher suffisamment à réduire les émissions des grandes entreprises et sociétés. Quelques-uns ont suggéré de consacrer plus de fonds à l'élargissement de l'offre de transport en commun dans les collectivités canadiennes, jugée limitée à l'extérieur des grandes villes. Dans l'optique des plus rares participants selon qui le bilan du gouvernement du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques s'était amélioré ces dernières années, l'arsenal de programmes et d'initiatives récemment mis en place constituait un pas dans la bonne direction, même si leurs effets restaient pour l'instant discrets.

L'économie (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Neuf groupes ont discuté de questions liées à l'économie canadienne. Ils se sont prononcés sur les mesures lancées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable, la création d'emplois et le marché du travail actuel ainsi que sur des termes économiques et des expressions que le gouvernement du Canada était en train d'élaborer.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de Toronto, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont pris part à des conversations portant sur différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées récemment afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, dont les suivantes :

- *10 % d'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) : Augmenter de 10 % la pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus, ce qui pourrait se traduire par des prestations supplémentaires de plus de 800 \$ aux pensionnés touchant la prestation intégrale;*
- *Des services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables : Travailler avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes des services universels d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pour 10 \$ par jour;*
- *Des prestations qui sont indexées en fonction de l'inflation : Des prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées de manière à augmenter selon la hausse du coût de la vie;*
- *Soins dentaires : Fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer cette année par les enfants de moins de 12 ans;*
- *Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois : Doubler le crédit d'impôt trimestriel pour la TPS, de sorte que les Canadiens célibataires recevront jusqu'à 234 \$ supplémentaires et les couples avec enfants pourront compter sur 467 \$ de plus;*
- *Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs : Un crédit d'impôt remboursable qui permet aux travailleurs à faible revenu de récupérer jusqu'à 1 395 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 2 400 \$ pour les familles;*
- *Aider les Canadiens à payer leur loyer : Un paiement unique de 500 \$ libre d'impôt aux Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer.*

Invités à donner leurs premières réactions sur ces mesures, les participants y étaient surtout favorables, plusieurs s'attendant à ce qu'elles soient utiles, en particulier pour les jeunes Canadiens, qui, en ce moment, sont susceptibles de ressentir de manière disproportionnée les effets du coût élevé de la vie. Même s'ils pensaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction, beaucoup trouvaient qu'elles n'allaient pas assez loin et doutaient qu'elles puissent régler ce qu'ils percevaient comme des problèmes d'abordabilité généraux touchant pratiquement toutes les régions du pays à l'heure actuelle. Selon eux, le gouvernement du Canada devait faire preuve de plus d'empressement pour ce qui est de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Ils ont ajouté qu'il fallait aussi en faire plus pour les ménages à revenu moyen qui ne sont pas admissibles aux programmes d'aide destinés aux Canadiens à faible revenu. Quelques-uns se demandaient combien ces initiatives coûteraient aux contribuables et certains étaient préoccupés par les dépenses fédérales, les jugeant très élevées actuellement. Des participants des groupes de Québec et du Canada atlantique disaient avoir très peu entendu parler de ces mesures et recommandaient au gouvernement fédéral de mieux informer la population canadienne à ce sujet.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel ils devaient choisir parmi ces mesures celles qui leur semblaient les plus importantes pour s'attaquer aux problèmes d'abordabilité auxquels faisaient face les Canadiens. Dans tous les groupes, ce sont les initiatives se rapportant aux services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables, au lancement d'un programme national de soins dentaires et à l'indexation des prestations en fonction de l'inflation qui ont rallié le plus de participants. En ce qui concerne la mesure touchant la garde de jeunes enfants, les participants pensaient qu'elle allait être très utile aux parents. Compte tenu du contexte économique actuel,

beaucoup croyaient que les deux partenaires allaient devoir toucher un revenu pour arriver à payer les dépenses plus élevées et que cette mesure aiderait un grand nombre de personnes (à commencer par les mères) à retourner sur le marché du travail. Plusieurs ont dit avoir éprouvé eux-mêmes des difficultés à cause du caractère inabordable des services de garde ou avoir entendu des amis ou des proches parler de défis similaires. Quelques-uns jugeaient important de veiller à ce que cette mesure n'entraîne pas une baisse de revenu pour les fournisseurs de services de garde d'enfants et les éducateurs de la petite enfance. L'initiative visant à fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année était considérée comme utile par bon nombre de participants et certains s'attendaient à en bénéficier personnellement. Considérant que cette initiative aurait dû être mise en place bien avant, les participants estimaient que les soins dentaires faisaient partie des soins de santé de base et recommandaient vivement de les rendre accessibles et abordables à tous les Canadiens. Les soins dentaires représentaient une dépense considérable pour les personnes n'ayant pas d'assurance ou d'avantages sociaux auprès de leur employeur et les participants espéraient que cet élan se poursuive et donne lieu à la création d'un programme universel de soins dentaires auquel tous les Canadiens seraient admissibles. Une majorité croyait que l'indexation des prestations en fonction de l'inflation serait également bénéfique pour les Canadiens et allait permettre aux personnes qui reçoivent de l'aide et du soutien du gouvernement fédéral de mieux faire face à la hausse de l'inflation et au coût élevé de la vie. D'autres ont ajouté que cette mesure serait particulièrement importante pour ceux dont le revenu est fixe, comme les aînés et les personnes en situation de handicap, puisqu'autrement, ils n'auraient pas les moyens de suivre le rythme d'augmentation des prix.

L'appui des participants aux autres initiatives, dont celles visant à bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT), à doubler le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) et à augmenter de 10 % la pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus, était quant à lui plus modéré. Beaucoup de participants en savaient relativement peu sur l'ACT, mais tous s'entendaient pour dire qu'elle aiderait de nombreux Canadiens, surtout ceux à faible revenu qui peinaient déjà à composer avec le coût de la vie. De même, doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois leur semblait un bon moyen d'offrir une aide financière supplémentaire à une forte proportion de la population canadienne, mais cette mesure aurait peu d'impact à long terme selon plusieurs, car elle ne devrait être en place que durant six mois. Ils pensaient aussi que l'augmentation de la pension de la SV serait bénéfique pour les aînés, mais étaient nombreux à remettre en question la limite d'âge, la jugeant plutôt arbitraire, car tous les aînés de 65 ans et plus devraient à leur avis être admissibles à la mesure. De nombreux participants se sont montrés très critiques à propos du paiement unique de 500 \$ destiné aux Canadiens à faible revenu pour les aider à payer leur loyer. Une majorité jugeait ce montant nettement insuffisant pour avoir un impact, et certains trouvaient qu'offrir 500 \$ était pour ainsi dire insultant, compte tenu des importants problèmes d'abordabilité auxquels faisaient face les Canadiens à faible revenu. Bon nombre estimaient par ailleurs que les sommes allouées à cette initiative devraient servir à d'autres fins.

Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour s'attaquer au coût de la vie, certains participants proposaient un allègement fiscal pour les Canadiens à faible et moyen revenu sous forme de réduction d'impôt sur le revenu. En ce qui a trait à l'abordabilité du logement,

quelques-uns souhaitaient qu'on se concentre plus sur les initiatives qui permettraient d'augmenter l'offre de logements au Canada et les mesures visant à interdire aux sociétés et aux entreprises d'acheter des propriétés résidentielles. De plus, aux dires de divers participants, il fallait agir pour stabiliser le prix de biens essentiels, comme l'épicerie et l'essence. Des participants proposaient par exemple de réglementer davantage les grandes chaînes d'alimentation et les entreprises pétrolières et gazières et de plafonner ou de geler temporairement les prix de certains produits. De rares participants pensaient par ailleurs que le gouvernement du Canada devait viser une plus grande autosuffisance énergétique en augmentant la production intérieure de pétrole et de gaz. Selon eux, cela aiderait grandement à rendre les prix du carburant plus abordables pour les Canadiens.

L'emploi (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Cinq groupes ont discuté du marché du travail canadien et des efforts entrepris par le gouvernement du Canada pour favoriser la création d'emplois. Concernant l'économie de façon plus générale, tous étaient d'avis qu'elle devait figurer en tête de liste des priorités du gouvernement fédéral et de nombreux participants la considéraient comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens étaient confrontés à l'heure actuelle. La plupart croyaient qu'une économie forte était la base d'un pays qui tourne rondement et que la qualité de vie des Canadiens dépendait directement de leur bien-être économique. Cela étant dit, divers participants se disaient préoccupés par la forte probabilité que le Canada tombe en récession dans la prochaine année. Interrogés à propos des priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait désormais se concentrer, plusieurs lui recommandaient d'accroître son autosuffisance économique et de réduire sa dépendance au commerce international. La perturbation des chaînes d'approvisionnement engendrée par la pandémie de COVID-19 et la crise en Ukraine avait mis en lumière la nécessité d'accorder plus d'importance à la production de produits essentiels au Canada. Le gouvernement fédéral devait selon les participants mettre davantage l'accent sur la réduction des dépenses fédérales et le maintien d'un budget équilibré. Ces derniers croyaient que l'accroissement des dépenses fédérales durant la pandémie avait soumis l'économie canadienne à une pression inflationniste considérable et été un facteur déterminant des problèmes d'abordabilité rencontrés actuellement. Quelques participants des groupes formés de résidents du sud de l'Alberta et de l'île de Vancouver pensaient que le gouvernement fédéral ne devrait pas intervenir dans les enjeux économiques, qui étaient surtout du ressort des entreprises privées à leur avis. Il leur semblait préférable de laisser ces questions se régler dans un marché libre.

Au sujet de la création d'emplois, les participants de tous les groupes avaient nettement l'impression qu'il y avait beaucoup d'emplois disponibles dans leurs collectivités respectives et que de nombreux secteurs devaient composer avec un manque de personnel, non de postes vacants. Plusieurs ont tenu à nuancer leurs commentaires en ajoutant que même s'il y avait beaucoup d'emplois disponibles, ceux-ci ne payaient pas nécessairement assez pour assurer un salaire vital aux travailleurs. Certains ont avancé que, souvent, ces postes n'offraient pas d'avantages sociaux et étaient saisonniers ou à temps partiel plutôt qu'à temps plein. Bien des participants trouvaient que les salaires offerts par les employeurs étaient trop bas et dissuadaient beaucoup de Canadiens de travailler. Une plus petite

proportion de participants attribuait cette situation aux soutiens offerts pendant la pandémie comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), car bon nombre de Canadiens s'étaient habitués à les recevoir et ne souhaitaient plus travailler pour le salaire qu'ils obtenaient avant la pandémie. Invités à dire si le gouvernement fédéral était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne la création d'emplois, la plupart des participants estimaient ne pas en savoir assez sur les mesures récentes à cet égard pour bien évaluer la performance du gouvernement. Discutant des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre, le cas échéant, pour créer des emplois, les participants estimaient qu'il devait privilégier la création d'emplois payants qui contribuent à l'épanouissement personnel des salariés. Ces éléments étaient nécessaires d'après eux au bonheur et à la satisfaction à long terme des travailleurs canadiens.

Les participants se sont ensuite adonnés à un exercice au cours duquel nous leur avons montré une liste de termes décrivant de possibles catégories d'emplois, puis demandé de donner leurs premières impressions sur chacun d'eux. Voici la liste des termes évalués :

Des emplois propres

Beaucoup de participants pensaient que *des emplois propres* renvoyaient surtout aux postes axés sur l'environnement et la durabilité, y compris la production d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. Il leur semblait que la plupart de ces emplois génèrent peu d'émissions de gaz à effet de serre et avaient une faible empreinte carbone. Une proportion moindre de participants interprétaient ces types d'emplois de façon plus littérale, les associant au concept de propreté, et à des activités professionnelles exercées dans des bureaux ou autres milieux où les employés pouvaient s'attendre à rester propres durant leur quart de travail.

Des emplois justes

Pour la plupart des participants, *des emplois justes* s'apparentaient à des postes pour lesquels les employés recevaient une rémunération équitable, y compris un salaire vital et de généreux avantages sociaux. Selon plusieurs, ce genre d'emplois visait à faire en sorte que les employés soient rétribués en fonction de leurs contributions et se sentent valorisés par leurs employeurs. Invités à donner des exemples des types d'emplois évoqués par cette expression, une majorité de participants ont soulevé le caractère subjectif du concept de justice et ajouté qu'ils considéraient tout poste dans lequel un employé se sent suffisamment rémunéré et reconnu pour ses contributions comme un emploi juste.

De bons emplois

À l'instar de l'expression précédente, les participants avaient l'impression que déterminer ce que sont *de bons emplois* était intrinsèquement subjectif et dépendait du point de vue personnel de ceux qui exerçaient ces emplois. De l'avis général, un bon emploi s'entendait d'un poste dans un domaine qui intéresse un employé pour lequel il se sent bien rémunéré et valorisé et qui lui permet de contribuer à sa collectivité. Certains ont ajouté que par le passé, les gens auraient surtout classé les emplois de « cols blancs » dans cette catégorie, mais que n'importe quel poste pourrait constituer un bon emploi, selon la perspective qu'on adopte.

Des emplois verts

Presque tous les participants associaient ces types d'emplois aux postes axés sur l'environnement et la durabilité. À leurs yeux, ces emplois avaient directement trait à l'environnement et englobaient les postes dans les domaines de la biologie, des sciences océaniques et de la foresterie de même que des carrières dans les secteurs de l'énergie renouvelable, du développement durable, de la réduction des déchets et du transport en commun, pour n'en nommer que quelques-uns.

Des emplois durables

Si certains pensaient que cette expression faisait référence aux emplois liés à durabilité de l'environnement, plusieurs autres participants croyaient plutôt que cette catégorie comprenait les emplois appelés à durer. Ainsi, ils voyaient un emploi durable comme un poste dans lequel un employé a l'impression d'avoir une sécurité à long terme et d'exercer une profession qui sera encore essentielle dans les prochaines décennies.

Des emplois d'avenir

La plupart s'attendaient à ce que *des emplois d'avenir* soient axés sur les technologies, l'innovation et la créativité. À titre d'exemples, ils ont cité les carrières dans les domaines de l'informatique, de l'énergie renouvelable et l'intelligence artificielle ainsi que l'entrepreneuriat dans les secteurs en émergence. Quelques participants pensaient qu'à mesure que le nombre d'emplois automatisés augmenterait, le secteur de l'emploi était susceptible de devenir plus axé sur les services et les expériences, de sorte qu'il y aurait plus de possibilités dans ces domaines.

Les réactions des participants à ces catégories ont été généralement positives. Interrogés sur les types d'emplois que le gouvernement du Canada devrait veiller à créer, un grand nombre avaient une préférence pour *des emplois justes, durables et d'avenir*, tandis que plusieurs jugeaient toutes les catégories importantes et avaient l'impression qu'il y avait beaucoup de recoupements entre ces expressions. Les participants du groupe du sud de l'Alberta devaient quant à eux dire s'il y avait des types d'emplois qu'ils ne considéreraient pas comme étant verts ou propres. Certains pensaient que ces catégories pouvaient englober les emplois dans les secteurs minier, pétrolier et gazier. Poussant la réflexion plus loin, la plupart des participants de ce groupe étaient d'avis que ces emplois étaient toujours essentiels à l'économie canadienne et ne devaient pas être perçus de manière négative.

La terminologie économique (résidents du Bas-Saint-Laurent)

Les participants du Bas-Saint-Laurent au Québec ont donné leurs points de vue sur la terminologie économique et les messages que le gouvernement fédéral était en train d'élaborer en la matière. Nous leur avons d'abord montré une liste d'expressions, après quoi ils devaient dire si celles-ci véhiculaient toutes le même message ou en quoi elles différaient, le cas échéant. Voici les formulations évaluées :

- *Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens;*
- *Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens;*
- *Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens;*

- *Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui comprend tous les Canadiens.*

Si la plupart étaient d'avis qu'elles avaient un sens très similaire, beaucoup relevaient de subtiles différences entre elles. Ils étaient nombreux à penser qu'une économie qui comprend tous les Canadiens était plus englobante et accueillante alors que des formulations comme une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens leur semblaient surtout axées sur des questions économiques. Enfin, ils avaient l'impression que les verbes *rapporte* et *comprend* n'avaient pas vraiment le même sens et que le second ne véhiculait pas toujours l'idée de prospérité. Invités à choisir l'expression qu'ils préféraient, de nombreux participants avaient un faible pour *une économie centrée sur le bien-être des Canadiens*. Plusieurs saluaient l'intégration du concept de bien-être au message, qui évoquait selon eux une qualité de vie plus globale reposant à la fois sur des facteurs économiques et personnels. Selon eux, ce type d'économie viserait à assurer un niveau de vie élevé à tous les Canadiens. Peu de participants ont manifesté une préférence pour d'autres expressions, dont *une économie qui rapporte pour tous les Canadiens* et *une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens*. Ces derniers aimaient l'accent mis selon eux sur les efforts concertés de la part des Canadiens pour alimenter l'économie et les possibles avantages économiques pouvant en découler.

Dans le cadre d'un autre exercice, nous avons présenté aux participants les deux énoncés suivants relatifs à l'économie, qui devaient ensuite choisir celui qu'ils préféraient :

- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie;*
- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.*

Si un plus grand nombre de participants aimaient davantage le deuxième énoncé, plusieurs ont émis des réserves à propos des deux formulations. Par exemple, selon divers participants, « *on continue notre travail* » laissait sous-entendre que le statu quo serait maintenu et que peu de changements seraient apportés au fonctionnement de l'économie canadienne. Expliquant pourquoi le concept voulant que *tous les Canadiens soient au centre de l'économie* était leur préféré, la plupart pensaient qu'il désignait une économie dans laquelle tous les Canadiens agissaient comme moteur. Plusieurs trouvaient en comparaison que l'énoncé *pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie* mettait trop l'accent sur la richesse des particuliers et le profit personnel (auquel la formulation en français faisait directement référence). De l'avis général, les deux énoncés gagneraient à inclure des éléments axés sur l'amélioration du niveau de vie des Canadiens ainsi que sur l'innovation et l'élaboration de nouvelles stratégies économiques.

Le tourisme (résidents de Toronto, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur le tourisme et l'importance de ce secteur pour leur économie locale. À l'échelle régionale, pratiquement tous les participants des groupes de Toronto et du Canada atlantique et des deux groupes du Québec considéraient le tourisme comme un secteur très important dans leurs collectivités, tandis que ceux du groupe formé de résidents des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis avaient des opinions plus partagées. Ces derniers estimaient que le tourisme était plus prioritaire pour les gens vivant à proximité de la région de Niagara Falls que pour ceux résidant par exemple à Windsor ou d'autres collectivités similaires. Dans le groupe du Canada atlantique, quelques participants de Moncton au Nouveau-Brunswick ou vivant à proximité de cette ville pensaient également qu'une importance moindre était accordée au tourisme dans leur coin par rapport à d'autres endroits de la région, parce qu'elle comptait selon eux peu d'attractions pour les visiteurs. À la question de savoir s'ils avaient remarqué des changements dans leur région en ce qui a trait au tourisme au cours de l'été, tous les participants du groupe de Toronto pensaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de touristes dans la ville par rapport aux dernières années. La plupart des participants de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec avaient aussi constaté une augmentation du tourisme, en particulier à Montréal et dans d'autres villes importantes. Ils avaient toutefois l'impression que la majorité des touristes venaient du Québec et d'ailleurs au Canada et que le nombre de voyageurs de l'étranger avait nettement diminué par rapport aux années antérieures. En comparaison, les réponses des participants des groupes du Bas-Saint-Laurent au Québec et du Canada atlantique étaient plus variées quant à savoir si le tourisme avait augmenté ou non. Certains croyaient qu'il y avait eu plus de touristes durant l'été comparativement à l'année précédente, mais d'autres estimaient que le nombre de visiteurs avait été inférieur aux attentes, surtout si l'on tient compte de l'assouplissement des exigences en matière de santé publique et de voyage liées à la pandémie de COVID-19. Quelques-uns ont émis l'hypothèse que le nombre de touristes n'était pas aussi élevé que prévu à cause de la hausse des frais de transport et de l'inflation. Dans le groupe formé de résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis, peu de participants estimaient que le tourisme avait gagné en importance l'été dernier. D'après des participants, les exigences en matière de voyage liées à la pandémie de COVID-19, dont l'obligation d'utiliser l'application ArriveCAN, avaient dissuadé de nombreux Américains qui auraient autrement voyagé au Canada de s'y rendre.

La quasi-majorité des participants croyaient que le secteur des services, y compris l'industrie du tourisme, faisait actuellement face à une pénurie de main-d'œuvre. Décrivant ce qui expliquait cette pénurie selon eux, un grand nombre de participants ont cité comme principaux facteurs la faiblesse

perçue des salaires, les environnements de travail stressants et le caractère saisonnier de nombreux emplois dans le secteur du tourisme. Quelques-uns pensaient que bon nombre des Canadiens qui occupaient auparavant ces postes s'étaient habitués à recevoir les soutiens offerts pendant la pandémie comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et ne souhaitaient plus réintégrer le marché du travail. De l'avis général, les employeurs devaient en faire plus afin de rendre ces postes intéressants pour les employés, notamment en leur offrant de meilleurs salaires ainsi que des horaires à temps plein et des avantages sociaux. Plusieurs avaient constaté eux-mêmes les répercussions de cette pénurie perçue de main-d'œuvre dans le secteur du tourisme, donnant en exemple des restaurants de leurs quartiers qui avaient réduit leurs heures d'ouverture ou carrément fermé leurs portes. D'autres ont mentionné avoir subi des retards lorsqu'ils voyageaient à cause du manque de personnel dans les grands aéroports tels que l'Aéroport international Lester B. Pearson-Toronto. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour réduire les pénuries de main-d'œuvre, plusieurs proposaient de créer des soutiens financiers, comme des subventions salariales ou des allègements fiscaux ciblés pour aider les employeurs à hausser les salaires. Ces initiatives leur semblaient particulièrement importantes pour les petites entreprises, qui, touchées par la forte inflation qui prévaut en ce moment, risquaient d'avoir de la difficulté à proposer des salaires plus élevés. Il était aussi possible d'après eux d'en faire plus pour recruter des travailleurs de l'extérieur du Canada, par exemple, en accélérant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs essentiels du tourisme, comme le transport aérien. Plusieurs recommandaient d'adopter d'autres mesures pour favoriser des investissements supplémentaires dans le secteur touristique de leur région. Ils suggéraient entre autres de financer l'aménagement de nouvelles attractions touristiques et culturelles, de consacrer plus de ressources en matière de publicité et de marketing aux attractions existantes et d'améliorer les infrastructures afin que les destinations touristiques soient plus accessibles aux visiteurs. Pour ce qui est des résidents du Canada atlantique, ils étaient nombreux à penser que des mesures visant à réduire les frais de transport, y compris les prix du carburant, pourraient aider à attirer davantage de touristes dans leur région, compte tenu du long trajet que devaient parcourir les touristes voyageant à bord d'une voiture pour se rendre dans les provinces de l'Atlantique.

La connectivité Internet (résidents de Toronto, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont abordé la question de la connectivité Internet dans leurs régions respectives. Invités à évaluer la qualité et la fiabilité du service Internet dans leurs collectivités, les participants ont formulé des réponses variées. Si la plupart des participants des groupes formés de résidents de Toronto ainsi que de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec considéraient leur service

Internet comme étant très fiable et de grande qualité, ceux du Canada atlantique et du Bas-Saint-Laurent se sont montrés plus critiques. Ces derniers ont fait état de l'irrégularité du service Internet dans leur région, surtout pour ceux vivant en milieu rural ou loin d'une agglomération urbaine. Des participants du Bas-Saint-Laurent ont parlé de récents efforts menés dans plusieurs collectivités de leur région pour installer un service Internet par fibre optique et mentionné que la qualité de leur service s'était grandement améliorée depuis. Quelques-uns disaient que la piètre qualité ou l'irrégularité du service Internet nuisaient souvent à leurs activités quotidiennes et tous s'entendaient pour dire que l'accès à Internet haute vitesse était un besoin essentiel et que toute interruption du service engendrerait des inconvénients, surtout pour ceux qui travaillent à la maison.

Pratiquement tous les participants trouvaient que le choix de fournisseurs Internet dans leur région respective était limité. Dans le groupe de résidents de Toronto, certains pensaient qu'il y avait peu de choix, à part Rogers Communications et Bell Canada. Qui plus est, quelques participants avaient l'impression que maints ensembles d'habitations collectives de la ville avaient des ententes avec un seul fournisseur Internet, de sorte que les résidents ne pouvaient rien décider sur ce plan. Quelques participants du Canada atlantique ont mentionné avoir accès à Eastlink, mais la plupart des membres de ce groupe ont nommé Rogers et Bell comme principaux fournisseurs dans leur région. En ce qui concerne les groupes du Québec, même si certains ont dit faire appel à Vidéotron, Oricon, Acanac et Xplornet, de l'avis général, le choix de fournisseurs dans la province était encore assez limité, surtout pour ceux qui habitaient loin de Montréal ou d'autres grandes villes.

Tous les participants ont dit que le coût avait été un critère important au moment de choisir leur fournisseur Internet, mais beaucoup s'étaient aussi grandement appuyés sur des facteurs tels que la fiabilité et la vitesse pour prendre leur décision. Certains disaient être prêts à payer plus pour un service Internet dont la vitesse et la fiabilité sont garanties. Cela dit, très peu de participants pensaient que l'Internet était offert à un prix juste dans leur région. En fait, bon nombre croyaient que les Canadiens payaient en général beaucoup plus pour ces services que les citoyens d'autres pays, et ce, tant pour les services Internet résidentiels que pour les forfaits de données mobiles. Nous avons dit aux participants que le gouvernement du Canada avait mis en place des programmes qui soutiennent l'accès à l'Internet haute vitesse pour toute la population canadienne (surtout dans les collectivités rurales et éloignées), puis leur avons demandé s'ils connaissaient un ou plusieurs de ces programmes ou les avaient déjà utilisés. Quelques participants en avaient vaguement entendu parler, mais aucun n'a pu fournir de détails sur ces programmes ou les nommer. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour assurer l'accès à des services Internet fiables et abordables à toute la population canadienne. Estimant que les Canadiens avaient besoin de l'Internet haute vitesse pour travailler, étudier et communiquer efficacement, les participants croyaient fermement que ce service allait devoir être considéré comme un droit fondamental à l'avenir.

Secteur pétrolier et gazier (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents du Bas-Saint-Laurent)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le secteur pétrolier et gazier canadien, y compris la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les entreprises pétrolières et gazières. Si un certain nombre de participants étaient au courant des mesures prises antérieurement par le gouvernement fédéral pour mettre en œuvre un prix sur la pollution par le carbone, peu d'entre eux se souvenaient d'autres annonces ou initiatives récentes. Quelques-uns trouvaient qu'il était en général difficile de rester à jour au sujet des projets impliquant le gouvernement du Canada (comme la construction d'un réseau pipelinier) qui avaient été approuvés ou tout simplement abandonnés. Pour faciliter la conversation, nous avons montré l'information suivante aux participants :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire la pollution générée au Canada qui cause le changement climatique. Pour aider à atteindre cet objectif, le secteur pétrolier et gazier sera tenu de plafonner et de réduire la pollution qu'il crée. Cela signifie qu'au cours des prochaines années, les entreprises pétrolières et gazières devront réduire la quantité d'émissions générées par leurs activités industrielles. Le plafond s'appliquera à la pollution créée par leurs activités industrielles, et non pas à la quantité de pétrole et de gaz qu'elles vendent. En d'autres termes, les entreprises pourront continuer de produire les quantités de pétrole et de gaz qu'elles souhaitent, à condition de le faire de manière de plus en plus propre. Des consultations sont en cours sur la meilleure façon de concevoir un système national pour atteindre cet objectif.

À la question de savoir s'ils étaient favorables ou non à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour plafonner ou faire diminuer les émissions du secteur du pétrole et du gaz, les participants ont exprimé différents points de vue. Ceux des groupes du Québec appuyaient vivement ces mesures, les jugeant probablement nécessaires pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir des pratiques plus durables. Certains participants de ces groupes ont ajouté que la crise des changements climatiques prenait de l'ampleur et que toutes les mesures prises pour en atténuer les effets se voulaient un pas dans la bonne direction. Bien qu'en faveur de ce plan, plusieurs souhaitaient la mise en place d'objectifs et de mesures plus spécifiques pour limiter la quantité d'émissions que les entreprises pétrolières et gazières peuvent produire, afin qu'elles exercent leurs activités de manière de plus en plus propre. Les avis des participants du groupe de Vancouver étaient plus variés. Si la plupart reconnaissaient l'importance des initiatives visant à réduire les émissions, plusieurs craignaient que les entreprises pétrolières et gazières ne refilent aux consommateurs les coûts financiers liés à l'application de ces mesures. D'autres participants avaient par ailleurs l'impression que le secteur pétrolier et gazier employait déjà des méthodes de production plus propres que celles en place dans d'autres pays. Cela étant dit, aux yeux de certains, il serait préférable

pour l'environnement mondial que le Canada exploite davantage ses ressources pétrolières et gazières au lieu de dépendre de marchés qui ne respectent peut-être pas les normes environnementales canadiennes. De rares participants du sud de l'Alberta étaient en faveur d'interventions de la sorte de la part du gouvernement du Canada. Quelques-uns s'opposaient vivement à toute forme de réglementation du secteur pétrolier et gazier, alors que d'autres disaient en savoir trop peu sur cet enjeu pour déterminer si ces mesures aideraient à contrer les effets du changement climatique. La lutte contre les changements climatiques constituait aussi une priorité importante pour une majorité de participants dans ce groupe, mais plusieurs se demandaient si les mesures envisagées auraient un impact, compte tenu des niveaux élevés d'émissions produites par de vastes pays comme la Chine et l'Inde.

Presque tous les participants s'attendaient à ce que ces initiatives, y compris celles visant à réglementer davantage le secteur pétrolier et gazier, fassent augmenter le prix de l'essence. À cet effet, beaucoup ont réitéré qu'au bout du compte, les coûts supplémentaires engagés par les entreprises pétrolières et gazières se répercuteraient sur les consommateurs. Plusieurs avaient l'impression que les prix élevés du carburant deviendraient désormais la norme et ne prévoyaient aucune baisse dans un avenir rapproché. Nous avons ensuite demandé aux participants si la situation en Ukraine devrait être prise en compte dans la décision du gouvernement du Canada de plafonner et réglementer les émissions dans le secteur pétrolier et gazier. Ces derniers ont une fois de plus formulé des avis partagés. Certains pensaient que la situation en Europe de l'Est n'aurait vraisemblablement aucun impact sur l'offre canadienne de pétrole et de gaz et ne devrait donc pas influencer sur les mesures du gouvernement du Canada visant ce secteur. De nombreux autres participants, en particulier ceux des groupes du sud de l'Alberta et de l'île de Vancouver, estimaient plutôt que le gouvernement du Canada devait jouer de prudence et envisager d'augmenter sa production de pétrole et de gaz, car les alliés européens risquaient d'avoir cruellement besoin des ressources énergétiques canadiennes en hiver. Ce faisant, le Canada pourrait saisir des débouchés économiques et jouer un rôle humanitaire. Si la plupart des membres des groupes du Québec et de l'île de Vancouver et certains participants du sud de l'Alberta pensaient que le gouvernement du Canada devrait continuer de travailler dans le sens de faire réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, quelques-uns voyaient les choses différemment. Même s'ils considéraient le changement climatique comme une priorité importante, certains de ces participants ne voulaient pas que des mesures qui auraient d'importantes répercussions négatives sur les consommateurs soient prises, compte tenu du taux élevé d'inflation et de la hausse perçue du coût de la vie à l'heure actuelle.

Soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes, l'un composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba et l'autre, de premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), ont eu une discussion sur les soins

de santé. Ils ont passé en revue les priorités en la matière récemment établies par le gouvernement du Canada et donné leurs perspectives sur la santé mentale en leur qualité d'intervenants dans le secteur de la santé. Presque tous les participants ont affirmé que les soins de santé étaient un motif de préoccupation important dans leur collectivité. Beaucoup croyaient que le système de santé dans son ensemble se heurtait à d'énormes difficultés et que le secteur nécessitait d'être réformé en profondeur. Si rien n'était fait pour corriger ces problèmes, pensaient-ils, la qualité des soins de santé publics au Canada se détériorerait. Par ricochet, d'après les prédictions de certains, on assisterait à l'émergence d'un régime à deux vitesses et à une privatisation accrue de tout le secteur.

Même si la plupart des participants estimaient que le personnel et les services de santé au Canada comptaient parmi les meilleurs au monde, certains pensaient que l'accessibilité des services posait problème. La majorité des participants du Manitoba ont ainsi affirmé que le manque d'accès aux services de santé était un grand sujet de préoccupation dans leur collectivité. Pour leur part, de nombreux participants de la RGTH ont noté qu'en dépit des délais souvent longs, ils parvenaient généralement à obtenir les soins nécessaires en temps utile. Invités à recenser les difficultés précises rencontrées dans les soins de santé à l'heure actuelle, les participants ont cité le manque de médecins de famille, l'accès restreint aux spécialistes, les longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, ainsi que la prévalence croissante des problèmes de santé mentale et de toxicomanie. Certains participants du groupe du Manitoba ont également signalé le manque d'options de santé conçues pour les Autochtones, en faisant remarquer que les membres de ces communautés n'avaient pas accès à des soins conformes à leur culture et à leurs valeurs.

Priorités en matière de soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler dernièrement d'annonces ou d'initiatives du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, peu de participants se sont rappelés quoi que ce soit, si ce n'est l'annonce récente d'un programme national de soins dentaires. Pour faciliter la discussion, nous leur avons présenté l'information qui suit sur cinq domaines d'action prioritaires récemment désignés par le gouvernement fédéral :

- *remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;*
- *augmenter l'accès aux soins de santé familiale;*
- *améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;*
- *s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;*
- *moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.*

Les réactions à cette liste ont surtout été favorables; de nombreux participants croyaient qu'elle couvrait les problèmes les plus urgents vécus par les Canadiens dans le domaine des soins de santé, en particulier les problèmes d'accès. À la question de savoir si l'une de ces priorités l'emportait sur les autres, il a généralement été jugé que toutes étaient importantes et valaient d'être poursuivies par le gouvernement fédéral. Quelques participants ne partageaient pas tout à fait cet avis : sans nier

l'importance de moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels, cette priorité leur semblait secondaire par rapport aux autres.

Dans le groupe du Manitoba, les participants ont prolongé quelque peu la discussion et fait part de leurs attentes relatives à ces priorités ainsi qu'aux mesures précises que le gouvernement du Canada mettrait en œuvre pour les concrétiser. En ce qui concerne l'objectif de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, nombre d'entre eux pensaient qu'il faudrait prévoir des fonds supplémentaires pour mieux rémunérer les professionnels de la santé, ce qui les encouragerait à continuer de pratiquer au Canada au lieu de se réinstaller ailleurs, aux États-Unis par exemple, pour toucher des salaires plus élevés. Il a aussi été suggéré d'en faire davantage pour inciter les jeunes Canadiens à envisager une carrière dans le secteur de la santé, y compris en leur offrant des bourses d'études ou un allègement des frais de scolarité associés au permis et à l'accréditation nécessaires pour pratiquer au Canada. Certains croyaient également que l'on pourrait accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de faire venir un plus grand nombre de professionnels de la santé de l'extérieur du pays. Tout le monde s'entendait pour dire que le fait d'augmenter les effectifs de santé au Canada contribuerait fortement à réduire les temps d'attente et à rendre les services plus accessibles.

Pour ce qui est d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale, certains participants ont recommandé qu'en plus de recruter davantage de médecins de famille, le gouvernement du Canada privilégie une approche proactive de la médecine. Selon eux, de nombreuses blessures ou maladies chroniques se présentaient d'abord comme des problèmes sans gravité; or en élargissant l'accès aux médecins de famille, ces problèmes pourraient être décelés avant qu'ils ne s'aggravent. Cela permettrait, à long terme, d'alléger le fardeau pesant sur le système de soins de santé, puisqu'il y aurait moins de patients atteints de problèmes chroniques nécessitant des traitements réguliers. Quelques personnes ont également suggéré de trouver des médecins de famille pour les membres de populations vulnérables, par exemple ceux qui doivent quitter leur famille d'accueil en raison de leur âge et qui ne sont peut-être pas en mesure de faire eux-mêmes cette démarche.

Tous les participants considéraient que l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile devait être une grande priorité pour le gouvernement fédéral. En plus de combler les pénuries de personnel, il a été suggéré que le gouvernement du Canada s'emploie à définir des normes nationales de soins et à mettre en œuvre des règlements assurant le respect de ces normes dans tous les établissements de soins de longue durée. Quelques participants ont exprimé un point de vue plus nuancé, expliquant que même s'il importait d'instaurer des normes minimales, chaque province et chaque territoire devrait disposer d'une certaine marge de manœuvre pour la prestation de ces soins, afin qu'ils répondent aux besoins particuliers de leurs aînés.

Plusieurs participants ont noté que le manque de ressources était le problème le plus urgent des services de santé mentale et de traitement des dépendances à l'heure actuelle et qu'un financement fédéral beaucoup plus important devait être consacré à ce secteur. Il a été suggéré que pour s'attaquer à cette priorité, le gouvernement fédéral renforce son soutien aux fournisseurs et aux centres de traitement existants au lieu de concentrer tous les efforts sur la création de nouveaux programmes. Quelques personnes ont recommandé de mettre au point des stratégies qui faciliteront la

réintégration au sein de la communauté des gens qui ont eu des problèmes de santé mentale et de dépendance. D'après eux, cette réintégration constituait un obstacle de taille pour de nombreux patients cherchant à surmonter ces problèmes.

Certains participants avaient l'impression que la numérisation des dossiers médicaux était déjà en cours chez des fournisseurs de soins de santé et que ce mouvement s'accroîtrait. Malgré les gains d'efficacité susceptibles d'en résulter dans la prestation de soins, certains s'inquiétaient à la perspective d'une transition vers un modèle avant tout numérique, qui risquait d'être vulnérable dans le cas d'éventuelles tentatives de vol de données ou d'interruptions du service Internet. Plusieurs ont souligné le potentiel des soins virtuels, en affirmant qu'ils pourraient faire une énorme différence pour les résidents des collectivités rurales ou éloignées qui n'ont pas de médecin à proximité.

Santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes de participants ont abordé le sujet des soins de santé mentale au Canada. Les participants du groupe composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba ont partagé leurs expériences de travail et leurs impressions concernant les récentes initiatives en santé mentale annoncées par le gouvernement fédéral. Ceux du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont exploré la question sous un angle un peu différent, soit celui de leur santé mentale personnelle, des stratégies qu'ils utilisent pour surmonter leurs difficultés et, plus généralement, la santé mentale des premiers répondants.

Initiatives en santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer les défis les plus pressants en matière de santé mentale dans leurs collectivités respectives, les intervenants en santé mentale du Manitoba ont soulevé un éventail de préoccupations, dont celles-ci :

- L'accessibilité des services – Tout le monde croyait nécessaire de s'appliquer davantage à accroître l'accès aux thérapeutes, aux programmes et aux médicaments pour les personnes en quête d'un traitement en santé mentale. De l'avis général, bon nombre de ces services coûtaient cher à l'heure actuelle et il faudrait les rendre plus abordables pour les gens qui n'ont pas les moyens d'obtenir des soins adéquats;
- La consommation de substances et les dépendances – Il semblait à de nombreux participants que les problèmes de consommation de substances et de dépendance prenaient de l'ampleur depuis quelques années. Plusieurs pensaient que l'isolement et le stress causés par la pandémie de COVID-19 avaient nettement aggravé ces problèmes, qui devenaient monnaie courante au Manitoba et dans le reste du pays;
- La stigmatisation – Certains ont signalé que bien souvent, les personnes ayant des problèmes de santé mentale hésitent à demander de l'aide, car elles ont honte de leur état ou craignent que leur vie personnelle ou professionnelle ne s'en ressente si elles confient leurs difficultés.

Plusieurs pensaient qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'éducation à la santé mentale, surtout auprès des jeunes Canadiens.

Les participants de ce groupe ont été unanimes à affirmer que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans l'amélioration des soins de santé mentale. Certains ont recommandé qu'en plus d'accroître le financement remis aux provinces et aux territoires pour s'attaquer à ces problèmes, le gouvernement fédéral accentue les efforts pour établir des normes nationales relatives aux services de santé mentale. Ce faisant, il pourrait demander des comptes aux provinces et aux territoires et faire en sorte que tous les Canadiens aient accès aux soins de santé mentale dont ils ont besoin. Personne dans le groupe n'avait à l'esprit des mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de santé mentale. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être Canada, les participants ont répondu que non. L'information suivante leur a été présentée en guise d'éclaircissement :

Espace Mieux-être Canada (EMC) est un portail en ligne qui offre gratuitement un accès sur demande, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à un vaste réseau de ressources en santé mentale, y compris des séances individuelles avec un(e) conseiller(-ère), des ressources de soutien relatives à la santé mentale et à la consommation de substances, et la possibilité de participer à une communauté de soutien. Mieux-être, une application d'accompagnement à EMC, permet aux gens d'utiliser leur appareil mobile pour remplir les auto-évaluations et accéder aux ressources, faire le suivi de leur humeur tous les jours, et configurer des rappels pour les auto-évaluations et l'indicateur d'humeur.

Faisant part de leurs premières réactions, plusieurs participants ont noté que cette initiative serait très utile, surtout pour les gens qui ne peuvent pas se permettre de consulter. D'autres, en revanche, ont exprimé des réserves sur la mise en œuvre du programme. L'une d'elles était que ses composantes numériques, comme l'application Mieux-être, exigeraient un téléphone intelligent ou un autre dispositif mobile dont les coûts risquaient d'être prohibitifs pour certains. Quelques participants s'attendaient à ce que le portail ait une incidence positive, mais s'inquiétaient qu'il serve de remplacement, et non de complément, aux consultations individuelles. S'appuyant sur leur expérience d'intervenants en santé mentale, ces participants ont exprimé l'opinion qu'aucune application ou plateforme numérique ne pouvait susciter le niveau de confiance et de franchise qui se développe dans le cadre d'une relation suivie avec un thérapeute ou un conseiller.

Nous avons ensuite soumis aux participants de l'information sur le service Parlons suicide Canada, une autre initiative du gouvernement fédéral en matière de santé mentale :

Parlons suicide Canada exploite une ligne nationale sans frais de prévention du suicide financée par le gouvernement du Canada. Le gouvernement fédéral travaille également à la mise en place d'une ligne de prévention du suicide et de crise en santé mentale à trois chiffres (988), qui sera lancée d'ici le 30 novembre 2023. Lorsqu'elle sera pleinement mise en œuvre, la ligne 988 offrira un point d'accès unique et immédiat à la prévention du suicide et au soutien en cas de crise en santé mentale, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en français et en anglais, à toute personne, partout au Canada.

Presque tous les participants ont jugé qu'il s'agissait d'une initiative très prometteuse qui pouvait sauver la vie de personnes en situation de crise. Le fait de pouvoir composer un numéro à trois

chiffres, comme le 911, pour recevoir une aide immédiate en cas d'urgence de santé mentale paraissait une mesure importante pour prévenir de graves conséquences comme les surdoses et les suicides. Même si quelques-uns pensaient que ce service serait difficilement accessible pour les gens qui n'ont pas de téléphone ou dont la situation de vie ne leur permet pas de parler en privé ou de s'exprimer librement, ils croyaient néanmoins que ce service serait une ressource importante pour la grande majorité des personnes aux prises avec ces problèmes.

Le groupe a ensuite lu les renseignements suivants portant sur une troisième initiative, soit la création de normes nationales relatives aux services de santé mentale :

Le gouvernement fédéral contribue à l'élaboration de normes nationales relatives aux services en matière de santé mentale, en collaboration avec les provinces et les territoires, des organismes de santé et des intervenants clés. Des recherches visant à guider l'élaboration de ces normes sont en cours, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la prestation des services, des soins et des résultats sur la santé.

La plupart des participants reconnaissaient l'importance de cette initiative, mais beaucoup trouvaient difficile de l'évaluer sans mieux comprendre ses implications et les mesures qui seraient prises pour la mettre en œuvre. De l'avis de certains, même s'il était important d'assurer un niveau de soins uniforme, les traitements en santé mentale devaient tout de même être hautement personnalisés et une approche universelle ne conviendrait sans doute pas à tout le monde. Quelques-uns sont également revenus sur la nécessité d'offrir des soins de santé mentale axés sur la culture, qui tiennent compte des expériences de certains groupes, les Autochtones par exemple, et des traumatismes intergénérationnels importants qu'ils ont subis par rapport à d'autres Canadiens. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus à cet égard, les participants ont suggéré d'élaborer de normes d'accréditation détaillées et cohérentes pour les professions du secteur de la santé mentale ainsi que d'intensifier les efforts pour rendre les soins de santé mentale plus accessibles aux résidents de collectivités rurales ou éloignées, par exemple ceux du Nord canadien.

Perspectives sur la santé mentale (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont eu une discussion sur la santé mentale au sein de leur profession. Tous croyaient que les premiers répondants avaient subi une pression et un stress psychologique énormes durant la pandémie de COVID-19 et que la santé mentale d'une proportion importante d'entre eux en avait pâti. Au sujet des soutiens disponibles, beaucoup ont reconnu qu'un arsenal de ressources était désormais proposé aux premiers répondants et que leur utilisation était moins stigmatisée que par le passé. Malgré tout, les participants estimaient que cela ne suffisait pas vu l'ampleur des défis qui interpellaient les membres de leur profession.

Invités à décrire les signes ou les symptômes que pourrait présenter une personne de leur profession aux prises avec des troubles de santé mentale, les participants ont cité le fait d'éviter les collègues et les proches, un désintérêt pour le travail, des changements de comportement ou de personnalité, et l'automédication avec de l'alcool ou d'autres substances. Lorsque nous leur avons demandé vers qui ils se tourneraient s'ils étaient eux-mêmes dans cette situation, beaucoup ont dit qu'ils consultaient déjà un thérapeute ou un conseiller pour parler de leurs difficultés. Quelques-uns ont précisé qu'on les

avait encouragés durant leur formation à voir un thérapeute de façon proactive, afin de bâtir une relation de confiance et de pouvoir discuter, le moment venu, des traumatismes dont ils seraient témoins dans le cadre de leur travail. Plusieurs ont ajouté qu'ils s'adresseraient aussi à des collègues ou à des superviseurs de confiance qui ont une compréhension intime de ce que vivent les premiers répondants. Personne n'a mentionné le gouvernement du Canada à titre de source d'aide dans ce domaine. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être, le nom du programme était vaguement familier à quelques-uns, qui n'ont cependant pas pu donner de détails. Peu de participants se croyaient susceptibles de chercher en ligne de l'information et des conseils en matière de santé mentale. La plupart ont indiqué qu'ils préféreraient parler à des proches, à des collègues ou à des professionnels qui les connaissent bien.

Nous avons ensuite abordé la question des communications relatives à la santé mentale et de la source la plus appropriée de messages à ce sujet. D'après la plupart des participants, l'émetteur devrait soit être formé en santé mentale, soit avoir traversé ce type de difficultés ou des épreuves de vie comparables. Certains ont précisé que les messages devraient être conçus pour des communautés ou des professions précises, ce qui les rendrait plus pertinents pour ceux qui envisagent de suivre un traitement. Quelques-uns ont aussi suggéré de recourir à des personnalités publiques ou à des célébrités dans le cadre de ces communications, afin d'inciter les gens à prêter plus d'attention aux messages présentés.

Logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Deux groupes ont discuté de questions liées au logement au Canada. Celui du Canada atlantique était composé de résidents désirant acheter une propriété qui ont partagé leurs points de vue sur plusieurs initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement fédéral alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont abordé plusieurs questions concernant le logement dans le Nord canadien.

Initiatives en matière de logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété)

Ce groupe composé de personnes désirant acheter une propriété a discuté de plusieurs des initiatives en matière de logement récemment annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022. Pour commencer, nous leur avons demandé s'ils avaient une opinion positive ou négative de l'accès à la propriété. Un grand nombre d'entre eux étaient pessimistes quant à leurs chances de devenir propriétaires, croyant qu'ils n'auraient probablement pas les moyens d'acheter une propriété dans un

avenir prévisible en raison notamment des prix élevés, des récentes hausses des taux d'intérêt par la Banque du Canada et d'autres dépenses, comme la nourriture et l'essence.

Les participants ont par la suite été invités à évaluer une série d'initiatives récemment annoncée par le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables et protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Aucun n'était au courant de celles-ci. Les premières initiatives en matière d'abordabilité du logement qui ont été examinées étaient les suivantes :

- *Le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition;*
- *Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$;*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable;*
- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens sans conjoint ou conjointe;*
- *Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat;*
- *Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.*

La plupart des initiatives ont reçu un niveau élevé d'appui, plusieurs participants étant d'avis que bon nombre d'entre elles auraient probablement une incidence positive sur l'abordabilité du logement au Canada et leurs propres chances de devenir propriétaires. Les participants étaient particulièrement favorables aux initiatives visant à aider les acheteurs d'une première maison, comme le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition. Certains croyaient que cette initiative inciterait les gens à épargner pour l'achat d'une propriété. Les autres initiatives destinées aux acheteurs d'une première maison, comme l'engagement à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation et l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété ont également soulevé l'enthousiasme des participants. En ce qui concerne cette dernière, plusieurs ont parlé des défis qu'ils avaient personnellement affrontés en tentant d'acheter une propriété avec un seul revenu. Ils espéraient que cette plus grande accessibilité à l'incitatif pour les Canadiens sans conjoint ou conjointe les aiderait grandement à faire l'acquisition d'une maison.

Le versement d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars pour accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un appui important de la part des participants. Bien que d'avis que les logements avec option d'achat seraient avantageux pour de nombreux Canadiens, plusieurs avaient l'impression qu'ils étaient difficiles à trouver dans le marché de l'habitation à l'heure actuelle. Un plus petit nombre de participants étaient favorables à l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. Parmi ceux qui ont qualifié cette initiative

d'importante, on s'entendait pour dire qu'au Canada, l'itinérance est un problème de plus en plus urgent qui nécessite une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Aucun participant n'était en faveur d'un versement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable. Plusieurs ont réagi négativement en entendant parler de cette initiative. Selon eux, le montant est nettement insuffisant pour aider concrètement les Canadiens qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable. Les participants s'opposaient généralement à la structure ponctuelle du versement, suggérant que celui-ci était nettement insuffisant pour résoudre les problèmes à long terme liés à l'abordabilité du logement que doivent affronter de nombreux Canadiens. Certains étaient d'avis que cet engagement témoignait d'un manque de compréhension de la part du gouvernement fédéral à l'égard des coûts actuels du logement.

Par la suite, nous avons présenté aux participants une deuxième série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*
- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *Introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier);*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

L'initiative visant à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des réno-évictions a reçu le plus grand appui de la part des participants. Plusieurs avaient déjà éprouvé des difficultés à cet égard et ont raconté qu'ils avaient été forcés de trouver rapidement un nouveau logement, ce qui leur avait causé bien des soucis, particulièrement en raison du manque de logements abordables. L'engagement de mettre fin aux offres à l'aveugle a également été très bien accueilli. Certains croyaient que cette pratique avait grandement contribué à la hausse des prix des propriétés, désavantageant nettement les acheteurs potentiels.

L'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier) et celle qui interdit aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu un appui modéré. Durant la discussion sur les nouvelles règles fiscales visant à décourager les flips immobiliers, les participants ont exprimé l'avis que ceux qui se livraient à cette pratique effectuaient souvent des rénovations de piètre qualité et augmentaient au maximum les prix de ces propriétés. En ce qui concerne l'interdiction temporaire pour les non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles, un certain nombre de participants ont jugé que c'était nécessaire puisque selon eux, les investissements étrangers avaient

limité le nombre de logements disponibles pour ceux qui résident au pays. Plusieurs étaient d'avis qu'en investissant dans le marché canadien de l'habitation, les étrangers créaient des problèmes d'abordabilité pour les Canadiens, et que cette mesure était un pas dans la bonne direction pour redresser la situation. L'initiative visant à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs n'a reçu que peu d'attention de la part des participants.

Logement dans le Nord (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Dans le groupe des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, les participants ont discuté brièvement de la situation du logement dans le Nord canadien. Concernant la situation du logement dans leurs communautés, les participants ont identifié trois secteurs prioritaires :

- L'offre – Plusieurs étaient d'avis qu'il y avait une grave pénurie de logements dans leurs régions. Ils ont ajouté qu'une grande proportion des logements étaient occupés par des travailleurs qui comptaient rester dans la région pour une courte période, ce qui réduisait davantage le nombre de logements disponibles pour les résidents à temps plein. D'après eux, cette pénurie était responsable de la multiplication des sans-abris dans certains secteurs du Nord. D'autres étaient préoccupés par le manque de logements pour les familles et s'entendaient pour dire que ceux qui étaient disponibles étaient trop petits pour accueillir les familles avec plusieurs enfants, entraînant ainsi des problèmes d'entassement et de sécurité.
- La qualité et la sécurité – De nombreux participants croyaient que la qualité des habitations déclinait d'année en année, faisant craindre pour la sécurité des occupants. Ils ont signalé la détérioration d'un nombre important d'habitations dans la région, dont plusieurs dataient de plus de 60 ans. Pour certains, il s'agissait d'un facteur qui contribuait au manque d'efficacité énergétique de nombreux logements. Plusieurs participants s'inquiétaient également de la piètre qualité des habitations qui avaient incité certains à désertir leurs communautés et qui empêchaient celles-ci d'attirer des travailleurs qualifiés comme des médecins et du personnel infirmier.
- L'abordabilité – De nombreux participants ont avoué qu'ils n'avaient pas les moyens de se payer un logement en raison des prix élevés et que ce problème de longue date n'avait cessé de s'aggraver dans les dernières années.

Les participants ont ensuite été questionnés à savoir quel était selon eux le palier de gouvernement responsable du logement dans le Nord. Même s'ils étaient généralement d'avis que cette responsabilité relevait des gouvernements territoriaux, ils s'accordaient également pour dire que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer et que des mesures additionnelles pourraient être prises pour accroître les subventions et le financement aux gouvernements territoriaux afin d'augmenter l'offre de logements et améliorer l'état de ceux-ci. Certains ont ajouté que les gouvernements municipaux devraient jouer un rôle dans la planification des projets de logements. D'autres étaient d'avis que cela pourrait avoir un impact négatif étant donné ce qu'ils considèrent comme une bureaucratie excessive à l'échelon municipal qui a pour effet de nuire à la construction de

nouvelles habitations. Certains ont ajouté que les gouvernements autochtones s'impliquaient de plus en plus dans les projets de logement en achetant des propriétés et des appartements en vue d'accroître l'offre de logements dans leurs nations respectives.

La plupart des participants n'étaient pas au courant des récentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes de logement dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour améliorer la situation du logement, plusieurs ont continué d'affirmer qu'un financement accru pour le logement aurait le plus grand impact. Quelques-uns ont également suggéré de créer et de maintenir des partenariats public-privé à long terme axés sur le logement dans le Nord canadien.

Changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de deux groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées aux changements climatiques. Les membres du groupe de l'île de Vancouver qui se sont dits préoccupés par les changements climatiques ont discuté de certaines mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada pour faire face à ce problème, alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) et du Nunavut se sont concentrés sur les effets que les changements climatiques pourraient entraîner sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises, le cas échéant, pour s'y préparer.

Initiatives en matière de changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Pour commencer, les participants de ce groupe ont été invités à faire part de leur réaction spontanée lorsqu'ils entendent l'expression « changements climatiques ». Dans une large mesure, la plupart ont exprimé des sentiments d'inquiétude et de pessimisme, notamment en ce qui concerne les effets attendus de ce problème sur les générations futures. Certains ont indiqué qu'ils nourrissaient moins d'espoir pour l'avenir en raison de leurs préoccupations au sujet des changements climatiques. De manière plus générale, quelques participants ont déclaré que la consécration des termes « changements climatiques » constituait une évolution positive, estimant que ceux-ci décrivaient la situation plus précisément que les expressions utilisées auparavant, comme « réchauffement de la planète ».

On a ensuite présenté des informations aux participants sur un certain nombre de mesures que le gouvernement du Canada avait récemment adoptées ou qu'il prévoyait mettre en place dans l'avenir pour faire face à la menace des changements climatiques. Celles-ci comprenaient notamment :

- **Un prix minimal sur la pollution par le carbone.** Chaque province et territoire a la souplesse voulue pour mettre en place un système qui convient à sa situation, pour autant qu'il réponde aux critères nationaux de « référence » ;
- **L'atteinte ou le dépassement des cibles de l'Accord de Paris d'ici 2030.** Les mesures clés comprennent des cibles de réductions des émissions de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 ; conserver 30 % des terres et des aires maritimes au Canada d'ici 2030 ; aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à protéger la biodiversité (par exemple, collaborer avec des partenaires au Chili, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, afin de faire progresser les travaux pour réduire les émissions de méthane provenant du secteur des déchets solides) ; codiriger (avec le Royaume-Uni) une initiative visant l'élimination progressive de la production d'électricité à partir du charbon ;
- **Le Plan de réduction des émissions pour 2030.** Les mesures clés comprennent : le fait de s'assurer que 100 pour cent des véhicules légers neufs vendus seront des véhicules zéro émission d'ici 2035 ; mettre en œuvre un plafond sur les émissions du secteur pétrolier et gazier ; augmenter la production et l'offre d'électricité renouvelable et propre dans tout le Canada ;
- **Le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone.** Soutient les entreprises, les communautés autochtones, les universités, les écoles et les hôpitaux ainsi que les villes qui ont d'excellentes idées pour lutter contre le changement climatique (par exemple, un investissement de 10 millions de dollars à Toronto dans le système de refroidissement par eau puisée en profondeur d'Enwave, qui utilise les eaux froides du lac pour climatiser les immeubles du centre-ville de Toronto) ;
- **La Stratégie nationale d'adaptation.** Travailler avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, les peuples autochtones et d'autres partenaires clés pour élaborer une stratégie visant à rendre les collectivités plus sûres et plus résilientes. Cela devrait permettre d'améliorer les résultats en matière de santé, de bâtir et d'entretenir les infrastructures, de protéger l'environnement, de soutenir l'économie et de réduire le risque de catastrophes climatiques.

Exprimant leurs réactions initiales à cette liste de mesures, beaucoup ont manifesté leur scepticisme quant à savoir si celles-ci seraient réalisables dans un avenir prévisible. Un certain nombre de participants se sont demandé s'il était possible, de façon réaliste, de respecter les mesures dont les échéances approchent rapidement, comme les objectifs de 2030 liés aux engagements du Canada dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat ainsi que les priorités mises de l'avant dans le Plan de réduction des émissions de 2030. Certains ont indiqué qu'ils souhaitaient obtenir plus d'informations sur les mesures spécifiques qui seraient prises pour respecter ces priorités, tandis que d'autres ont proposé de mettre davantage l'accent sur la réglementation des activités des grandes entreprises et des compagnies, estimant qu'elles sont les plus grandes émettrices et les responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites au Canada. Un petit nombre de participants étaient plus optimistes, estimant que ces mesures étaient réalisables, mais qu'elles nécessiteraient un effort concerté de la part du gouvernement fédéral, des entreprises et des ménages canadiens. Quelques-uns ont été agréablement surpris de constater que le gouvernement du Canada s'était engagé à aider les pays en développement, comme le Chili, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, à s'adapter aux changements climatiques et à protéger leur biodiversité nationale. Cette mesure a été

jugée importante, et plusieurs participants ont exprimé la conviction qu'un effort mondial serait nécessaire pour que de réels progrès soient réalisés en vue d'atténuer les impacts des changements climatiques.

Invités à indiquer laquelle de ces initiatives leur semblait la plus déterminante pour faire face à la menace des changements climatiques, presque tous les participants ont indiqué que la Stratégie nationale d'adaptation du Canada leur semblait particulièrement prometteuse. Plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme l'approche collective de cette initiative, estimant que les Canadiens seraient probablement plus disposés à participer à des programmes de durabilité ayant un impact direct sur leurs collectivités et dont ils pourraient observer directement les avantages éventuels. Beaucoup ont également réagi positivement à la création du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC), en se concentrant plus particulièrement sur son objectif de favoriser la pensée novatrice et l'intégration de voix et d'idées diverses dans les efforts de lutte contre les changements climatiques. Les participants ont indiqué qu'en tirant parti de la créativité des Canadiens, des entreprises et des organisations, le gouvernement fédéral serait en mesure d'accélérer ses progrès dans l'atténuation des effets des changements climatiques et l'introduction de pratiques plus durables.

Plusieurs participants étaient également optimistes quant à la création du Plan de réduction des émissions pour 2030 ainsi qu'à l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre ou à dépasser les objectifs de réduction des émissions prévus dans l'Accord de Paris, d'ici 2030. En ce qui concerne ce dernier point, un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé que la lutte contre les changements climatiques devait faire l'objet d'un effort mondial et qu'il était important que le Canada fasse figure de chef de file dans ce domaine. Aucun participant n'a choisi la mise en place d'un prix minimum national sur la pollution par le carbone. La plupart étaient d'avis que cette mesure avait été relativement inefficace dans la lutte contre les changements climatiques, partageant l'impression que plutôt que de limiter leurs émissions, les compagnies pétrolières et gazières avaient surtout répercuté les coûts supplémentaires de cette initiative sur le consommateur.

Interrogés pour savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada prenait des mesures suffisantes pour lutter contre les changements climatiques, la plupart des participants ont répondu par la négative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que de plus grands efforts devaient être déployés pour limiter les activités industrielles des grandes entreprises, estimant que celles-ci sont les principales responsables des émissions de GES. On pensait également que le gouvernement fédéral pourrait faire plus pour s'assurer que ses différents organismes et ministères travaillent de concert sur cette question, plutôt que de poursuivre chacun ses propres activités de lutte contre les changements climatiques. Il était généralement admis qu'une approche concertée de la part du gouvernement fédéral serait la clé du succès dans ce domaine.

Impacts sur les collectivités et adaptation aux changements climatiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur l'impact des changements climatiques sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises ou prévoient prendre pour s'adapter à ces répercussions. Pour commencer, ils ont été invités à évaluer les effets actuels des changements

climatiques sur leur région respective. Tous les participants ont déclaré que les changements climatiques avaient un certain impact sur leur collectivité, le nombre de ceux qui estimaient que ces répercussions étaient mineures étant à peu près égal à celui des participants qui pensaient qu'ils avaient entraîné des changements majeurs. Plusieurs ont illustré l'impact des changements climatiques sur la vie quotidienne des habitants de leur région en mentionnant des événements météorologiques extrêmes et des conditions climatiques imprévisibles, un certain nombre rappelant plus particulièrement les graves inondations survenues à Hay River (T. N.-O.), en avril 2022. Discutant d'un autre impact de ce qui était perçu par plusieurs comme des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles, certains ont également affirmé que les bateaux de ravitaillement avaient de plus en plus de difficulté à atteindre les communautés les plus au nord du Nunavut, créant ainsi des pénuries de biens essentiels pour celles qui y résident.

Parmi les autres répercussions visibles des changements climatiques soulevées par les participants, mentionnons les modifications des habitudes migratoires des animaux qui, selon eux, nuisent à la capacité des chasseurs de se procurer de la nourriture, ainsi que le fait que la glace met plus de temps qu'auparavant à geler en hiver. En ce qui concerne les conséquences éventuelles des changements climatiques, plusieurs ont exprimé des inquiétudes liées à la fonte ou à la disparition du pergélisol dans la région. Si cela se produisait, les participants s'attendaient à ce que l'intégrité structurelle de nombreuses résidences de leur collectivité soit gravement compromise.

En ce qui concerne le niveau de préparation personnelle aux effets des changements climatiques, aucun participant ne pensait s'être suffisamment préparé pour affronter ce problème. Beaucoup ne savaient pas comment se prémunir personnellement contre les changements climatiques et ont indiqué que les responsables locaux et ceux du gouvernement fédéral devaient mieux communiquer les mesures à prendre. Peu d'entre eux se souvenaient d'initiatives récentes mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour atténuer les répercussions des changements climatiques dans leur région. Un très petit nombre de participants ont mentionné le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC), qu'ils ont décrit comme un programme de financement visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'efficacité énergétique. Parmi les suggestions de mesures supplémentaires pouvant être prises, mentionnons l'élaboration d'un plan d'adaptation et de préparation aux changements climatiques pour le Nord canadien, la communication de renseignements supplémentaires sur ce qui attend les habitants de la région dans les années à venir et la meilleure façon de préparer leur foyer.

Agriculture et engrais (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta)

Les participants résidant dans le sud de l'Alberta et travaillant dans le secteur agricole ont engagé une conversation liée à l'agriculture et à l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes. Pour commencer, les participants se sont vu demander s'ils étaient au courant de récentes activités entreprises par le gouvernement fédéral dans le secteur agricole. Les participants ont rappelé un certain nombre d'initiatives fédérales, notamment les subventions visant à réduire l'utilisation d'engrais

azotés en agriculture, la mise en œuvre de programmes de cultures de couverture et les engagements liés au Fonds d'action à la ferme pour le climat.

Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard du plan du gouvernement du Canada visant à encourager les agriculteurs à réduire volontairement, d'ici 2030, les quantités d'engrais qu'ils utilisent. Les motifs justifiant ce manque de soutien comprenaient le fait que, pour certains, ces objectifs étaient irréalistes, compte tenu de la nécessité de maintenir, voire d'augmenter, les niveaux actuels de rendement des cultures et la production alimentaire pour la population croissante du Canada. Plusieurs d'entre eux étaient également d'avis que le gouvernement du Canada n'avait pas suffisamment consulté les agriculteurs quant aux conséquences négatives que ces objectifs auraient sur le secteur agricole. Tous les participants étaient conscients que le plan de réduction des émissions provenant des engrais était volontaire, mais plusieurs ont exprimé des préoccupations quant au fait que les objectifs pourraient devenir obligatoires dans l'avenir, si le gouvernement fédéral jugeait que trop peu de progrès avaient été réalisés. Certains ont déclaré que le coût des engrais était l'une des dépenses les plus importantes de leur entreprise agricole et que cela les incitait déjà à mettre tout en œuvre pour réduire leur utilisation de ce produit. Plutôt que de réduire le recours aux engrais, certains ont affirmé que le gouvernement fédéral devrait plutôt verser des subventions aux agriculteurs afin de leur permettre d'acheter encore plus d'engrais et d'augmenter leurs niveaux de production alimentaire. Certains ont déclaré que le plan de réduction des émissions dues à l'utilisation d'engrais témoignait d'un manque de compréhension quant aux coûts élevés et à l'importance des engrais pour l'industrie agricole.

Interrogés à savoir s'ils croyaient que l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes avait augmenté ou diminué au cours des 15 dernières années, la plupart étaient d'avis qu'elle avait diminué au cours de cette période, les agriculteurs ayant développé des pratiques plus efficaces. Cette réduction a été jugée particulièrement marquée au cours des dernières années, en raison de la hausse des coûts et des limites de l'offre. Un petit nombre d'entre eux ont cependant déclaré que, si le recours aux engrais avait diminué dans l'ensemble du Canada, ils augmentaient personnellement leur utilisation au sein de leur propre exploitation afin de produire plus de nourriture et de répondre aux besoins croissants. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que l'utilisation accrue des engrais entraînait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, beaucoup ont reconnu qu'elle y contribuait probablement. Les participants étaient toutefois d'avis que les émissions provenant d'autres industries et l'utilisation de l'énergie par les ménages devaient être visées par des réductions avant les engrais, étant donné l'importance fondamentale perçue de ces derniers pour l'approvisionnement alimentaire du Canada. Ils étaient également d'avis que l'élevage d'animaux, en particulier les installations d'engraissement en parc, augmentait les émissions de gaz à effet de serre à un rythme beaucoup plus élevé que les exploitations agricoles utilisant des engrais pour accroître le rendement des cultures. Un petit nombre a également suggéré que le gouvernement fédéral ne devrait prendre aucune mesure pour réduire les émissions de gaz à effet de serre alors que d'autres pays, comme la Chine et l'Inde, continuent de produire des émissions en quantités bien plus importantes.

Pour faciliter la conversation relative au plan du gouvernement du Canada visant à réduire volontairement les émissions d'engrais d'ici 2030, les participants ont reçu les informations suivantes :

Le gouvernement du Canada élabore actuellement une approche qui vise à réduire les émissions en agriculture au Canada. Les mesures pour y parvenir seront axées sur la réduction des émissions attribuables à l'engrais azoté avec pour cible une réduction de 30 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2020). La cible de réduction des émissions du Canada ne constitue pas une réduction obligatoire de l'utilisation d'engrais, mais plutôt une réduction volontaire des émissions attribuables aux engrais. L'objectif est de maximiser l'efficacité, optimiser l'utilisation des engrais, favoriser l'innovation, et de collaborer avec le secteur agricole, les partenaires et les parties prenantes en vue de déceler les possibilités qui nous permettront d'atteindre cette cible tout en maintenant ou en augmentant les rendements.

Invités à dire si cette description leur avait apporté de nouvelles informations, tous les participants ont indiqué qu'ils étaient déjà au courant de la plupart des détails contenus dans le plan. De l'avis général, le gouvernement fédéral devait fournir davantage d'informations sur la stratégie qu'il prévoyait mettre en œuvre pour trouver un équilibre entre la réduction de l'utilisation des engrais et le maintien ou l'augmentation des niveaux actuels de la production alimentaire. Certains ont exprimé des inquiétudes quant aux répercussions négatives de ce plan sur les Canadiens à faible et moyen revenu, prévoyant qu'une réduction de l'utilisation des engrais pourrait entraîner des pénuries alimentaires et une hausse des prix des denrées à l'épicerie.

Enjeux énergétiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Le groupe composé de résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie a discuté des enjeux liés à l'énergie dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les sources d'énergie qu'ils utilisaient pour produire de l'électricité, la plupart ont mentionné le pétrole, en particulier le diésel, comme source première dans les deux territoires. Certains participants des Territoires du Nord-Ouest ont ajouté que leurs collectivités avaient souvent recours au gaz naturel liquéfié (GNL) et à l'hydroélectricité, entre autres. Discutant des sources d'énergie utilisées pour chauffer leurs habitations, plusieurs ont de nouveau mentionné le diésel et le gaz naturel, en plus du bois et des granulés de chauffage. De nombreux participants étaient préoccupés par leur utilisation du diésel et du GNL, notamment en raison des coûts élevés et des effets néfastes selon eux sur le changement climatique et l'environnement, y compris les risques de contamination des sources d'approvisionnement en eau et des écosystèmes locaux. Plusieurs ont cité les problèmes de contamination de l'eau potable à Iqaluit comme exemple d'un tel risque. Bien que conscients des répercussions environnementales potentielles des sources comme le diésel et le GNL, la plupart étaient d'avis que celles-ci étaient généralement fiables et adaptées aux exigences du climat froid et à l'éloignement de nombreuses collectivités du Nord.

Au sujet de l'énergie nucléaire, plusieurs participants ont avoué leur méconnaissance de ce type d'énergie. En entendant parler de cette source et compte tenu de son utilisation dans le Nord, plusieurs se sont immédiatement rappelés certaines préoccupations quant au risque d'un accident

nucléaire dans leur collectivité ou à proximité et qui pourrait potentiellement causer un rayonnement nucléaire et une contamination radioactive de l'environnement. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral devrait augmenter son utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, aucun participant n'était à l'aise avec cette notion et plusieurs ont réitéré leurs craintes à l'égard d'une contamination de l'environnement et des impacts de la radiation sur les membres de leur communauté. Quelques-uns s'attendaient à ce que les coûts initiaux pour la construction d'une centrale nucléaire dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut soient trop élevés puisque ces régions sont relativement éloignées du reste du Canada. Certains étaient également d'avis que les conditions météorologiques imprévisibles pourraient nuire à l'entretien de la centrale nucléaire et à la livraison rapide du matériel nécessaire à son fonctionnement et à la production d'électricité.

Les participants étaient très peu nombreux à avoir entendu parler des petits réacteurs modulaires (PRM). Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni la description suivante :

Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des réacteurs nucléaires avancés qui ont une capacité électronucléaire pouvant aller jusqu'à 300 MWe par tranche, soit environ un tiers de la capacité de production des réacteurs nucléaires traditionnels. Les PRM, qui peuvent produire une grande quantité d'électricité bas carbone, sont :

- *Petits – ils occupent physiquement une fraction de la taille d'un réacteur nucléaire conventionnel.*
- *Modulaires – cela permet aux systèmes et composants d'être assemblés en usine et transportés en tant qu'unité vers un emplacement pour l'installation.*
- *Réacteurs – il s'agit d'exploiter la fission nucléaire pour générer de la chaleur afin de produire de l'énergie.*

Après avoir reçu cette information, ceux-ci ont eu des réactions plutôt favorables. Plusieurs croyaient que les PRM représentaient une source d'énergie compacte, sécuritaire et fiable susceptible de répondre aux besoins des résidents du Nord canadien. Ils étaient très nombreux à dire que les PRM pourraient constituer une alternative moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement que le diesel et le GNL. Certains ont également indiqué que les PRM étaient moins intimidants qu'un réacteur pleine dimension. Même si plusieurs s'entendaient pour dire que la description des PRM semblait prometteuse, un certain nombre de participants ont mentionné qu'ils aimeraient en voir un en personne et en apprendre davantage sur son fonctionnement avant d'appuyer pleinement l'adoption de cette technologie dans leurs collectivités. Quelques-uns étaient dans l'incertitude face aux PRM et auraient besoin de renseignements supplémentaires avant de prendre position. Parmi les informations qu'ils souhaiteraient obtenir, notons la durée de vie moyenne d'un PRM et la fréquence de réparation ou de remplacement, la manière dont les déchets provenant de ces réacteurs seraient éliminés sans poser de danger, les possibilités qu'un PRM déclenche un accident nucléaire, la formation requise pour faire fonctionner et entretenir un PRM, la région dans laquelle ces réacteurs seraient installés, la taille maximum d'une collectivité qui pourrait être alimentée par un ou plusieurs PRM, et si cette technologie pouvait facilement s'intégrer à l'infrastructure et aux réseaux électriques existants.

Armes à feu (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe de la région du Grand Toronto et de Hamilton (GTH) ont engagé une discussion sur les problèmes locaux qui affectent leur collectivité, en mettant l'accent sur les armes à feu et les crimes à main armée. Pour lancer cet échange, les participants ont été invités à déterminer les problèmes les plus importants qui touchent actuellement leur collectivité. Ils ont ainsi formulé un large éventail de réponses, mentionnant notamment l'augmentation du coût de la vie, le manque de logements abordables, les défis liés à l'accessibilité des soins de santé et des services pour les personnes âgées, le manque de soutien et de ressources pour les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale et l'augmentation des crimes violents et de l'utilisation d'armes à feu. Les participants ont souligné ce qu'ils considéraient comme étant le lien entre ces problèmes, affirmant que les défis liés à l'accessibilité au logement et le coût élevé de la vie avaient contribué à l'augmentation des taux d'itinérance. En outre, il a été suggéré que la pression croissante sur le système de soins de santé se traduisait par un manque de soutien des personnes souffrant de toxicomanie ou de problèmes de santé mentale, exacerbant ces problèmes et donnant lieu à davantage de crimes commis par désespoir dans leur collectivité. D'autres préoccupations ont été mentionnées, notamment la violence des gangs, le manque de réseaux étendus de transport en commun et les difficultés d'accès aux services de soins de santé primaires, comme les médecins de famille. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada réagissait à ces problèmes, beaucoup ont répondu que celui-ci en était conscient et qu'il cherchait à les régler, mais que la pandémie de COVID-19 avait considérablement compliqué ces efforts en accaparant la majeure partie de son attention au cours des dernières années.

Nombreux étaient ceux qui estimaient que la sécurité devenait un sujet de préoccupation important au sein de leur collectivité. Plusieurs personnes résidant à Hamilton ont signalé que des attaques aléatoires, notamment des fusillades et des coups de couteau, se produisaient régulièrement dans la ville depuis quelque temps et que certains quartiers étaient devenus dangereux. La hausse des crimes violents était considérée comme un problème dans toute la région du GTH, y compris dans les banlieues et les petites collectivités situées à l'extérieur des grands centres urbains, lesquelles avaient traditionnellement connu une activité criminelle minime. C'est en grand nombre que les participants estimaient que leur collectivité était beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'au cours des décennies précédentes. Interrogés sur le niveau de violence armée dans leur propre milieu, beaucoup ont estimé qu'il était en hausse. Quelques-uns ont toutefois exprimé leur incertitude quant à savoir si les crimes par arme à feu étaient réellement en hausse ou si leur signalement était plus largement accessible, en raison de l'avènement d'Internet et des médias sociaux.

En se concentrant sur les causes possibles de la prévalence accrue des crimes par armes à feu, les participants ont relevé un large éventail de facteurs potentiels. Plusieurs d'entre eux pensaient que la capacité des forces de l'ordre à mettre un terme aux crimes commis avec des armes à feu avait été entravée par l'adoption d'une approche plus passive ces dernières années, notamment par le fait de ne plus effectuer un contrôle physique des personnes soupçonnées de posséder illégalement des armes à

feu. Certains pensaient que les politiques « d'arrestation-remise en liberté » avaient permis aux récidivistes de commettre des crimes à main armée dans une relative impunité. Il a été suggéré que cette approche avait également eu pour effet de donner aux criminels la confiance nécessaire pour porter des armes à feu dissimulées en public et leur donner l'impression qu'il n'y aurait pas de conséquences à long terme pour leurs actes. La pauvreté, l'activité des gangs, l'itinérance, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale ont également été cités comme des facteurs qui contribuent aux crimes à main armée.

Invités à dire s'ils étaient au courant de ce que le gouvernement du Canada avait entrepris pour lutter contre les crimes par arme à feu, les participants ont mentionné diverses initiatives passées, comme le Registre canadien des armes à feu, l'interdiction des armes d'assaut de type militaire et un récent gel national de l'achat, de la vente ou du transfert des armes de poing. Beaucoup pensaient cependant que ces mesures touchaient principalement des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et qu'elles avaient peu de pouvoir dissuasif auprès de ceux qui obtiennent leurs armes illégalement. Dans le même ordre d'idées, certains étaient d'avis que la majorité des armes à feu utilisées pour commettre des crimes au Canada provenaient illégalement des États-Unis et que l'élimination de ce trafic devait être un élément clé de la politique du gouvernement fédéral en matière de contrôle des armes à feu.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice visant à évaluer un certain nombre de mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada concernant les armes à feu. Celles-ci comprenaient notamment :

- *La mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.*
- *La révocation des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel.*
- *La lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.*
- *La lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.*
- *L'exigence d'une modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches ; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.*

Tous les participants ont exprimé des opinions négatives à l'égard du gel national des armes de poing. Ceux-ci ont réitéré le point de vue selon lequel la grande majorité des crimes impliquant des armes de poing au Canada sont perpétrés au moyen d'armes illégales et que cette mesure aurait peu d'impact sur le problème de la violence armée. En ce qui concerne la saisie des permis d'armes à feu des

personnes ayant commis des actes de violence familiale ou des actes criminels, beaucoup ont également exprimé des préoccupations. Dans une large proportion, les participants ont convenu que la mesure relevait d'une bonne intention, mais souligné qu'une personne déterminée à commettre des actes de violence familiale avec une arme à feu serait en mesure de s'en procurer une par des moyens illégaux si nécessaire et que cette mesure n'aurait par conséquent qu'un faible impact. Un petit nombre de participants étaient d'avis que celle-ci n'allait pas assez loin et qu'elle devrait être élargie pour inclure toute personne condamnée pour agression ou autre crime violent. Pour ce qui est de la mise en œuvre d'une loi « drapeau rouge », les participants ont eu des réactions mitigées. Bien que les efforts déployés pour prévenir la violence aient été salués, ils ont réitéré leur perception de la facilité d'accès aux armes à feu illégales et suggéré que ces lois pourraient être contournées aisément. D'autres ont soulevé des inquiétudes quant à la possibilité que des propriétaires d'armes à feu soient visés par des représailles ou des plaintes non fondées et pensaient que les allégations devraient faire l'objet d'une enquête approfondie avant la saisie de toute arme à feu légalement détenue.

Invités à évaluer l'initiative sur la prévention de la contrebande et du trafic d'armes à feu, beaucoup ont estimé qu'elle semblait prometteuse et qu'elle contribuerait à lutter contre le nombre d'armes à feu illégales en circulation au Canada. Certains pensaient que, pour appliquer efficacement cette initiative, il faudrait donner aux agents de la paix la possibilité d'effectuer une fouille des criminels présumés plus exhaustive que celle qui est actuellement autorisée. En ce qui concerne l'interdiction des chargeurs d'armes d'épaule d'une capacité supérieure à cinq cartouches, les participants ont exprimé des opinions majoritairement négatives. Ils estimaient que les armes d'épaule n'étaient généralement pas utilisées par les criminels et que cette mesure aurait peu de succès dans la prévention des crimes commis avec des armes à feu. Par ailleurs, on pensait que les criminels désireux d'utiliser une arme d'épaule pourraient facilement modifier la taille d'un chargeur pour contourner cette règle.

Garde d'enfants et Allocation canadienne pour enfants (parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Dans le groupe des parents de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, les participants ont discuté de garde d'enfants et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux en matière de garde d'enfants dans leur province, ceux-ci ont fourni des réponses variées, notamment le manque de places en garderie, le coût élevé de ces services, la nécessité d'avoir une confiance énorme à l'égard des fournisseurs de services de garde, et les inquiétudes par rapport à l'accessibilité pour les enfants présentant un handicap intellectuel. Seulement quelques participants ont dit avoir un enfant qui fréquentait un service de garde à l'heure actuelle. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de garde d'enfants, quelques-uns seulement avaient entendu

parler de récentes ententes conclues entre le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux et territoriaux pour offrir des services de garde d'enfants abordables à 10 \$ par jour en moyenne par enfant. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni cette description aux participants :

Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026. En Colombie-Britannique, le plan prévoit de réduire les frais de garde moyens à la charge des parents pour les services de garde réglementés et subventionnés destinés aux enfants de 0 à 5 ans de 50 % d'ici décembre 2022.

Les réactions étaient en grande partie positives. Les participants s'attendaient à ce que ce plan offre aux familles une plus grande flexibilité en permettant aux deux parents de travailler à temps plein. Plusieurs ont indiqué qu'ils n'occupaient aucun emploi en raison des coûts élevés des services de garde d'enfants et que cette initiative les aiderait à réintégrer le marché du travail. D'autres ont mentionné que même s'ils ne bénéficiaient pas personnellement de ce plan, ils étaient toutefois en faveur de cette mesure qu'ils considéraient comme étant importante pour les parents de jeunes enfants. Lorsque nous leur avons demandé si la réduction des frais de garde était un aspect important de la diminution du coût de la vie, tous ont répondu par l'affirmative. Les participants étaient d'avis qu'en réduisant les coûts des services de garde d'enfants, on aiderait les familles à économiser pour couvrir d'autres dépenses, comme l'achat d'une maison.

En ce qui concerne les services et les programmes destinés aux parents en général, plusieurs participants ont mentionné l'ACE comme étant un soutien important pour les parents et presque tous ont indiqué qu'ils en étaient bénéficiaires. Questionnés sur ce qui leur plaisait de l'ACE, les participants se sont dits satisfaits de la régularité des versements, du fait que les prestations étaient recalculées chaque année pour tenir compte de la variation des revenus, et de son utilité pour couvrir les dépenses de base. Quant aux aspects de l'ACE qui leur déplaisaient, les participants ont mentionné la diminution des versements au fur et à mesure que leurs enfants vieillissent. Ils étaient d'avis que les enfants coûtent de plus en plus cher lorsqu'ils avancent en âge et que les prestations devraient augmenter selon l'âge plutôt que de diminuer. Même si plusieurs appréciaient l'ACE, les participants étaient généralement d'avis que les versements qu'ils recevaient étaient nettement insuffisants pour avoir un réel impact sur le coût de la vie, surtout compte tenu du niveau d'inflation actuel. Questionnés à savoir comment ils utilisaient habituellement l'argent de l'ACE, les participants ont dit l'utiliser pour couvrir les dépenses de base, dont le loyer, les factures mensuelles, l'essence, les fournitures scolaires, les programmes de loisirs pour les jeunes, et les cotisations au Régime enregistré d'épargne-études (REEE). Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour continuer d'aider les parents et les familles, plusieurs ont répondu qu'il devrait en faire davantage pour aider les familles à avoir plus facilement accès aux médecins de famille et aux spécialistes qui manquaient cruellement dans leur région. Quelques-uns souhaiteraient que le gouvernement du Canada offre un financement additionnel pour les programmes parascolaires destinés aux jeunes enfants.

ArriveCAN (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Les résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ont brièvement discuté de l'application ArriveCAN. Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient cette application, plusieurs ont dit avoir entendu parler d'une application mobile d'information sur les voyages conçue par le gouvernement du Canada, mais peu d'entre eux ont pu la nommer. Quelques-uns ont expliqué qu'ils n'avaient pas encore utilisé l'application ArriveCAN, bien qu'ils en aient entendu parler principalement dans les médias ou de bouche à oreille en discutant avec leurs proches. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni la description suivante aux participants :

L'application ArriveCAN est utilisée par les voyageurs qui rentrent au Canada. Lancée en 2020, elle obligeait les voyageurs à y télécharger leurs coordonnées, leurs informations de voyage et un plan de quarantaine. Dès la levée de l'exigence de quarantaine, l'application a été utilisée pour les documents de vaccination téléchargés par les voyageurs. Bien que son utilisation ne soit plus obligatoire pour les voyageurs entrant au Canada, il est toujours possible de l'utiliser pour remplir un formulaire de déclaration de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) avant d'arriver à la douane.

Après leur avoir fourni de l'information supplémentaire sur l'application, nous avons demandé aux participants si le nom représentait bien l'utilisation qui en était faite. La plupart étaient d'avis que ArriveCAN était un nom approprié qui décrivait précisément et concisément son utilisation pour les voyageurs. Certains s'entendaient aussi pour dire que le nom ArriveCAN était suffisamment distinctif pour éviter toute confusion avec d'autres programmes de voyages offerts par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) comme NEXUS. Quelques participants craignaient que le mot « arrive » laisse croire que l'application avait un lien avec le processus d'immigration canadien.

Questionnés à savoir s'ils utiliseraient l'application ArriveCAN pour remplir et soumettre des formulaires de déclaration de l'ASFC la prochaine fois qu'ils rentreront au Canada après un voyage à l'étranger, tous les participants ont répondu qu'ils ne le feraient probablement pas. La principale raison invoquée par plusieurs était leur manque d'intérêt à l'égard d'ArriveCAN et le fait qu'ils ne voyageaient pas suffisamment pour que cela vaille la peine de télécharger l'application et de la conserver sur leurs téléphones, étant donné l'espace limité dont ils disposent sur ceux-ci. Certains ont aussi expliqué qu'ils possédaient une carte NEXUS et qu'ils n'avaient donc pas besoin de télécharger une application compte tenu de leur statut de voyageur digne de confiance. Lorsque nous leur avons demandé s'ils changeraient d'idée si on leur prouvait que l'application ArriveCAN leur permettrait de gagner du temps aux douanes, presque tous croyaient que ce serait un facteur important qui les inciterait davantage à utiliser l'application.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – October 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed., October 5 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	City of Toronto	General Population	DN
2	Thurs., October 6 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Southern Alberta	Agricultural Sector Workers	TBW
4	Wed., October 12 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver Island	Experiencing Climate Anxiety	TBW
5	Thurs., October 13 th	7:00-9:00	6:00-8:00 (CDT)	Mid-size and Major Centres Manitoba	Mental Healthcare Workers	TBW
6	Mon., October 17 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Ontario-U.S. Border Cities	Working Two Jobs	DN
8	Thurs., October 20 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Prospective Homebuyers	MP
10	Wed., October 26 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto and Hamilton Area (GTHA)	First Responders	DN
11	Wed., October 26 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	British Columbia Interior	Low-Income Parents of Children under 12	TBW
12	Thurs., October 27 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT) 7:00-9:00 (CDT/EST) 8:00-10:00 (EDT)	Northwest Territories & Nunavut	Concerned About Rising Cost of Energy	MP

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END UNLESS GROUP 10
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END

In radio/television
No, none of the above

**THANK AND END
CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
City of Toronto	City includes: City of Toronto. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 1
Southern Alberta	Cities/towns include (but not limited to): Lethbridge, Medicine Hat, Brooks, Strathmore, Taber, Coaldale, Drumheller, Redcliff, Raymond, Cardston, Pincher Creek, Claresholm. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY/TOWN. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 2
Vancouver Island	Cities include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4
Mid-Size and Major Centres Manitoba	Cities include (but are not limited to): Winnipeg, Portage la Prairie, Brandon, Steinbach, Thompson, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon. NO MORE THAN FOUR FROM WINNIPEG. NO MORE THAN TWO PER OTHER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 5

<p>Ontario-U.S. Border Cities</p>	<p>Cities include:</p> <p>Sault Ste. Marie, Fort Frances, Prescott, Kingston-Brockville-Ganonoque, Cornwall, Fort Erie, Niagara, Sarnia, Windsor.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 6</p>
<p>Atlantic Canada</p>	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Cities could include (but are not limited to): <u>NS:</u> Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB:</u> Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside. <u>N&L:</u> St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p>AIM FOR 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 8</p>
<p>Greater Toronto and Hamilton Area (GTHA)</p>	<p>Cities include:</p> <p><u>City of Toronto.</u> <u>City of Hamilton.</u> <u>Region of Halton:</u> Oakville, Burlington, Milton, Halton Hills. <u>Region of Peel:</u> Mississauga, Brampton, Caledon. <u>Region of York:</u> Markham, Vaughan, Richmond Hill, Stouffville, Aurora, King, Newmarket, East Gwillimbury, Georgina. <u>Region of Durham:</u> Pickering, Ajax, Whitby, Oshawa, Clarington, Scugog, Uxbridge, Brock.</p> <p>AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH REGION. NO MORE THAN ONE PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 10</p>
<p>British Columbia Interior</p>	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p>Kelowna, Kamloops, Prince George, Penticton, Cranbrook, Salmon Arm, Trail, Fruitvale, Williams Lake, Dawson Creek, Nelson, Golden, Burns Lake, Lillooet.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE</p>	<p>CONTINUE – GROUP 11</p>

	RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Northwest Territories and Nunavut	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p><u>Northwest Territories:</u> Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith.</p> <p><u>Nunavut:</u> Iqaluit, Arviat, Rankin Inlet, Baker Lake.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 12

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.

PARENTS IN GROUP 11 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30s/40s).

PROSPECTIVE HOMEBUYERS IN GROUP 8 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30s/40s).

4. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture **CONTINUE IF GROUP 2**
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- First Responder (Firefighter, Law Enforcement Officer, Paramedic, etc.) **CONTINUE IF GROUP 10**

Forestry, Fishing and Hunting
 Health Care **CONTINUE IF GROUP 5**
 Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed **THANK AND END IF GROUP 6**
 Full Time Student **THANK AND END IF GROUP 6**
 Retired **THANK AND END IF GROUP 6**
 Other, please specify: _____

**CONTINUE FOR ALL (EXCEPTIONS FOR GROUP 2, GROUP 5, GROUP 6, AND GROUP 10).
 ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER
 SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS. GROUP 2 WILL ONLY BE IN AGRICULTURAL SECTOR.
 GROUP 5 WILL ONLY BE IN HEALTH CARE SECTOR. GROUP 10 WILL ONLY BE FIRST RESPONDERS.**

5. **ASK ONLY IF GROUP 2** You mentioned you work in the agricultural sector. In which area of agriculture do you work? **(OPEN-END)**

Beef farming and feedlots
 Oilseed and grain farming
 Hog and pig farming
 Poultry and egg production
 Sheep and goat farming
 Dairy and milk production
 Other animal production
 Vegetable and melon farming
 Fruit and tree nut farming
 Greenhouse, nursery, and floriculture production
 Other crop farming (please specify): _____
 Other (please specify): _____

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
CONTINUE FOR ALL

ENSURE GOOD MIX BY FARM TYPE. MAY SKEW TO BEEF FARMING AND OILSEED/GRAIN FARMING.

6. **ASK ONLY IF GROUP 4** How would you describe your level of concern about climate change?

Very concerned

CONTINUE TO Q6a

Somewhat concerned	CONTINUE TO Q6a
Indifferent	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

6a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Which one of the following statements best describes your point of view?

I feel hopeful that with time, new technologies and policy initiatives will help mitigate the effects of climate change **THANK AND END**

I worry that the steps being taken to address climate change are not enough **CONTINUE**

I feel a strong sense of despair that the effects of climate change are negatively impacting myself and future generations **CONTINUE**

7. **ASK ONLY IF GROUP 5** You mentioned you work in the healthcare industry. In which area of healthcare do you work?

Emergency Medicine	THANK AND END
Geriatric/Long Term Care	THANK AND END
Mental Health Services	CONTINUE TO Q7a
Pediatric/Neonatal Care	THANK AND END
Primary Care/General Practice	THANK AND END
Public Health	THANK AND END
Specialist/Secondary Care	THANK AND END
Surgery	THANK AND END
Other	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

7a. **ASK ONLY IF GROUP 5** You mentioned you work in the field of mental health services. What is your occupation in this field?

Clinical Social Worker
 Mental Health Counselor/Clinician/Therapist/Psychotherapist
 Peer Support Worker
 Psychiatrist
 Psychiatric/Mental Health Nurse or Nurse Practitioner
 Psychologist
 Administration (e.g., receptionist, administrative assistant, bookkeeper, etc.) **THANK AND END**
 Other (please specify): _____
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
CONTINUE FOR ALL.

ENSURE GOOD MIX OF MENTAL HEALTHCARE ROLES. NO MORE THAN 2 OF EACH.

8. **ASK ONLY IF GROUP 6** How many jobs do you currently work? *NOTE: This can include any full-time, part-time, contract, and/or temporary jobs.*

1 **THANK AND END**

2 **CONTINUE**
3 or more **CONTINUE**

9. **ASK ONLY IF GROUP 10** You mentioned that you work as a first responder. Are you a...?

Municipal police officer or other law enforcement officer
Ontario Provincial Police (OPP) officer or other law enforcement officer
Firefighter
Paramedic/EMT
Other (please specify): _____

CONTINUE FOR ALL

AIM FOR GOOD MIX OF FIRST RESPONDER ROLES. NO MORE THAN 3 OF EACH.

10. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE TO Q10a**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

10a. **ASK ONLY IF GROUP 8** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**
Not sure/Maybe **CONTINUE**
No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

11. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021?
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes.

Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000
\$100,000 to just under \$150,000
\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

GROUP 11 ONLY CONTINUE ONLY IF INCOME = <\$60,000.

ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS EXCEPT GROUP 11.

12. **ASK ONLY IF GROUP 11** Do you have any children under the age of 12?

Yes **CONTINUE TO Q12a**
No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

12a. **ASK ONLY IF GROUP 11** Could you please tell me the ages of your children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

13. **ASK ONLY IF GROUP 12** How would you describe your level of concern about the cost of energy in your area?

Very concerned	CONTINUE TO Q13a
Somewhat concerned	CONTINUE TO Q13a
Indifferent	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

13a. **ASK ONLY IF GROUP 12** Over the next 12 months, do you expect your energy costs will...?

Increase significantly	CONTINUE
Increase somewhat	CONTINUE
Neither increase nor decrease	THANK AND END
Decrease somewhat	THANK AND END
Decrease significantly	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

14. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
 - South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 - Chinese
 - Black
 - Latin American
 - Filipino
 - Arab
 - Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 - Korean or Japanese
 - Indigenous
 - Other (specify)
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

15. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

16. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

17. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

18. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

19. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

20. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

21. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

22. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.26**

23. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

24. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

25. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

26. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

27. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

- Yes
No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – octobre 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	11 octobre	18 h-20 h	18 h-20 h	Ville de Québec	Canadien(ne)s de la classe moyenne	MP
7	18 octobre	18 h-20 h	18 h-20 h	Région du Bas-Saint-Laurent – Québec	Population générale	MP
9	25 octobre	18 h-20 h	18 h-20 h	Villes de taille grande et moyenne du Québec	Millénariaux, âgés de 25 à 40	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ville de Québec	Ville de Québec. LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.	CONTINUER – GROUPE 3
Région du Bas-Saint-Laurent – Québec	Les villes peuvent notamment comprendre : <u>Bas-Saint-Laurent</u> : Amqui, Causapscal, Mont-Joli, Saint-Pascal, Matane, Saint-Antonin, La Pocatière, Métis-sur-Mer, Pohénégamook, Rimouski, Dégelis, Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup, Témiscouata-sur-le-Lac, Sainte-Luce. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	CONTINUER – GROUPE 7
Villes de taille grande et moyenne du Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre : Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière. Taille moyenne = Population 50 000-100 000	CONTINUER – GROUPE 9

	Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint- Hyacinthe. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	+ VILLES DE TAILLE GRANDE ET MOYENNE DU QUÉBEC = REMERCIER ET CONCLURE. TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
25 à 30	+ VILLES DE TAILLE GRANDE ET MOYENNE DU QUÉBEC = GROUPE 9 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
31 à 40	
41 à 54	+ VILLES DE TAILLE GRANDE ET MOYENNE DU QUÉBEC = REMERCIER ET CONCLURE. TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
55 à 65	
65 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3** Lorsque vous pensez à la situation et aux perspectives financières de votre ménage, auxquels des groupes suivants vous considérez-vous appartenir ?

Aux Canadien(ne)s vivant dans la pauvreté
Aux Canadien(ne)s à faible revenu

Aux travailleur(-euse)s pauvres
À la classe ouvrière
À la classe moyenne
À ceux et celles qui travaillent pour rejoindre la classe moyenne
À la classe moyenne
À la classe supérieure
Aux Canadien(ne)s moyens

POUR LE GROUPE 3, CONTINUEZ POUR CEUX ET CELLES QUI CHOISSENT « À LA CLASSE MOYENNE ».

ASSURER UN BON MÉLANGE DE CELLES ET CEUX QUI CHOISSENT « LA CLASSE MOYENNE » AINSI QUE D'AUTRES CATÉGORIES.

6. **POUR TOUS LES LIEUX** Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

POUR LE GROUPE 3, CONTINUER SEULEMENT SI \$60,000-\$100,000.

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE :** « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – October 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Greater Toronto and Hamilton Area First Responders** For the purposes of this discussion, we are going to be talking about what is happening in your respective communities, as well as how this is impacting your role as a first responder; but we will be starting with some broad questions first.
- **Greater Toronto and Hamilton Area First Responders** Please note we have resources that we will direct you to, should you need them or be interested in knowing more about them. These will be shared at the end of the discussion for your reference.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) City of Toronto, Southern Alberta Agricultural Sector Workers, Quebec City Middle Class Canadians, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety, Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12, Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (5-20 minutes) All Locations

- In your opinion, what would you say the federal government is doing well? [Why do you say that?]
- What areas do you think the federal government needs to improve in? [Why do you say that?]
- **City of Toronto, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials** Has your opinion of the federal government gotten better or worse over time? Why?

- **City of Toronto, Quebec City Middle Class Canadians, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety, Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers, Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12, Greater Toronto and Hamilton Area First Responders, Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs** [In your opinion/In order to better support the middle class], what are the top issues that the federal government should be prioritizing?
 - **Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers** *NOTE TO MODERATOR: IF PARTICIPANTS SAY HEALTH CARE/MENTAL HEALTH, ACKNOWLEDGE AND LET THEM KNOW WE WILL BE HAVING A MORE IN-DEPTH DISCUSSION ON HEALTH CARE SHORTLY (I.E., AT THIS POINT, JUST WANT A QUICK RUN DOWN OF TOP ISSUES)*
 - **Atlantic Canada Prospective Homebuyers** IF HOUSING IS RAISED: What are the implications of rising interest rates on prospective homebuyers?

- **City of Toronto, Quebec City Middle Class Canadians, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs** What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?

- **City of Toronto, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs** What work, if any, is the federal government planning to do on these files?

Middle Class Issues **Quebec City Middle Class Canadians**

- Do you see yourself as part of the middle class? Why/why not?

- In your opinion, do you think the federal government is doing a good job in supporting the middle class? Why do you say that?

- In your opinion, has the federal government gotten better or worse at supporting the middle class over time? Why?

- Are you aware of any work the federal government is planning to do on these files?

Climate Change Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety

- IF NOT MENTIONED: What about the environment and climate change? How does the environment and climate change rank as a top priority? Why?
- What, specifically, within the broader topic of the environment and climate change are you most concerned about? What specific areas do you think are the most important?
- What work, if any, is the Government of Canada doing to help with the environment and climate change?
 - Is the federal government doing enough?
 - IF NOT: What could the federal government do?
- Has the federal government gotten better or worse at handling environment and climate change issues over time?

Northern Issues Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs

- PROMPT: What about the top issues in the Northwest Territories and Nunavut that the federal government should be prioritizing?
- Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help the Northwest Territories and Nunavut?
- Regarding these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- When it comes to listening and responding to the issues of those in the Northwest Territories and Nunavut, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with people in the Northwest Territories and Nunavut?

AFFORDABILITY MEASURES (25-35 minutes) City of Toronto, Quebec City Middle Class Canadians, Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12

Now, we're going to talk a little bit about the cost of living...

I'm going to show you a list of current measures that the Government of Canada is offering or is planning to offer to address the cost of living.

SHOW ON SCREEN:

- **10% increase to Old Age Security (OAS):** Increasing the OAS pension for seniors over the age of 75 by 10%, which could translate to over \$800 in new support to full pensioners.
- **Affordable early learning and childcare:** Working with the provinces and territories to offer universal early learning and childcare to Canadian families for \$10 a day. [Mid-size and Major Centres Quebec Millennials Specifically related to Quebec, the governments of Quebec and Canada announced a federal transfer of funds that will go toward strengthening the existing early learning and child care system in Quebec and improving working conditions for educators.]
- **Benefits that are indexed to inflation:** Benefits like the Canada Child Benefit, the Canada Pension Plan, Old Age Security, and the Guaranteed Income Supplement are all indexed to increase with the increased cost of living.
- **Dental care:** Providing dental care to uninsured Canadians with a family income of less than \$90,000 annually, starting with children under 12 this year.
- **Doubling the GST tax credit for six months:** Doubling the quarterly GST tax credit so that single Canadians will receive up to an extra \$234 and couples with children will receive up to an extra \$467.
- **Enhancing the Canada Workers Benefit:** A refundable tax credit that gives low-income workers up to \$1,395 back for single individuals and up to \$2,400 back for families.
- **Helping Canadians afford their rent:** A one-time tax-free payment of \$500 to qualifying Canadians who are struggling with the cost of rent.
- What is your initial reaction to this list of measures?

POLL: Now I'd like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don't think any are important, then don't select any.

- 10% increase to Old Age Security (OAS)
- Affordable early learning and childcare

- Benefits that are indexed to inflation
- Dental care
- Doubling the GST tax credit for six months
- Enhancing the Canada Workers Benefit
- Helping Canadians afford their rent

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Would any of these personally impact you?
 - Quebec City Middle Class Canadians Would they impact the Canadian middle class, broadly?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- What else, if anything, do you feel the Government of Canada should be doing to address the cost of living?

JOBS (25 minutes) City of Toronto, Southern Alberta Agricultural Sector Workers, Quebec City Middle Class Canadians, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety, Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs

Let's talk about the economy.

- Thinking about the various priorities you mentioned [at the top of our discussion], where does the economy rank as a top priority? What makes you say that?
 - What specifically, with respect to the economy, are you most concerned about? What do you think is the most pressing economic issue?
 - IF NOT MENTIONED: What about jobs? Where do jobs rank compared to the economic issue you just identified as being the most important?
- Is the Government of Canada doing anything to create jobs? What are they doing?
- When it comes to creating jobs, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

Now, I'm going to show you a list of terms related to jobs. We're going to go through them to get your thoughts on what these terms mean to you.

SHOW ON SCREEN:

Clean jobs
Fair jobs
Good jobs
Green jobs
Jobs of the future
Sustainable jobs

ASK FOR EACH:

- What does this term mean to you?
- Can you provide an example of what a [DESCRIPTOR] job is?
- What kind of worker would do this job?
- When it comes to job creation, which types of jobs should the federal government be promoting?
- Southern Alberta Agricultural Sector Workers, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety In your opinion, what are the top issues that the federal government should be prioritizing?
- Southern Alberta Agricultural Sector Workers FOR CLEAN AND GREEN ONLY: Are there types of jobs that you would not consider green or clean?
 - Is it a good thing or a bad thing to differentiate between jobs that are green/clean and other types of jobs?

INTERNET CONNECTIVITY (10-15 minutes) City of Toronto, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials

Now I'd like to talk now about the Internet.

- How would you rate the quality of the Internet available to you? (PROBE: Fast, slow, reliable, unreliable, etc.).

- FOR ANY NEGATIVE MENTIONS: Has your Internet quality ever impacted your daily life? How so?
- How many of you are the primary decision makers when it comes to choosing an Internet provider for your household?
 - When shopping for an Internet provider, do you feel that there are many options to choose from? Or do you feel like there is a limited selection instead?
 - **Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials** What criteria are most important to you when shopping for an Internet provider? For example, do you typically choose a provider that is more affordable, or one that provides a better service?
 - FOLLOW UP: How do you factor in smaller Internet providers in your decision-making? (i.e., based on costs or service, etc.)
 - Are they as competitive as other well-known providers [(e.g., Bell, Videotron)/(Bell, Rogers)]?
- In your view, is Internet service fairly priced? What makes you say that?
- Should the Government of Canada have programs to support high-speed Internet access for all Canadians? Why do you feel that way?

Federal Government Programs – Access to Internet **Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials**

The Government of Canada has programs that support high-speed Internet access for all Canadians, especially in rural and remote communities.

- Can anyone name any of these programs? Has anyone used any these programs? Was it a good/bad experience?

NOTE TO MODERATOR – NAMES OF PROGRAMS: Universal Broadband Fund, CRTC's Broadband Fund, Canada Infrastructure Bank, Low Earth Orbit (LEO) Satellite Capacity Agreement, Connect to Innovate, First Nation Infrastructure Fund, Investing in Canada Program – Rural and Northern Communities Infrastructure Stream.

TOURISM (15 minutes) City of Toronto, Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials

We're just going to briefly talk about tourism...

- How important, if at all, is tourism [for Toronto/in your area]?
- Over the summer, did you notice any changes in tourism in [Toronto/your area]?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, were there more or less tourists this summer? Any new tourism businesses? Any tourism business closures?
 - IF YES: How has this impacted the tourism industry?
- Is there a labour shortage in service jobs in [Toronto/your area]? (PROMPT AS NEEDED: For example, in retail, transportation or food services?)
 - How can you tell?
 - Do you think this impacted the tourism industry? What makes you say that?
 - Has this impacted you personally?
- What actions could the Government of Canada take, if any, to reduce labour shortages in the service industry?
- How else, if at all, can the Government of Canada support the tourism industry in [Toronto/your area]?

AGRICULTURE/FERTILIZER (30 minutes) Southern Alberta Agricultural Sector Workers

- Have you heard, read, or seen anything about what the Government of Canada is doing in relation to the agriculture sector?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard of the Government of Canada's plan to reduce greenhouse gas emissions from fertilizers?
 - IF YES: What have you heard? How/where did you hear about it?
- Over the last 15 years or so, would you say that fertilizer use on Canadian farms has increased, stayed the same, or decreased?
 - IF INCREASED: Do you think increased fertilizer use is resulting in increased greenhouse gas emissions (GHGs)?

- IF YES: Is this a concern, or do you think it only has a small impact on the overall GHGs produced in Canada?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada is developing an approach to reduce emissions in Canadian agriculture. Efforts to achieve emissions reductions will focus on reducing emissions from nitrogen fertilizer, with a targeted 30% reduction by 2030 (compared to 2020 levels).

Canada's emissions reduction target **does not represent a mandatory reduction** in fertilizer use, but rather a **voluntary reduction in fertilizer emissions**. The goal is to maximize efficiency, optimize fertilizer use, encourage innovation, and to work collaboratively with the agriculture sector, farmers, and stakeholders in identifying opportunities to successfully reach this target while maintaining or increasing yields.

- [FOR THOSE ALREADY AWARE] Is anything in the description of the policy new information to you? [Probe on 'voluntary reduction' aspect specifically]
- Do you support or oppose the Government of Canada reducing emissions from fertilizer? Why?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact climate change, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact farmers, if at all?
- Do you think reducing fertilizer emissions is something Canada should be working towards, or not?
 - PROMPT AS NEEDED: Are there any reasons this should not be done?
- In your view, should the Government of Canada be getting involved to ensure the agriculture sector reduces its emissions or do you think the sector will do this on its own, without any federal government involvement?
- Do you think a 30% reduction by 2030 is too ambitious, achievable, or not ambitious enough? What makes you say that?

OIL AND GAS SECTOR (20 minutes) Southern Alberta Agricultural Sector Workers, Quebec City
Middle Class Canadians, Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety, Bas-Saint-Laurent Region
Quebec

Moving on to a different topic...

- Have you heard, read, or seen anything about what the Government of Canada is doing in relation to the oil and gas sector?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard of the Government of Canada’s plan to cap emissions in the oil and gas sector?
 - IF YES: What have you heard? How/where did you hear about it?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has committed to reducing the pollution generated in Canada that causes climate change. To help reach this goal, the oil and gas sector will be required to cap and cut the pollution they create.

This means that over the coming years, oil and gas companies will have to reduce the amount of emissions generated by their industrial activities. The cap will apply to the pollution their industrial work creates, not how much oil and gas they sell. In other words, companies will be able to continue producing oil and gas at the level of their choice, as long as they do so in an increasingly clean way.

Consultations are underway on how best to design a national system to reach this goal.

- Do you support or oppose the Government of Canada capping emissions from the oil and gas sector? Why?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact climate change, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact the price of gasoline, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: What about the situation in Ukraine – do you think that should factor into whether the Government of Canada should cap emissions in the oil and gas sector, or do you think Canada is mostly unaffected, energy-wise, by what is occurring there?
- Do you think reducing emissions from the oil and gas sector is something Canada should be working towards, or not?
 - PROMPT AS NEEDED: Are there any reasons this should not be done?
- In your view, should the Government of Canada be getting involved to ensure the oil and gas sector reduces its emissions or do you think the sector will do this on its own, without any federal government involvement?

- Are there any circumstances under which you think it would be a good idea to boost oil and gas production?

RETIREMENT PLANNING (15 minutes) Southern Alberta Agricultural Sector Workers

Moving on to a different topic...

- How big of a priority, if at all, is retirement planning in your daily life? What, if anything, are you doing to prepare for your retirement? How do you feel when thinking about your future retirement?
- How much of an impact, if at all, does the current cost of living have on your retirement plans?
 - IF IT HAS AN IMPACT: Where are you noticing these impacts the most?
- How important, if at all, are federal government programs like the Canada Pension Plan (CPP), Old Age Security (OAS), and the Guaranteed Income Supplement (GIS) in your retirement plans?
- Do you think that programs like the CPP, OAS, and GIS will help you live comfortably in retirement?
- What else should the Government of Canada do to help support those planning for retirement?

CLIMATE CHANGE (30 minutes) Vancouver Island Experiencing Climate Anxiety

Now, we're going to talk a little bit about climate change...

- What your first reaction when you hear the term "climate change"? How does it make you feel?
- Have you heard anything about what the Government of Canada is doing to fight climate change?

I'm going to show you a list of some measures that the Government of Canada is doing or is planning to do to fight climate change.

SHOW ON SCREEN:

- **A national minimum price on carbon pollution.** Each province and territory has the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the national ‘benchmark’ criteria.
 - **Meeting or exceeding Paris Agreement targets by 2030.** Key actions include:
 - Emissions reduction targets of 40-45% below 2005 levels by 2030;
 - Conserving 30% of land and marine areas in Canada by 2030;
 - Helping developing countries adapt to climate change and protect biodiversity (*for example, working with partners in Chile, Côte d’Ivoire and Senegal to advance work that reduces methane emissions from the solid waste sector*);
 - Co-leading (with the United Kingdom) an initiative to phase out coal power.
 - **2030 Emissions Reduction Plan.** Key actions include:
 - Ensuring that 100% of vehicle sales are new light-duty vehicles by 2035;
 - Implementing a cap on oil and gas sector emissions;
 - Increasing the production and supply of renewable and clean electricity across Canada.
 - **Low Carbon Economy Fund.** Supporting businesses, Indigenous communities, universities, schools and hospitals, and towns and cities that have great ideas for fighting climate change (*for example, a \$10 million investment in Toronto for [Enwave’s Deep Lake Water Cooling facility](#) which uses cold lake water to cool downtown buildings in Toronto*).
 - **National Adaptation Strategy.** Working with provincial, territorial, and municipal governments, Indigenous peoples and other key partners to develop a strategy to make communities safer and more resilient. This should help improve health outcomes, build and maintain infrastructure, protect the environment, support the economy, and reduce the risk of climate-related disasters.
- What is your initial reaction to this list of measures?

POLL: Now I’d like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don’t think any are important, then don’t select any.

- A national minimum price on carbon pollution
- Meeting or exceeding Paris Agreement targets by 2030
- 2030 Emissions Reduction Plan
- Low Carbon Economy Fund (supporting organizations with great ideas)
- National Adaptation Strategy (making communities safer and more resilient)

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- What impacts, if any, do you think these policies will have on climate change?
- Is the Government of Canada doing enough to fight climate change?
 - IF NOT: What else could they be doing?

HEALTHCARE – MENTAL HEALTH (40 minutes) Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers, Greater Toronto and Hamilton Area First Responders

Federal Government Mental Healthcare Initiatives Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers

I'd now like to focus on healthcare...

- Other than COVID-19, what are the most pressing challenges related to healthcare in your community?

NOTE TO MODERATOR: IF PARTICIPANTS SAY MENTAL HEALTH, ACKNOWLEDGE AND LET THEM KNOW WE WILL BE HAVING A MORE IN-DEPTH DISCUSSION ON MENTAL HEALTH CARE SHORTLY (I.E., AT THIS POINT, JUST WANT A QUICK RUN DOWN OF TOP ISSUES)

- In general, how do you feel about the quality and availability of healthcare in your area?
 - In general, do you think the healthcare system in your area is in need of major changes, minor changes, or few to no changes?
- Have you heard of anything the federal government has done recently related to healthcare?
- Thinking about mental health more specifically, what are the most pressing challenges related to this in your community?
- Do you feel there is a need for governments to focus on improving mental health care in Canada?
- Have you heard of anything the federal government has done recently to improve mental health care in Canada?
 - Has anyone read, seen, or heard anything about Wellness Together Canada?

I'm going to show you an example of an initiative the Government of Canada has contributed funding to...

SHOW ON SCREEN:

Wellness Together Canada (WTC) is an online portal that provides free on-demand 24/7 access to a large network of mental health resources, including one-on-one sessions with a counsellor, mental health and substance use support resources, and participation in a community of support.

PocketWell, a companion app to WTC, allows people to use their mobile device to complete self-assessments and access resources, track their mood day-to-day, and set reminder notifications for the self-assessment and Mood Meter.

- What are your initial thoughts on this?

Here's an example of another initiative:

SHOW ON SCREEN:

Talk Suicide Canada operates a national 1-800 suicide prevention line funded by the Government of Canada.

The federal government is also working to establish a three-digit (988) suicide prevention and mental health crisis line, which will launch by November 30, 2023. Once fully implemented, 988 will provide a single and immediate access point to 24/7 suicide prevention and mental health crisis support in English and French to anyone, anywhere in Canada.

- What are your initial thoughts on this?

Finally, one more initiative...

SHOW ON SCREEN:

The federal government is helping to develop **national mental health service standards**, in collaboration with provinces and territories, health organizations, and key stakeholders. Currently, research is being done to inform the development of these standards, specifically on the improvement of service delivery, care, and health outcomes.

- What are your initial thoughts on this?
- How do you feel about the idea of national standards?

- What types of issues do you encounter in your work that you hope they address by establishing national mental health service standards?
- Now that I've provided a couple of examples of Government of Canada initiatives, are you aware of anything else it is doing to improve mental health in Canada?
 - What else should the Government of Canada do?
 - And what should the Government of Canada do to support mental health workers specifically?

First Responders' Mental Health Greater Toronto and Hamilton Area First Responders

Now, we're going to switch gears and talk about mental health.

- As a first responder, how would you describe the mental health of people in your profession?
 - Over time, would you say it is getting better or worse?
- What are the signs or symptoms of someone affected by mental health challenges?
- When you are going through a difficult time, who or what do you turn to for support? (e.g., a friend, family member, meditation, alcohol, exercise, etc.)
 - What are some of your coping strategies to deal with mental health challenges?
- Are any of you familiar with any mental health support resources provided by the Government of Canada?
 - IF NOT MENTIONED: Have you heard of Wellness Together Canada?
 - IF YES: Have you visited the website or accessed any of the services? If not, why not?
- Is the Government of Canada a valid source for resources and tools on mental health and wellness?
- If you were to experience a mental health challenge, would you be more likely to seek information and tips online? Through organizations? Helplines? Social media?
- If you were to hear an advertisement on information about mental health and wellness, who should be delivering these types of messages?
 - Does it make a difference who delivers the message?

- Should it be coming from someone you trust? Who would that be? Is there anyone who should not deliver this type of message?
- Do you find it helpful to hear other people's mental health challenges and journeys? How can they be helpful?

HEALTHCARE PRIORITIES AREAS (40 minutes) Mid-size and Major Centres Manitoba Mental Healthcare Workers

I'd like to shift towards general healthcare priorities...

- Has anyone heard about any announcements made by the Government of Canada related to what areas of healthcare it is prioritizing?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
 - (2) increasing access to family health services;
 - (3) improving long term care and home care;
 - (4) addressing mental health and substance use; and
 - (5) modernizing health data management and virtual care.
- What are your initial reactions when you see this priority list?
 - Are there any priorities listed that you think are particularly important?
 - Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?
- NOTE TO MODERATOR: FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW*
- How would you expect the Government of Canada to address this priority? (PROBE FOR: Policies, investments, etc.)
 - Do you have any questions about this priority? Do you have any questions about what the Government of Canada plans to do to address this priority?
 - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?

DIRECTION OF THE COUNTRY (5-20 minutes) Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs, Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12, Greater Toronto and Hamilton Area First Responders

- In a general sense, by raise of hands, do you think that the country is going in the right or wrong direction? (NOTE: ALLOW PARTICIPANTS TO NOT RAISE HANDS FOR EITHER OPTION)
 - (NOTE TO MODERATOR: This is a quick go around to get their thoughts. As necessary, you can let participants know that we will get into more details on how the government of Canada is doing specifically shortly)
 - Bas-Saint-Laurent Region Quebec, Atlantic Canada Prospective Homebuyers, Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12, Greater Toronto and Hamilton Area First Responders ASK FOR EACH: Very briefly, why do you feel the country is going in the [right/wrong] direction?
 - Mid-size and Major Centres Quebec Millennials, Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12 In the next few years, what do you hope your life will look like? Would it be similar to or different from today?
 - Mid-size and Major Centres Quebec Millennials What about in 10 years?
 - Mid-size and Major Centres Quebec Millennials What about Canada as a country, what do you hope the country will look like in a few years?
 - What about in 10 years?
 - How would it compare to the country we have today? Would it be similar, or different?

BORDER CROSSING (15 minutes) Ontario-U.S. Border Cities Working Two Jobs

Now, we're going to talk a little bit about border crossing...

- By show of hands, who is aware of the ArriveCAN app?
 - IF YES: What do you know about it?
 - Have you seen, read, or heard anything about it recently?

CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN:

The ArriveCAN app is used by travellers returning to Canada. Launched in 2020, travellers were required to upload their contact information, travel information and a quarantine plan to the ArriveCAN app. Once the quarantine requirement was removed, the app was used for travellers' uploaded vaccination documentation. Although it is no longer mandatory to use the app for

travellers entering Canada, they can still use the app to fill out a Canada Border Services Agency (CBSA) declaration form ahead of their arrival at customs.

- What are your impressions of the name used for the app “ArriveCAN”?
 - Is it an appropriate name for this application? Why?
- Next time you travel internationally, how likely would you be to use it to submit a CBSA declaration form? Why?
- Do you think using the ArriveCAN app could save you time at the airport? If you knew that it would, would you be more inclined to use it?

ECONOMIC TERMINOLOGY (25 minutes) Bas-Saint-Laurent Region Quebec

Shifting topics...

I’m going to show you some terms and get your thoughts.

SHOW ON SCREEN:

An economy which benefits all Canadians.

An economy focused on the welfare of Canadians.

An economy that is working for all Canadians.

An economy that delivers for all Canadians.

An economy that is doing the job for all Canadians.

An economy which provides results for all Canadians.

An economy which includes all Canadians.

- Do these all mean the same thing, or do you see differences between any of them?

POLL: Now I’d like you to choose which one you prefer (respondents to select one only):

An economy which benefits all Canadians.

An economy focused on the welfare of Canadians.

An economy that is working for all Canadians.

An economy that delivers for all Canadians.

An economy that is doing the job for all Canadians.

An economy which provides results for all Canadians.

An economy which includes all Canadians.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

Now I'm going to show you a couple of other statements...

SHOW ON SCREEN:

We continue our work so that all Canadians can benefit from the economy.

We continue our work so that all Canadians can be at the centre.

- If the Government of Canada had this kind of messaging, would it make sense to you?
- Is it appropriate for the Government of Canada to have this kind of messaging?

POLL: Now I'd like you to choose which one you prefer:

We continue our work so that all Canadians can benefit from the economy.

We continue our work so that all Canadians can be at the centre.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

HOUSING (20 minutes) Atlantic Canada Prospective Homebuyers

- When it comes to home ownership, would you say you generally have a positive or negative outlook? Why?
- Have you heard anything about the Government of Canada's plan on housing?

POLL: Here is a set of initiatives by the Government of Canada on housing affordability. Please select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Housing Affordability

- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
- Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
- A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges.

- Expanding the First Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility and making it easier for single Canadians to access.
- An additional \$200 million to increase rent-to-own housing options.
- A \$562 million investment over two years in funding organizations addressing homelessness, plus \$62 million specifically to address homelessness among veterans.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is another set of initiatives. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
 - Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
 - A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
 - New taxation rules to deter house flipping.
 - Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).
- Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

NOTE TO MODERATOR: If participants ask why the Government of Canada is not building new homes, inform them that such measures exist but are outside of the scope of this discussion. Here is a list of measures for reference:

Building New Homes

- *A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes.*
- *Repurposing existing infrastructure budgets to prioritize the construction of additional new homes.*
- *Providing \$750 million in new public transit funding to municipalities that commit their own money to building new housing.*
- *An additional \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.*
- *An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.*
- *An additional \$216 million to incentivize developers to build new rental units that charge less than the average rent in the areas they are built in.*
- *An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.*
- *An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.*

CHILD CARE (20 minutes) Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12

I'd now like to talk about child care...

- What is the biggest challenge with child care in British Columbia?
- Do any of you have kids in child care or are any of you in the process of making child care arrangements? (SHOW OF HANDS)
 - How much does it cost you/do you anticipate it will cost you?
 - How easy or difficult is it to find and secure a spot?
- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada and child care?
 - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard about any agreements between the Government of Canada and individual provinces and territories?

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has reached agreements with provinces and territories to make child care services more affordable.

- When it comes to making child care services more affordable and accessible, do you have a sense of what that specifically could mean for you and your family? PROMPT FOR: Reduced fees, more spaces/making it easier to find spaces, etc.
 - IF CAN PROVIDE AN ANSWER: When do you expect to see some of these changes take place? Have you noticed any already?

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada's plan is to lower the cost of child care to an average of \$10/day and create 250,000 child care spaces across Canada by 2025-2026. In British Columbia, the plan is for average parent fees for regulated and funded child care for children under 5 to be reduced by 50% by December 2022.

- What is your reaction to this plan?
 - What impact do you think this plan will have on your family?
- When you think of various policies the Government of Canada could implement to reduce the cost of living, do you think investing to lower the cost of child care is an important one? Why/why not?

CANADA CHILD BENEFIT (15 minutes) Interior B.C. Low-Income Parents of Children under 12

I'd now like to talk more broadly about services and programs for parents...

- What policies, programs, services, or benefits, if any, has the Government of Canada put in place that support parents?
 - Has anyone heard of the Canada Child Benefit?
 - Do you receive the Canada Child Benefit, or have you received it in the past?

FOR THOSE WHO HAVE NOT HEARD OF THE CANADA CHILD BENEFIT, CLARIFY: For those who have not heard about the Canada Child Benefit (CCB), it is a tax-free monthly payment made to eligible families to help with the cost of raising children under 18 years of age. Payments are calculated based on their family net income from the previous year.

- What, if anything, do you like about the Canada Child Benefit?
- What, if anything, do you not like about the Canada Child Benefit?
- For those who get the Canada Child Benefit, how do you use that money?

- How big of an impact, if at all, does the Canada Child Benefit have on your family's cost of living?
- What more could the Government of Canada do to help support parents and families?

COMMUNITY CHALLENGES (45 minutes) Greater Toronto and Hamilton Area First Responders

I'd now like to shift our attention to community issues more broadly.

- What are the main issues affecting your community?
- Do you think the Government of Canada is focusing about the right amount of attention to these issues, not enough or too much? What makes you say that?
- Has the Government of Canada done anything well with respect to these issues specific to your community?
 - What can they improve on?
- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?

Concern 1: Safety

- Is safety an area of concern for your community? What makes you say that?
- How would you describe the level of gun crime in Canada?
- Based on what you may have read, seen, or heard, would you say that gun violence has been increasing, decreasing, or staying the same in Canada? What about in your community?
 - IF GOING UP: Why do you think it has been going up?
 - IF GOING DOWN: Why do you think it has been going down?
- What's behind gun crime? What are some of its causes?
- Has the Government of Canada ever done anything to address gun crime? Are they doing anything now?

- Has anyone heard about proposed new firearm legislation?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has tabled new firearm-control legislation. The proposed legislation includes the following:

- **Implementing a national freeze on handguns** to prevent individuals from bringing newly-acquired handguns into Canada and from buying, selling, and transferring handguns within the country.
- **Taking away the firearms licenses** of those involved in acts of domestic violence or criminal harassment, such as stalking.
- **Fighting gun smuggling and trafficking** by increasing criminal penalties, providing more tools for law enforcement to investigate firearms crimes, and strengthening border security measures.
- **Addressing intimate partner violence, gender-based violence, and self-harm involving firearms** by creating a new “red flag” law that would enable courts to require that individuals considered a danger to themselves or others surrender their firearms to law enforcement, while protecting the safety of the individual applying to the red flag process, including by protecting their identity. In addition, the Government of Canada will invest \$6.6 million to help raise awareness of the new law and provide supports to vulnerable and marginalized groups to navigate the provisions.
- **Requiring magazines for long guns to be changed** so they can't carry any more than five rounds; sales of larger magazines would be banned.

I'd like to go through each of these measures, starting with the proposed national freeze on handguns:

MODERATOR TO GO THROUGH AND ASK FOR EACH MEASURE:

- What's your reaction to this measure?
- Is there anything you like about it?
- Is there anything you dislike about it?

Concern 2: Healthcare

- Is healthcare an area of concern for your community? What makes you say that?

- Overall, how would you rate the quality of Canada's health care system? What makes you say that?
- And how would you rate access to health care services in your community? What makes you say that?

Thinking now specifically about healthcare priorities...

- What are the biggest challenges facing healthcare in your area?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
 - (2) increasing access to family health services;
 - (3) improving long term care and home care;
 - (4) addressing mental health and substance use; and
 - (5) modernizing health data management and virtual care.
- What are your initial reactions when you see this priority list?
 - Are there any priorities listed that you think are particularly important?
 - Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?

ENERGY ISSUES (40 minutes) Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs

- Are you aware of what sources of energy are used for home heating and electricity in your area? If so, what are they?
 - What are your general impressions of these energy sources?
 - Do you consider them reliable?
 - Are they safe?
 - Are they environmentally friendly?

- Are your energy bills affordable?
- Compared to the issues you named as the most important ones facing your territory, how does energy compare? On a scale of importance, is it more important, just as important, not quite as important, or not very important to you?
- How concerned are you, if at all, about the impacts of the energy sources currently used in your community on the environment? Why?
 - How important to you is it, if at all, that Canada try to reduce the amount of greenhouse gas involved in producing electricity?
- What first comes to mind when you hear the term “nuclear energy”? What are your impressions of nuclear as an energy source?

MODERATOR TO READ: Now bear with me, we’re going to get a bit technical for a moment. As a refresher, nuclear energy is the energy in the nucleus, or core, of an atom. Atoms are tiny units that make up all matter in the universe, and energy is what holds the nucleus together. There is a huge amount of energy in an atom's dense nucleus. By splitting atoms apart (this is called nuclear fission) nuclear energy can be used to generate electricity. Nuclear energy does not emit greenhouse gases and has accounted for 15% of the country's total electric energy generation in Canada in 2018.

- Do you think Canada should increase the use of nuclear energy? Why or why not?
- How would you feel about your community relying on nuclear energy to generate electricity?
 - PROBE FOR: Perceptions of reliability, cost, environmental impact, safety.
- Has anyone ever heard of Small Modular Reactors, or SMRs?
 - If yes, what are your impressions? What do you know about them?

SHOW ON SCREEN:

Small modular reactors (SMRs) are advanced nuclear reactors that have a power capacity of up to 300 MW(e) per unit, which is about one-third of the generating capacity of traditional nuclear power reactors. SMRs, which can produce a large amount of low-carbon electricity, are:

- Small – physically a fraction of the size of a conventional nuclear power reactor.
- Modular – making it possible for systems and components to be factory-assembled and transported as a unit to a location for installation.

- Reactors – harnessing nuclear fission to generate heat to produce energy.
- What are your impressions of SMRs based on this description? Are they positive, negative, or neutral? Why?
- Do you think this technology is something that could be helpful in your community? Why/why not?
- What other questions, if any, do you have about SMRs?

CLIMATE CHANGE IMPACTS & ADAPTATION (30 minutes) Northwest Territories and Nunavut
Concerned About Rising Energy Costs

- Would you say climate change is currently having a major, minor or no impact on your community?
 - IF YES: What have you noticed? Have these changes impacted your daily life?
- In the future, do you think climate change will have a major, minor or no impact on your community?
 - IF YES: What impacts are you most concerned about? (PROBE FOR: Impacts on housing, economy, health)
- Is your community prepared to deal with the impacts of climate change? What about your household?
 - What have you or your community done to prepare?
- What would you like to see your community do to prepare for the impacts of climate change that has not been done yet?
- Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?
 - Have you heard of anything the federal government is doing in relation to this?
 - What would you want them to do?

NORTHERN HOUSING (20 minutes) Northwest Territories and Nunavut Concerned About Rising Energy Costs

- What is the housing situation like where you live?
 - What are the biggest challenges in housing? (PROMPT AS NECESSARY: Affordability, quality, supply)
- Have there been any changes in the housing situation over the past several years?
- Who is responsible for housing? (PROBE FOR: Municipal governments? Territorial? Federal?)
- Are you aware of anything the Government of Canada has done to help with the housing situation in the Northwest Territories or Nunavut?
 - IF YES: What has the Government of Canada done?
- What would you like to see the Government of Canada do to help the housing situation?

CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Greater Toronto and Hamilton Area First Responders Before we leave, I'm going to provide the number for the Wellness Together Canada phone counselling hotline. We have also linked the Wellness Together Canada website/support portal.

Greater Toronto and Hamilton Area First Responders **SHOW ON SCREEN OR INCLUDE IN CHAT LINE:**
Wellness Together Canada phone counselling hotline (available 24/7): 1-866-585-0445
Link to Wellness Together Canada support portal: <https://www.wellnesstogether.ca/en-CA>

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — OCTOBRE 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton** Pour les besoins de cette discussion, nous allons parler de ce qui se passe dans vos collectivités respectives, et de l'impact que cela a sur votre rôle en tant que premiers répondants; mais nous allons commencer par des questions générales.
- **Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton** Veuillez noter qu'à la fin de la discussion, nous allons vous faire part de certaines ressources, au cas où vous en auriez besoin ou seriez intéressés à les découvrir.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Ville de Toronto, travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver, travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l'intérieur de la C.-B., personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (5-20 minutes) Tous les lieux

- À votre avis, que fait de bien le gouvernement fédéral ? [Pourquoi dites-vous cela ?]

- Selon vous, sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer ? [Pourquoi dites-vous cela ?]
- Ville de Toronto, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec Votre opinion du gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ? Pourquoi ?
- Ville de Toronto, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver, travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba, personnes ayant deux emplois de villes frontalières Ontario-États-Unis, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l'intérieur de la C.-B., premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton, personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut [Selon vous, /Afin de mieux soutenir la classe moyenne], quels sont les principaux enjeux dont le gouvernement fédéral devrait en faire une priorité ?
 - Travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba *NOTE AU MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANT[E]S MENTIONNENT LES SOINS DE SANTÉ/LA SANTÉ MENTALE, LEUR INDIQUER QUE C'EST NOTÉ ET QUE NOUS AURONS UNE DISCUSSION PLUS APPROFONDIE SUR LES SOINS DE SANTÉ SOUS PEU (C.-À-D. QUE POUR LE MOMENT, NOUS SOUHAITONS SEULEMENT OBTENIR UN RAPIDE APERÇU DES PRINCIPAUX ENJEUX)*
 - Personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique *SI L'ON SOULÈVE LA QUESTION DU LOGEMENT : Quelles sont les implications de la hausse des taux d'intérêt sur les personnes susceptibles d'acheter un logement ?*
- Ville de Toronto, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?
- Ville de Toronto, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec,

personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?

Enjeux de la classe moyenne Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec

- Vous considérez-vous comme faisant partie de la classe moyenne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- À votre avis, pensez-vous que le gouvernement fédéral fait du bon travail pour ce qui est de soutenir la classe moyenne ? Pourquoi dites-vous cela ?
- À votre avis, le soutien de la classe moyenne par le gouvernement fédéral s'est-il amélioré ou détérioré au fil du temps ? Pourquoi ?
- Êtes-vous au courant de quelconque travail que le gouvernement fédéral prévoit de faire sur ces dossiers ?

Le changement climatique Personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'environnement et le changement climatique ? Où se classe l'environnement et le changement climatique parmi les principales priorités ? Pourquoi ?
- Dans le contexte plus large de l'environnement et du changement climatique, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? Ou encore, quels sont les aspects spécifiques qui, selon vous, sont les plus importants ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il en matière d'environnement et de changement climatique ?
 - Le gouvernement fédéral en fait-il assez ?
 - SI NON : Que pourrait faire le gouvernement fédéral ?
- La gestion des questions liées à l'environnement et au changement climatique par le gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ?

Enjeux du Nord Personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- DEMANDER : Qu'en est-il des principaux enjeux dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité ?
- Êtes-vous au courant de tout autre travail que le gouvernement du Canada a fait, ou prévoit de faire, pour aider les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- Pour ce qui est d'écouter et de traiter des enjeux de la population des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les gens des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ?

MESURES POUR RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE (25-35 minutes) Ville de Toronto, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, personnes ayant deux emplois de villes frontalières Ontario–États-Unis, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d'enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l'intérieur de la C.-B.

Maintenant, nous allons parler un peu du coût de la vie...

Je vais vous montrer une liste de mesures actuelles que le gouvernement du Canada offre ou prévoit d'offrir pour s'attaquer au coût de la vie.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **10 % d'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) :** Augmenter de 10 % la pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus, ce qui pourrait se traduire par des prestations supplémentaires de plus de 800 \$ aux pensionnés touchant la prestation intégrale.
- **Des services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables :** Travailler avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes des services universels d'apprentissage et de garde des jeunes enfants [pour 10 \$ par jour]. [Millénariaux de centres de

taille moyenne et grande du Québec En ce qui concerne spécifiquement le Québec, les gouvernements du Québec et du Canada ont annoncé un transfert de fonds fédéraux qui servira au renforcement du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance du Québec et à l'amélioration des conditions de travail des éducatrices et éducateurs.]

- **Des prestations qui sont indexées en fonction de l'inflation** : Des prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti sont toutes indexées de manière à augmenter selon la hausse du coût de la vie.
- **Soins dentaires** : Fournir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer cette année par les enfants de moins de 12 ans.
- **Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois** : Doubler le crédit d'impôt trimestriel pour la TPS, de sorte que les Canadiens célibataires recevront jusqu'à 234 \$ supplémentaires et les couples avec enfants pourront compter sur 467 \$ de plus.
- **Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs** : Un crédit d'impôt remboursable qui permet aux travailleurs à faible revenu de récupérer jusqu'à 1 395 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 2 400 \$ pour les familles.
- **Aider les Canadiens à payer leur loyer** : Un paiement unique de 500 \$ libre d'impôt aux Canadiens admissibles qui ont de la difficulté à payer leur loyer.
- Quelle est votre première réaction à cette série de mesures ?

SONDAGE : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez celles qui vous semblent les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- 10 % d'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV)
- Des services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables
- Des prestations qui sont indexées en fonction de l'inflation
- Soins dentaires
- Doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois
- Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs
- Aider les Canadiens à payer leur loyer

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Parmi ces mesures est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?

- **Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec** Auraient-elles un impact sur la classe moyenne canadienne, globalement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Selon vous, qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre, le cas échéant, pour s'attaquer au coût de la vie ?

L'EMPLOI (25 minutes) Ville de Toronto, travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver, personnes ayant deux emplois de villes frontalières Ontario–États-Unis

Parlons de l'économie.

- Si vous pensez aux diverses priorités que vous avez mentionnées [en début de discussion], où se situe l'économie parmi les priorités les plus importantes ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Quel est l'aspect, spécifique de l'économie, qui vous préoccupe le plus ? Quel est, selon vous, l'enjeu économique le plus urgent ?
 - SI CELA N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'emploi ? Où se situe l'emploi par rapport à l'enjeu économique que vous venez d'identifier comme étant le plus important ?
- Le gouvernement du Canada fait-il quelque chose pour créer des emplois ? Que fait-il ?
- En ce qui concerne la création d'emplois, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?

Maintenant, je vais vous montrer une liste de termes liés à l'emploi. Nous allons les passer en revue pour savoir ce que ces termes signifient pour vous.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Des emplois propres

Des emplois justes

De bons emplois

Des emplois verts

Des emplois d'avenir

Des emplois durables

DEMANDER POUR CHACUN :

- Que signifie ce terme pour vous ?
- Pouvez-vous me donner un exemple d'un [TYPE D'EMPLOI] ?
- Quel type de travailleuse ou de travailleur occuperait cet emploi ?
- En ce qui concerne la création d'emplois, quels types d'emplois le gouvernement fédéral devrait-il promouvoir ?
- **Travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta, personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver** Selon vous, quels sont les principaux enjeux dont le gouvernement fédéral devrait en faire une priorité ?
- **Travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta** POUR « VERTS » ET « PROPRES » SEULEMENT : Y a-t-il des types d'emplois que vous ne considéreriez pas comme étant verts ou comme étant propres ?
 - Est-ce une bonne chose ou une mauvaise chose de différencier les emplois verts ou propres des autres types d'emplois ?

CONNECTIVITÉ INTERNET (10-15 minutes) **Ville de Toronto, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec**

Je voudrais maintenant parler d'Internet.

- Comment évaluez-vous la qualité du service Internet auquel vous avez accès ? (SONDER : Rapide, lent, fiable, peu fiable, etc.)
 - POUR TOUTE ÉVALUATION NÉGATIVE : La qualité d'Internet a-t-elle déjà eu un impact sur votre quotidien ? De quelle manière ?
- Combien d'entre vous sont les principaux décideurs en ce qui concerne le choix d'un fournisseur Internet pour votre ménage ?

- Lorsque vous êtes à la recherche d'un fournisseur Internet, avez-vous l'impression qu'il y a beaucoup d'options parmi lesquelles choisir ? Ou avez-vous plutôt l'impression que le choix est limité ?
- **Région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec**
Quels critères sont les plus importants pour vous lorsque vous êtes à la recherche d'un fournisseur Internet ? Par exemple, choisissez-vous généralement le fournisseur le plus abordable ou celui qui offre un meilleur service ?
 - QUESTION COMPLÉMENTAIRE : Comment tenez-vous compte des plus petits fournisseurs Internet dans votre prise de décision (c.-à-d. en fonction du coût ou du service, etc.) ?
 - Sont-ils aussi compétitifs que les autres fournisseurs bien connus [(p. ex., Bell, Videotron)/(Bell, Rogers)] ?
- Selon vous, le service Internet est-il offert à un prix juste ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Le gouvernement du Canada devrait-il avoir des programmes pour soutenir l'accès à Internet haute vitesse pour toute la population canadienne ? Pourquoi êtes-vous de cet avis ?

Programmes du gouvernement fédéral — Accès à l'Internet Région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec

Le gouvernement du Canada a des programmes qui soutiennent l'accès à l'Internet haute vitesse pour toute la population canadienne, surtout dans les collectivités rurales et éloignées.

- Est-ce que quelqu'un peut nommer un ou plusieurs de ces programmes ? Est-ce que quelqu'un a utilisé un ou plusieurs de ces programmes ? Était-ce une bonne ou une mauvaise expérience ?

NOTE AU MODÉRATEUR — LES NOMS DES PROGRAMMES : Fonds pour la large bande universelle, Fonds pour la large bande du CRTC, Banque de l'infrastructure du Canada, Entente relative à la capacité — satellites en orbite terrestre basse (LEO), Brancher pour innover, Fonds d'infrastructure des Premières Nations, Programme Investir dans le Canada — Volet Infrastructure collectivités rurales et nordiques.

LE TOURISME (15 minutes) Ville de Toronto, personnes ayant deux emplois de villes frontalières Ontario–États-Unis, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d’acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec

Nous allons maintenant parler brièvement de tourisme...

- Quelle est l’importance, le cas échéant, du tourisme [à Toronto/dans votre région] ?
- Au cours de l’été, avez-vous remarqué de quelconques changements en ce qui a trait au tourisme [à Toronto/dans votre région] ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, y a-t-il eu plus ou moins de touristes cet été ? De nouvelles entreprises touristiques ? Des fermetures d’entreprises touristiques ?
 - SI OUI : Quel impact cela a-t-il eu sur l’industrie du tourisme ?
- Y a-t-il une pénurie de main-d’œuvre qui touche les emplois dans le secteur des services [à Toronto/dans votre région] ? (DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, dans le commerce de détail, le transport ou les services de restauration.)
 - Comment le savez-vous ?
 - Selon vous, cela a-t-il eu un impact sur l’industrie du tourisme ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Cela a-t-il eu un impact sur vous personnellement ?
- Quelles mesures le gouvernement du Canada pourrait-il prendre, le cas échéant, pour réduire les pénuries de main-d’œuvre dans l’industrie des services ?
- De quelle autre façon, le cas échéant, le gouvernement du Canada peut-il soutenir l’industrie du tourisme [à Toronto/dans votre région] ?

AGRICULTURE/ENGRAIS (30 minutes) Travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l’Alberta

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de ce que le gouvernement du Canada fait en lien avec le secteur agricole ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux engrais ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ? Comment ou où en avez-vous entendu parler ?

- Au cours des 15 dernières années environ, diriez-vous que l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes a augmenté, est demeurée la même ou a diminué ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pensez-vous qu'une utilisation accrue d'engrais entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) ?
 - SI OUI : Est-ce une préoccupation, ou pensez-vous que cela n'a qu'un faible impact sur l'ensemble des GES produits au Canada ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada élabore actuellement une approche qui vise à réduire les émissions en agriculture au Canada. Les mesures pour y parvenir seront axées sur la réduction des émissions attribuables à l'engrais azoté avec pour cible une réduction de 30 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2020).

La cible de réduction des émissions du Canada **ne constitue pas une réduction obligatoire** de l'utilisation d'engrais, mais plutôt une **réduction volontaire des émissions attribuables aux engrais**. L'objectif est de maximiser l'efficacité, optimiser l'utilisation des engrais, favoriser l'innovation, et de collaborer avec le secteur agricole, les partenaires et les parties prenantes en vue de déceler les possibilités qui nous permettront d'atteindre cette cible tout en maintenant ou en augmentant les rendements.

- [POUR LES PERSONNES QUI SONT DÉJÀ AU COURANT] Y a-t-il quelque chose dans la description de la politique qui constitue une nouvelle information pour vous ? [Sonder spécifiquement sur l'aspect « réduction volontaire »]
- Êtes-vous favorable ou vous opposez-vous à ce que le gouvernement du Canada réduise les émissions d'engrais ? Pourquoi ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le changement climatique, le cas échéant ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur les agriculteurs, le cas échéant ?
- Pensez-vous que le Canada devrait travailler dans le sens de réduire les émissions d'engrais, ou non ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Y a-t-il des raisons pour lesquelles il ne faudrait pas le faire ?

- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il intervenir pour s'assurer que le secteur de l'agriculture réduit ses émissions ou pensez-vous que le secteur le fera de lui-même, sans l'intervention du gouvernement fédéral ?
- Pensez-vous qu'une réduction de 30 % d'ici 2030 est trop ambitieuse, est réalisable ou n'est pas assez ambitieuse ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER (20 minutes) Travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadien(ne)s de la classe moyenne de la ville de Québec, personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver, région québécoise du Bas-Saint-Laurent

Passons à un autre sujet...

- Avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose sur ce que fait le gouvernement du Canada relativement au secteur pétrolier et gazier ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à plafonner les émissions dans le secteur pétrolier et gazier ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Comment ou où en avez-vous entendu parler ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire la pollution générée au Canada qui cause le changement climatique. Pour aider à atteindre cet objectif, le secteur pétrolier et gazier sera tenu de plafonner et de réduire la pollution qu'il crée.

Cela signifie qu'au cours des prochaines années, les entreprises pétrolières et gazières devront réduire la quantité d'émissions générées par leurs activités industrielles. Le plafond s'appliquera à la pollution créée par leurs activités industrielles, et non pas à la quantité de pétrole et de gaz qu'elles vendent. En d'autres termes, les entreprises pourront continuer de produire les quantités de pétrole et de gaz qu'elles souhaitent, à condition de le faire de manière de plus en plus propre.

Des consultations sont en cours sur la meilleure façon de concevoir un système national pour atteindre cet objectif.

- Êtes-vous favorable ou vous opposez-vous à ce que le gouvernement du Canada plafonne les émissions du secteur pétrolier et gazier ? Pourquoi ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le changement climatique, le cas échéant ?

- DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le prix de l'essence, le cas échéant ?
- DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de la situation en Ukraine — selon vous, cela devrait-il être pris en compte dans la décision du gouvernement du Canada de plafonner les émissions dans le secteur pétrolier et gazier ou pensez-vous que le Canada est plutôt épargné sur le plan énergétique par ce qui se passe là-bas ?
- Pensez-vous que le Canada devrait travailler dans le sens de faire réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, ou non ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Y a-t-il des raisons pour lesquelles il ne faudrait pas le faire ?
- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il intervenir pour s'assurer que le secteur pétrolier et gazier réduit ses émissions ou pensez-vous que le secteur le fera de lui-même, sans l'intervention du gouvernement fédéral ?
- Y a-t-il des circonstances dans lesquelles vous pensez que ce serait une bonne idée d'augmenter la production de pétrole et de gaz ?

PLANIFICATION DE LA RETRAITE (15 minutes) Travailleur(-euse)s du secteur agricole du sud de l'Alberta

Passons à un autre sujet...

- Dans quelle mesure la planification de la retraite est-elle une priorité, le cas échéant, dans votre vie quotidienne ? Que faites-vous, le cas échéant, pour préparer votre retraite ? Comment vous sentez-vous lorsque vous pensez à votre future retraite ?
- Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite ?
 - SI CELA A UN IMPACT : Où le remarquez-vous le plus ?
- Quelle est l'importance, le cas échéant, des programmes gouvernementaux comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans vos plans de retraite ?
- Pensez-vous que des programmes comme le RPC, la SV et le SRG vous aideront à vivre confortablement à la retraite ?

- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour apporter un soutien aux personnes qui planifient leur retraite ?

CHANGEMENT CLIMATIQUE (30 minutes) Personnes qui ressentent de l'anxiété liée au climat de l'île de Vancouver

Maintenant, nous allons parler un peu de changement climatique...

- Quelle est votre première réaction lorsque vous entendez le terme « changement climatique » ? Qu'est-ce que cela vous fait ressentir ?
- Avez-vous entendu quelque chose sur ce que le gouvernement du Canada fait pour lutter contre le changement climatique ?

Je vais vous montrer une liste contenant certaines des mesures que le gouvernement du Canada prend ou prévoit de prendre pour lutter contre le changement climatique.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Un prix minimal sur la pollution par le carbone.** Chaque province et territoire a la souplesse voulue pour mettre en place un système qui convient à sa situation, pour autant qu'il réponde aux critères nationaux de « référence ».
- **Atteindre ou surpasser les cibles de l'Accord de Paris d'ici 2030.** Les mesures clés comprennent :
 - Cibles de réductions des émissions de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 ;
 - Conserver 30 % des terres et des aires maritimes au Canada d'ici 2030 ;
 - Aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à protéger la biodiversité (*par exemple, collaborer avec des partenaires au Chili, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, afin de faire progresser les travaux pour réduire les émissions de méthane provenant du secteur des déchets solides*) ;
 - Codiriger (avec le Royaume-Uni) une initiative visant l'élimination progressive de la production d'électricité à partir du charbon.
- **Plan de réduction des émissions pour 2030.** Les mesures clés comprennent :
 - Faire en sorte que 100 pour cent des véhicules légers neufs vendus seront des véhicules zéro émission d'ici 2035 ;
 - Mettre en œuvre un plafond sur les émissions du secteur pétrolier et gazier ;
 - Augmenter la production et l'offre d'électricité renouvelable et propre dans tout le Canada.

- **Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone.** Soutient les entreprises, les communautés autochtones, les universités, les écoles et les hôpitaux ainsi que les villes qui ont d'excellentes idées pour lutter contre le changement climatique (*par exemple, un investissement de 10 millions de dollars à Toronto dans le système de refroidissement par eau puisée en profondeur d'Enwave, qui utilise les eaux froides du lac pour climatiser les immeubles du centre-ville de Toronto*).
- **Stratégie nationale d'adaptation.** Travailler avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, les peuples autochtones et d'autres partenaires clés pour élaborer une stratégie visant à rendre les collectivités plus sûres et plus résilientes. Cela devrait permettre d'améliorer les résultats en matière de santé, de bâtir et d'entretenir les infrastructures, de protéger l'environnement, de soutenir l'économie et de réduire le risque de catastrophes climatiques.
- Quelles sont vos premières réactions à cette liste de mesures ?

SONDAGE : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez celles qui vous semblent les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- Un prix minimal sur la pollution par le carbone
- Atteindre ou surpasser les cibles de l'Accord de Paris d'ici 2030
- Plan de réduction des émissions pour 2030
- Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (soutient les entreprises, organisations et organismes ayant d'excellentes idées)
- Stratégie nationale d'adaptation (rend les collectivités plus sécuritaires et plus résilientes)

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Quels impacts, le cas échéant, pensez-vous que ces politiques auront sur le changement climatique ?
- Le gouvernement du Canada en fait-il assez pour lutter contre le changement climatique ?
 - SI NON : Que pourrait-il faire d'autre ?

SOINS DE SANTÉ — LA SANTÉ MENTALE (40 minutes) Travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba, premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton

Initiatives du gouvernement fédéral en matière de soins de santé mentale Travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba

J'aimerais maintenant me pencher sur les soins de santé.

- Outre la COVID-19, quels sont les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans votre communauté ?

NOTE AU MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANT[E]S MENTIONNENT LA SANTÉ MENTALE, LEUR INDIQUER QUE C'EST NOTÉ ET QUE NOUS AURONS UNE DISCUSSION PLUS APPROFONDIE SUR LA SANTÉ MENTALE SOUS PEU (C.-À-D. QUE POUR LE MOMENT, NOUS SOUHAITONS SEULEMENT OBTENIR UN RAPIDE APERÇU DES PRINCIPAUX ENJEUX)

- En général, que pensez-vous de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans votre région ?
 - En général, pensez-vous que le système de santé dans votre région nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait récemment en matière de soins de santé ?
- En ce qui concerne plus particulièrement la santé mentale, quels sont les défis les plus pressants à cet égard dans votre collectivité ?
- Pensez-vous qu'il est nécessaire que les gouvernements se penchent sur l'amélioration des soins de santé mentale au Canada ?
- Avez-vous entendu quelque chose que le gouvernement fédéral a fait récemment pour améliorer les soins de santé mentale au Canada ?
 - Est-ce que quelqu'un a lu, vu ou entendu quelque chose à propos d'Espace Mieux-être Canada ?

Je vais vous montrer un exemple d'une initiative à laquelle le gouvernement du Canada a accordé un financement...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Espace Mieux-être Canada (EMC) est un portail en ligne qui offre gratuitement un accès sur demande, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à un vaste réseau de ressources en santé mentale, y compris des séances individuelles avec un(e) conseiller(-ère), des ressources de soutien relatives à la santé mentale et à la consommation de substances, et la possibilité de participer à une communauté de soutien. **Mieux-être**, une application d'accompagnement à EMC, permet aux gens d'utiliser leur appareil mobile pour remplir les auto-évaluations et accéder aux ressources, faire le suivi de leur humeur tous les jours, et configurer des rappels pour les auto-évaluations et l'indicateur d'humeur.

- Quelles sont vos premières réactions à cela ?

Voici un exemple d'une autre initiative :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Parlons suicide Canada exploite une ligne nationale sans frais de prévention du suicide financée par le gouvernement du Canada.

Le gouvernement fédéral travaille également à la mise en place d'une ligne de prévention du suicide et de crise en santé mentale à trois chiffres (988), qui sera lancée d'ici le 30 novembre 2023.

Lorsqu'elle sera pleinement mise en œuvre, la ligne 988 offrira un point d'accès unique et immédiat à la prévention du suicide et au soutien en cas de crise en santé mentale, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en français et en anglais, à toute personne, partout au Canada.

- Quelles sont vos premières réactions à cela ?

Finalement, une autre initiative...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement fédéral contribue à l'élaboration de **normes nationales relatives aux services en matière de santé mentale**, en collaboration avec les provinces et les territoires, des organismes de santé et des intervenants clés. Des recherches visant à guider l'élaboration de ces normes sont en cours, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la prestation des services, des soins et des résultats sur la santé.

- Quelles sont vos premières réactions à cela ?
- Que pensez-vous de l'idée de normes nationales ?

- À quels types d'enjeux êtes-vous confronté(e)s dans le cadre de votre travail et que vous souhaitez voir traités par la mise en place de normes nationales relatives aux services en matière de santé mentale ?
- Maintenant que je vous ai présenté quelques exemples d'initiatives du gouvernement du Canada, savez-vous s'il fait autre chose en vue d'améliorer la santé mentale au Canada ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre ?
 - Et que devrait faire le gouvernement du Canada pour soutenir spécifiquement les travailleuses et les travailleurs en santé mentale ?

La santé mentale des premiers répondants Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton

Maintenant, nous allons passer à un autre sujet et parler de la santé mentale.

- En tant que premier répondant, comment décririez-vous la santé mentale des personnes qui exercent votre profession ?
 - Au fil du temps, diriez-vous que cela s'améliore ou se détériore ?
- Quels sont les signes ou les symptômes d'une personne aux prises avec des défis de santé mentale ?
- Lorsque vous traversez une période difficile, vers qui ou vers quoi vous tournez-vous pour obtenir du soutien ? (p. ex. un(e) ami(e), un membre de la famille, la méditation, l'alcool, l'exercice, etc.)
 - Quelles sont certaines de vos stratégies d'adaptation pour faire face aux défis de santé mentale ?
- Est-ce que quelqu'un parmi vous connaît des ressources de soutien en santé mentale offertes par le gouvernement du Canada ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler d'Espace Mieux-être Canada ?
 - SI OUI : Avez-vous consulté le site Web ou accédé à l'un des services ? Si non, pourquoi pas ?
- Le gouvernement du Canada est-il une source valable pour des ressources et des outils en matière de santé mentale et de mieux-être ?

- Si vous étiez aux prises avec un défi en matière de santé mentale, serait-il plus probable que vous cherchiez de l'information et des conseils en ligne ? Après d'organismes ? Des lignes d'écoute téléphonique ? Les médias sociaux ?
- Si vous deviez entendre une publicité présentant de l'information sur la santé mentale et le bien-être, qui devrait livrer ce type de message ?
 - Qui livre le message fait-il une différence ?
 - Le message devrait-il provenir d'une personne en qui vous avez confiance ? De qui pourrait-il s'agir ? Y a-t-il quelqu'un qui ne devrait pas livrer ce type de message ?
- Trouvez-vous utile d'entendre les défis de santé mentale et le cheminement d'autres personnes ? De quelle façon peuvent-ils être utiles ?

DOMAINES PRIORITAIRES EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (40 minutes) Travailleur(-euse)s en santé mentale de centres de taille moyenne et grande du Manitoba

Je souhaiterais que l'on se tourne vers les priorités en matière de soins de santé d'ordre général...

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'annonces faites par le gouvernement du Canada concernant les domaines de soins de santé auxquels il accorde la priorité ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente ;
 - (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale ;
 - (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile ;
 - (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances ;
 - (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.
- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités ?
 - Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes ?
 - Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste ? Pour quelles raisons ?

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- De quelle manière vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada réponde à cette priorité ? (SONDER POUR : politiques, investissements, etc.)
 - Avez-vous des questions au sujet de cette priorité ? Avez-vous des questions en lien avec ce que le gouvernement du Canada prévoit de faire pour répondre à cette priorité ?
 - Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif ? Aura-t-elle un impact direct sur vous ?

DIRECTION DANS LAQUELLE SE DIRIGE LE PAYS (5-20 minutes) Personnes ayant deux emplois de villes frontalières Ontario–États-Unis, région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d’acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d’enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l’intérieur de la C.-B., premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d’Hamilton

- De manière générale, en levant la main, pensez-vous que le pays se dirige dans la bonne ou dans la mauvaise direction ? (NOTE : PERMETTRE AUX PARTICIPANT[E]S DE NE PAS LEVER LA MAIN POUR L’UNE OU L’AUTRE DES OPTIONS)
 - (NOTE AU MODÉRATEUR : Il s’agit d’un tour de table rapide pour recueillir leurs avis. Au besoin, faire savoir aux participant[e]s que nous allons bientôt examiner plus en détail la performance comme telle du gouvernement du Canada.)
 - Région québécoise du Bas-Saint-Laurent, personnes susceptibles d’acheter un logement du Canada atlantique, millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d’enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l’intérieur de la C.-B., premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d’Hamilton DEMANDER À CHAQUE PERSONNE : Très brièvement, pourquoi estimez-vous que le pays se trouve dans la [bonne/mauvaise] direction ?
 - Millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec, parents d’enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l’intérieur de la C.-B. Dans les quelques prochaines années, à quoi souhaitez-vous que votre vie ressemble ? Serait-elle similaire ou différente de celle que vous avez aujourd’hui ?
 - Millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec Et dans 10 ans ?
 - Millénariaux de centres de taille moyenne et grande du Québec Qu’en est-il du Canada en tant que pays, à quoi souhaitez-vous que le pays ressemble dans quelques années ?
 - Et dans 10 ans ?

- Comment se comparerait-il au pays que nous avons aujourd'hui ? Serait-il similaire ou différent ?

PASSAGE DES FRONTIÈRES (15 minutes) Personnes ayant deux emplois de villes frontalières
Ontario–États-Unis

Maintenant, nous allons parler un peu du passage des frontières...

- À main levée, qui connaît l'application ArriveCAN ?
 - SI OUI : Que savez-vous à son sujet ?
 - Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose à son sujet récemment ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

L'application ArriveCAN est utilisée par les voyageurs qui rentrent au Canada. Lancée en 2020, les voyageurs étaient obligés de télécharger leurs coordonnées, leurs informations de voyage et un plan de quarantaine sur l'application ArriveCAN. Dès la levée de l'exigence de quarantaine, l'application a été utilisée pour les documents de vaccination téléchargés par les voyageurs. Bien que son utilisation ne soit plus obligatoire pour les voyageurs entrant au Canada, il est toujours possible de l'utiliser pour remplir un formulaire de déclaration de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) avant d'arriver à la douane.

- Quelles sont vos impressions du nom utilisé pour l'application « ArriveCAN » ?
 - Le nom est-il approprié pour cette application ? Pourquoi ?
- Lors de votre prochain voyage international, dans quelle mesure est-il probable que vous l'utilisiez pour soumettre un formulaire de déclaration de l'ASFC ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que l'utilisation de l'application ArriveCAN pourrait vous permettre de gagner du temps à l'aéroport ? Si vous saviez que c'était le cas, auriez-vous plus tendance à l'utiliser ?

LA TERMINOLOGIE ÉCONOMIQUE (25 minutes) Région québécoise du Bas-Saint-Laurent

Changeons à nouveau de sujet...

Je vais vous montrer quelques termes et vous demander votre avis.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens.
Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens.
Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens.
Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens.
Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens.
Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.
Une économie qui comprend tous les Canadiens.

- Est-ce que tous ces termes signifient la même chose, ou voyez-vous des différences entre certains d'entre eux ?

SONDAGE : Je voudrais maintenant que vous choisissiez celui que vous préférez (les répondant[e]s doivent n'en choisir qu'un seul) :

Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens.
Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens.
Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens.
Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens.
Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens.
Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.
Une économie qui comprend tous les Canadiens.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

Je vais maintenant vous montrer deux autres énoncés...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie.
On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.

- Si le gouvernement du Canada adoptait ce genre de message, cela aurait-il du sens pour vous ?
- Est-il approprié pour le gouvernement du Canada de communiquer ce genre de message ?

SONDAGE : Je voudrais maintenant que vous choisissiez celui que vous préférez :

On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie.

On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

LOGEMENT (20 minutes) Personnes susceptibles d'acheter un logement du Canada atlantique

- Diriez-vous que les perspectives en matière d'accession à la propriété sont généralement positives ou négatives ? Pourquoi ?
- Avez-vous entendu quelque chose au sujet du plan du gouvernement du Canada en matière de logement ?

SONDAGE : Voici une série d'initiatives du gouvernement du Canada en matière d'abordabilité du logement. Veuillez choisir celles qui, selon vous, auront le plus d'impact positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.

Abordabilité du logement

- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
- Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
- Élargir l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.
- Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.
- Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?

- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici une autre série d'initiatives. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.)

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
 - Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
 - Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
 - De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).
 - Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (*une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession*).
- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Si les participant(e)s demandent pourquoi le gouvernement du Canada ne construit pas de nouvelles maisons, informez-les que de telles mesures existent, mais qu'elles sortent du cadre de cette discussion. Voici une liste de mesures à titre de référence :

Construction de logements neufs

- *Un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.*
- *Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires.*
- *Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements.*

- *Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.*
- *Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.*
- *Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits.*
- *Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation.*
- *Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.*

LA GARDE DE JEUNES ENFANTS (20 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l'intérieur de la C.-B.

Je voudrais maintenant parler de garde de jeunes enfants...

- Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants en Colombie-Britannique ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont des enfants en garderie ou qui se préparent à faire garder leurs enfants ? (À MAIN LEVÉE)
 - Combien cela vous coûte-t-il ou estimez-vous que cela vous coûtera ?
 - Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit par rapport au gouvernement du Canada et la garde des jeunes enfants ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler de quelconques ententes entre le gouvernement du Canada et des provinces et territoires individuels ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec toutes les provinces et territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable.

- Lorsqu'il est question de rendre les services de garde d'enfants plus abordables et accessibles, avez-vous une idée de ce que cela pourrait signifier concrètement pour vous et votre famille ?

SONDER POUR : Réduction des frais, un plus grand nombre de places/faire en sorte qu'il soit plus facile de trouver des places, etc.

- SI L'ON PEUT OFFRIR UNE RÉPONSE : D'ici quand vous attendez-vous à voir certains de ces changements se produire ? En avez-vous déjà constaté ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026. En Colombie-Britannique, le plan prévoit de réduire les frais de garde moyens à la charge des parents pour les services de garde réglementés et subventionnés destinés aux enfants de 0 à 5 ans de 50 % d'ici décembre 2022.

- Quelle est votre réaction à ce plan ?
 - Quel impact, selon vous, ce plan aurait-il sur votre famille ?
- Lorsque vous pensez aux diverses politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour réduire le coût de la vie, pensez-vous qu'investir pour réduire les frais de garde des jeunes enfants en est une qui est importante ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ALLOCATION CANADIENNE POUR ENFANTS (15 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans à faible revenu de l'intérieur de la C.-B.

Je voudrais maintenant parler plus largement des services et programmes destinés aux parents...

- Quels politiques, programmes, services ou prestations, le cas échéant, le gouvernement du Canada a-t-il mis en place pour soutenir les parents ?
 - Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'Allocation canadienne pour enfants ?
 - Recevez-vous l'Allocation canadienne pour enfants, ou l'avez-vous déjà reçue dans le passé ?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT PAS ENTENDU PARLER DE L'ALLOCATION CANADIENNE POUR ENFANTS, CLARIFIER : Pour les personnes qui n'ont pas entendu parler de l'allocation canadienne pour enfants (ACE), il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants de moins de 18 ans. Les versements sont calculés en fonction du revenu familial net de l'année précédente.

- Qu'est-ce qui vous plaît, le cas échéant, de l'Allocation canadienne pour enfants ?

- Qu'est-ce qui vous déplaît, le cas échéant, de l'Allocation canadienne pour enfants ?
- Pour les personnes qui reçoivent l'Allocation canadienne pour enfants, comment utilisez-vous cet argent ?
 - Dans quelle mesure l'Allocation canadienne pour enfants a-t-elle un impact, le cas échéant, sur le coût de la vie de votre famille ?
- Que pourrait faire de plus le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les parents et les familles ?

DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (45 minutes) Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les enjeux relatifs aux collectivités de manière plus générale.

- Quels sont les principaux enjeux qui touchent votre collectivité ?
- En ce qui concerne ces enjeux, pensez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde l'attention qu'ils méritent, pas assez ou trop ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose de bien en ce qui concerne ces enjeux propres à votre collectivité ?
 - Que peut-il améliorer ?
- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?

Préoccupation n° 1 : La sécurité

- La sécurité est-elle un sujet de préoccupation pour votre communauté ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Comment décririez-vous le niveau de crimes commis avec des armes à feu au Canada ?

- D'après ce que vous avez pu lire, voir ou entendre, diriez-vous que la violence armée augmente, diminue ou reste la même au Canada ? Qu'en est-il dans votre collectivité ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a augmenté ?
 - SI ELLE A DIMINUÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a diminué ?
- Qu'est-ce qui se cache derrière les crimes commis avec des armes à feu ? Quelles sont certaines de ses causes ?
- Le gouvernement du Canada a-t-il déjà fait quelque chose pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu ? Fait-il quelque chose maintenant ?
- Y en a-t-il qui ont entendu parler de la nouvelle loi proposée sur les armes à feu ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing** afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.
- **Révocation des permis d'armes à feu** des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel.
- **Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu** au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.
- **Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu** grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.
- **Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule** pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches ; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.

J'aimerais passer en revue chacune de ces mesures, en commençant par le gel national proposé sur les armes de poing :

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHACUNE DES MESURES ET DEMANDERA :

- Quelle est votre réaction à cette mesure ?
- Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous plaît ?
- Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous déplaît ?

Préoccupation n° 2 : Les soins de santé

- Les soins de santé sont-ils un sujet de préoccupation pour votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé dans votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Et comment évalueriez-vous l'accès aux services de soins de santé dans votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Maintenant, en pensant tout particulièrement aux priorités en matière de soins de santé...

- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente ;
- (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale ;
- (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile ;
- (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances ;
- (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités ?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes ?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste ? Pour quelles raisons ?

ENJEUX EN MATIÈRE D'ÉNERGIE (40 minutes) Personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- Savez-vous quelles sources d'énergie sont utilisées pour le chauffage résidentiel et pour la production d'électricité dans votre région ? Si oui, quelles sont-elles ?
 - Quelles sont vos impressions générales concernant ces sources d'énergie ?
 - Estimez-vous qu'elles sont fiables ?
 - Sont-elles sécuritaires ?
 - Sont-elles respectueuses de l'environnement ?
 - Vos factures d'énergie sont-elles abordables ?
- Par rapport aux enjeux que vous avez nommés comme étant les plus importants auxquels votre territoire est confronté, comment se compare celui de l'énergie ? Sur une échelle d'importance, est-ce plus important, tout aussi important, pas aussi important ou pas très important pour vous ?
- Dans quelle mesure les impacts sur l'environnement des sources d'énergie actuellement utilisées dans votre collectivité vous préoccupent-ils, le cas échéant ? Pourquoi ? Pourquoi ?
 - Dans quelle mesure est-il important pour vous, le cas échéant, que le Canada essaie de réduire la quantité de gaz à effet de serre liée à la production d'électricité ?
- Qu'elle est la première chose qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez le terme « énergie nucléaire » ? Quelles sont vos impressions sur le nucléaire comme source d'énergie ?

LE MODÉRATEUR DOIT LIRE : Maintenant, permettez-moi d'être un peu technique pour un moment. À titre de rappel, l'énergie nucléaire est l'énergie contenue dans le noyau, ou le cœur, d'un atome. Les atomes sont de minuscules unités qui composent toute la matière de l'univers, et l'énergie est ce qui maintient le noyau ensemble. Il y a une énorme quantité d'énergie dans le noyau dense d'un atome. En divisant les atomes (c'est ce qu'on appelle la fission nucléaire), l'énergie nucléaire peut

être utilisée pour produire de l'électricité. L'énergie nucléaire n'émet pas de gaz à effet de serre et représentait 15 % de la production totale d'énergie électrique au Canada en 2018.

- Pensez-vous que le Canada devrait augmenter son utilisation de l'énergie nucléaire ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Comment vous sentiriez-vous si votre collectivité dépendait de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité ?
 - SONDER POUR : Perceptions de la fiabilité, du coût, de l'impact environnemental, de la sûreté.
- Est-ce que quelqu'un a déjà entendu parler des petits réacteurs modulaires, ou PRM ?
 - Si oui, quelles sont vos impressions ? Que savez-vous à leur sujet ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont des réacteurs nucléaires avancés qui ont une capacité électronucléaire pouvant aller jusqu'à 300 MWe par tranche, soit environ un tiers de la capacité de production des réacteurs nucléaires de puissance traditionnels. Les PRM, qui peuvent produire une grande quantité d'électricité bas carbone, sont :

- Petits — ils occupent physiquement une fraction de la taille d'un réacteur nucléaire de puissance conventionnel.
- Modulaires — cela permet aux systèmes et composants d'être assemblés en usine et transportés en tant qu'unité vers un emplacement pour l'installation.
- Réacteurs — il s'agit d'exploiter la fission nucléaire pour générer de la chaleur afin de produire de l'énergie.
- Sur la base de cette description, quelles sont vos impressions des PRM ? Sont-elles positives, négatives ou neutres ? Pourquoi ?
- Pensez-vous que cette technologie pourrait être utile dans votre collectivité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quelles autres questions avez-vous, le cas échéant, au sujet des PRM ?

IMPACTS ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (30 minutes) Personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- Diriez-vous que le changement climatique a actuellement un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre collectivité ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous remarqué ? Ces changements ont-ils eu un impact sur votre vie quotidienne ?
- Dans le futur, pensez-vous que le changement climatique aura un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre collectivité ?
 - SI OUI : Quels sont les impacts qui vous préoccupent le plus ? (SONDER : Impacts sur le logement, l'économie, la santé)
- Votre collectivité est-elle prête à faire face aux impacts du changement climatique ? Qu'en est-il de votre ménage ?
 - Qu'est-ce que vous ou votre collectivité avez fait pour vous préparer ?
- Qu'est-ce que vous souhaiteriez voir votre collectivité faire pour se préparer aux impacts du changement climatique qui n'a pas encore été fait ?
- Est-il important que le gouvernement fédéral aide les collectivités à se préparer aux impacts du changement climatique ?
 - Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement fédéral à cet égard ?
 - Que voudriez-vous qu'il fasse ?

LOGEMENT DANS LE NORD (20 minutes) Personnes préoccupées par la hausse du prix de l'énergie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

- Quelle est la situation du logement là où vous habitez ?
 - Quels sont les plus grands défis en matière de logement ? (SONDER SI NÉCESSAIRE : Abordabilité, qualité, offre)
- Y a-t-il eu des changements dans la situation du logement au cours des dernières années ?
- Qui est responsable du logement ? (SONDER POUR : L'administration municipale ? Le territorial ? Le fédéral ?)

- Êtes-vous au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour améliorer la situation du logement dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut ? Qu'a fait le gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'a fait le gouvernement du Canada ?
- Que devrait faire le gouvernement fédéral pour aider dans le dossier du logement ?

CONCLUSION (5-10 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton Avant qu'on se quitte, je vais vous donner le numéro de téléphone de la ligne de soutien Espace Mieux-être Canada. Nous vous indiquons également l'adresse Web du portail de soutien Espace Mieux-être Canada.

Premier(-ière)s répondant(e)s de la région du Grand Toronto et d'Hamilton **AFFICHER À L'ÉCRAN OU DANS LE CHAT :**

Ligne téléphonique de soutien Espace Mieux-être Canada (accessible 24/7) : 1-866-585-0445

Lien vers le portail de soutien Espace Mieux-être Canada : <https://www.wellnesstogether.ca/en-CA>